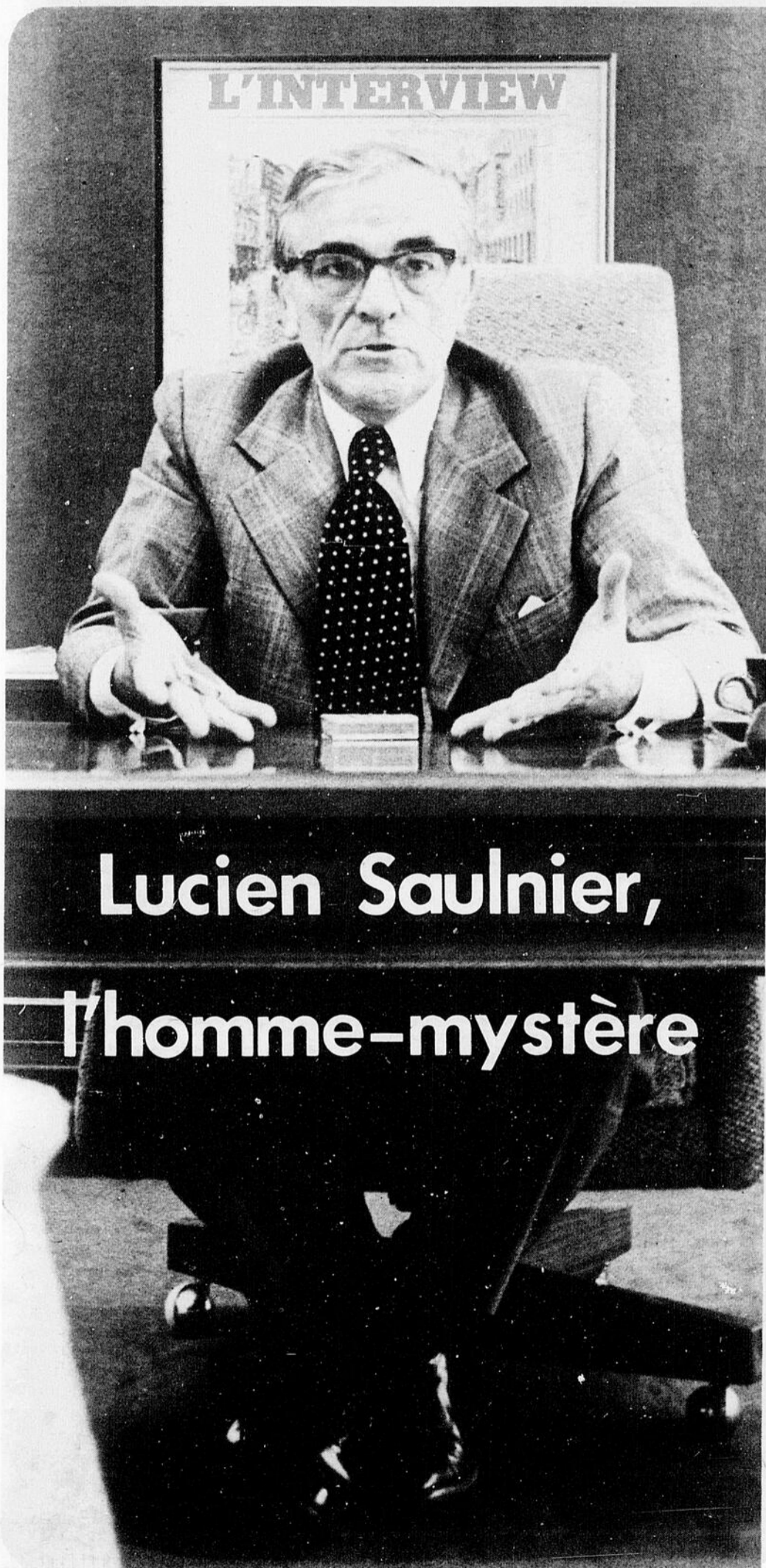
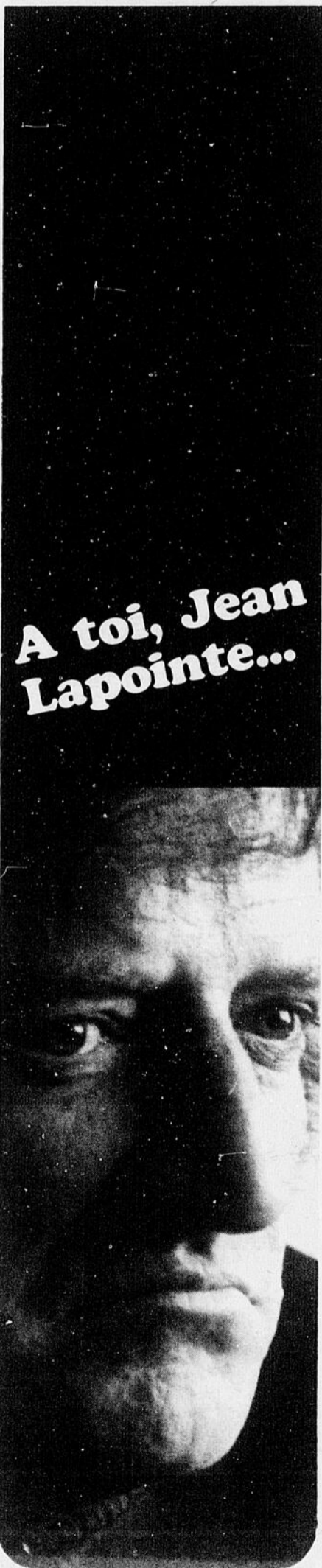


QUÉBEC- PRESSE

boss



Lucien Saulnier,
l'homme-mystère



A toi, Jean
Lapointe...



Le 29 Contre l'injustice des

LUCIEN SAULNIER

l'austère homme public

Texte: Jacques Keable
Photos: Michel Elliott

Grand sec carré au visage austère, on connaît la réputation de Lucien Saulnier: l'envers du "joueur de piano" ou du "pelleteux de nuages". C'est une réputation, d'ailleurs, qu'on peut le soupçonner de ne pas haïr du tout...

Pour beaucoup, Saulnier demeure encore et surtout la moitié "raisonnable" du surprenant couple "Drapeau-Saulnier". Le divorce est officiellement intervenu, entre eux, en 1970, quand Saulnier annonça qu'il se retirait de la vie municipale de Montréal. Quatre ans plus tard, il conserve encore le mutisme le plus absolu sur les raisons de son départ. Cependant, il n'est pas insensé de penser que le dérapage de plus en plus délirant de Drapeau lui était devenu incontrôlable et qu'en conséquence il a préféré partir. En novembre 1970, au soir de l'élection, Drapeau apparut donc seul, dictatorial, derrière son barrage de policiers. Depuis, sa manie des grandeurs est sans freins!

Un naturel sans rire

Physiquement: 58 ans, stature athétique, l'air d'avoir été coulé dans l'acier trempé! Son naturel - les Montréalais le savent bien - n'est pas le rire: il se forcera un peu, comme poussé par une impulsion d'homme public conscient de son image, quand le photographe entrera dans son bureau, mais ça lui passera bien vite...

Comparaison avec son contraire: Jean Lesage, ancien politicien, avocat cossu devenu l'image même de l'affairiste sans morale. Saulnier apparaît comme son opposé. Il est - et certainement aussi est-il très conscient de l'être - l'image même du service public et de l'intégrité agressive. Il est d'ailleurs en parfaite conformité avec son personnage quand, tour à tour, il lève dédaigneusement le nez sur deux limousines présidentielles, celles d'Air Canada et d'ITT-Rayonier-Québec, et accepte plutôt la présidence d'un organisme d'Etat, plus exactement de l'Etat québécois - ce "détail" n'est pas sans importance -, la Société de développement industriel, la SDI.

Self made man

Self-made man originaire du milieu populaire de Montréal, Saulnier se retrouve aujourd'hui dans les ligues majeures de l'establishment nationaliste québécois, côté secteur public. Ce qui fait de lui, qui n'est pas un "fils de boss", un patron. Un patron du secteur public. Nombreux sont les syndiqués qui, ayant eu à négocier avec lui, alors qu'il était à l'Hôtel de ville, disent: il est "toff", mais "correct".

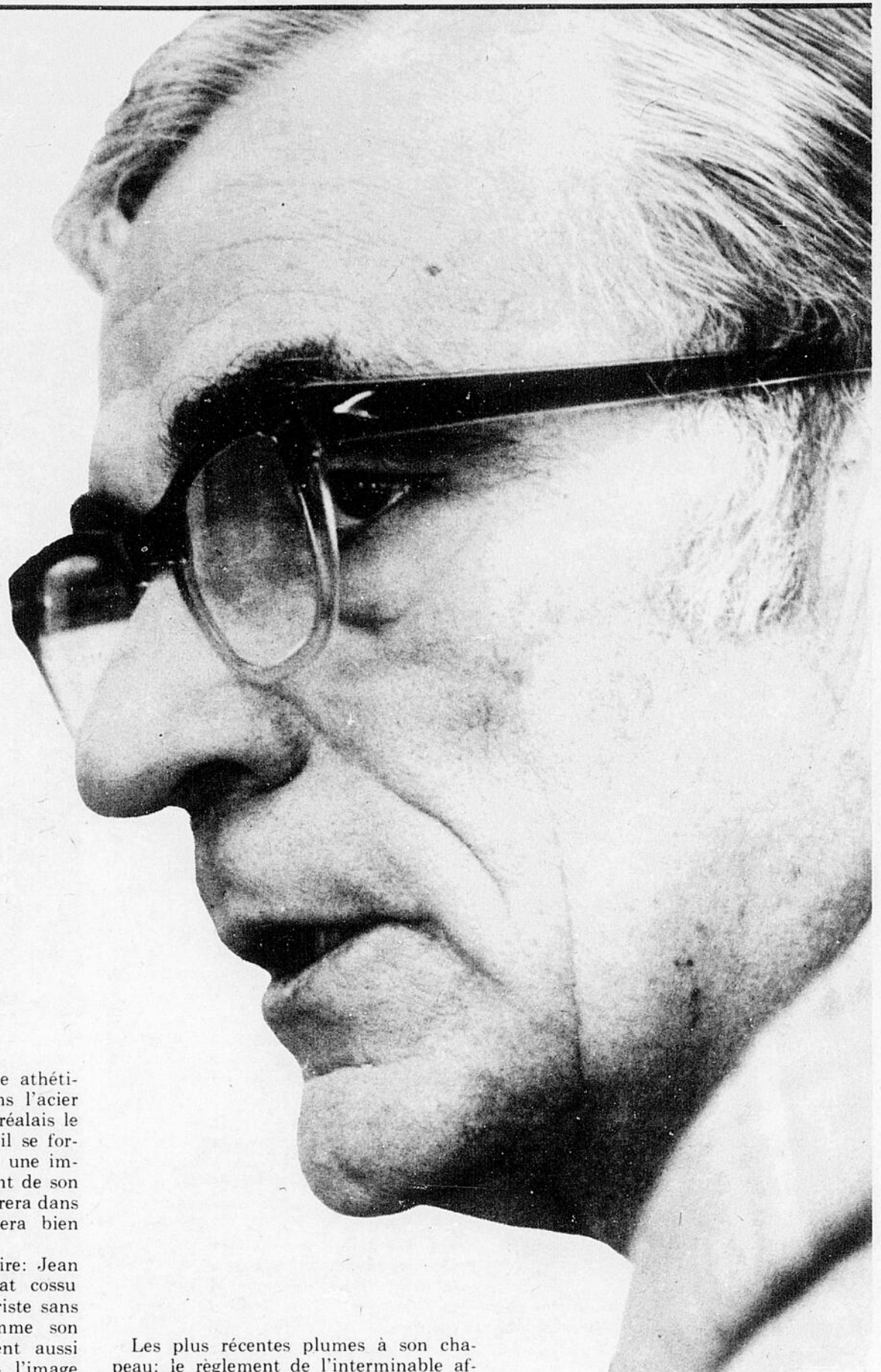
Les plus récentes plumes à son chapeau: le règlement de l'interminable affaire de la cartonnerie de Cabano; sa recommandation en faveur de l'indexation, dans le conflit de la CTCUM; et un rapport, toujours secret cependant, sur les activités de la United Aircraft. Tout cela pourrait d'ailleurs fort bien constituer autant de pages au dossier qu'il présentera au public le jour où il retournera dans la vie politique, à l'échelle du Québec cette fois. Rumeur? Rumeur fort persistante, toutefois...

L'ombre d'octobre 1969

L'époque sombre de la trajectoire de Lucien Saulnier, c'est octobre 1969. A l'époque, il mène une charge fracassante contre la Compagnie des jeunes Canadiens, la CJC. On parle alors de gigantesque et de délirante "chasse aux sorcières". C'est un homme de droite, de la droite intelligente et donc particulièrement dangereuse, dit-on alors. Cinq ans après, il ne lâche toujours pas là-dessus et déclare laconiquement qu'il n'a jamais

retiré ses accusations de "complot" et de "subversion". A cet égard il réclamait du fédéral la tenue d'une commission royale d'enquête, mais il ne l'obtint pas. En fait, à ce jour, aucune preuve sérieuse n'est encore venue étayer ces accusations pourtant extrêmement graves, qui amèneront de fait un certain effacement de la CJC. En décembre 1969, au coeur de cette crise, il refuse de répondre aux questions de **Québec-Press**: "Je n'ai rien à dire à Québec-Press. Vous appuyez la CJC, j'ai aussi le droit de refuser de vous parler!"

Il y a quelques jours, question de savoir un peu mieux qui il était, nous sommes allés le rencontrer. Question aussi de parler de la SDI, qui se retrouvait à la "une" des journaux tout récemment.



QUEBEC-PRESSE

est publié par l'Association coopérative des publications populaires, 9670, rue Pélouquin, Montréal 358, Québec.

Directeur général: Normand Caron.
Directeur de l'information: Louis Fournier.
Chef de pupitre: Michel Hotte.

Comité de rédaction: Normand Caron, Claude Dubois, Michel Elliott, Louis Fournier, Gerald Godin, Michel Hotte, Pierre Julien, Jacques Keable, Micheline Lachance, Christian Lambert, Robert Lévesque, Genevieve Manseau, Jean-Claude Pelletier, Paul Terrien, Yvon Tremblay.

Collaborateurs: André Charbonneau, Geracimo, Jules Nadeau.

Rédaction: 381-8684.
Bureau de Québec: (418) 643-1357
Sports: Christian Lambert

Publicité: Yvon Tremblay, 381-1385.

Distribution et abonnements: Jean-Claude Pelletier, 381-9936.
Administration: Monique Vanden, 381-9936.

Courrier de deuxième classe sous le numéro d'enregistrement 2314. Port de retour garanti à Montréal, 9670, rue Pélouquin, Montréal 358, Québec.

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Maquette et lithographie par Journal Offset Inc., 254, boul. Benjamin-Hudon, Ville Saint-Laurent, Québec.



"Oui, je suis né à Montréal. Sur la rue Saint-Urbain, au nord de Crémazie.

- De quelle genre de famille?

"Un milieu pauvre. J'étais l'aîné de quatre enfants. Quatre garçons. Mon père est mort quand j'avais sept ans.

- Que faisait votre père?

"Laitier. A cette époque, les laitiers, du moins un grand nombre d'entre eux, avaient leurs propres vaches! C'était le cas de mon père. Quand il est mort, ma mère a ouvert un petit restaurant de quartier, au coin de Saint-Denis et Crémazie. On a été élevés pas ... pauvrement, disons frugalement.

- Et l'école?

"J'ai été à l'école publique, jusqu'en 11e année, comme on disait dans le temps...

Lucien Saulnier alias Charles Roberts

- Et après, ça a été le travail?

"Je ne pouvais pas me permettre de continuer l'école. Je suis allé travailler. Mais plus tard, j'ai suivi des cours, le soir, en sciences sociales, économiques et politiques, à l'Université de Montréal. En fait, je n'ai pas arrêté de m'instruire.

"Mon premier travail, ça a été celui de commis de bureau, à la Laiterie Perfection. C'était en 32 ou 33. La Laiterie Perfection avait besoin d'un anglophone qui parlait aussi français. Je



"... une place à la mesure de nos talents, et il ne faut pas être trop modestes à ce sujet..."

me suis présenté sous le nom de Charles Roberts. Et j'ai été embauché! J'ai travaillé là pendant 6 ou 7 mois. Jusqu'à ce que je leur demande une augmentation de salaire. J'avais \$10 par semaine, j'en voulais \$11. Ils m'ont répondu qu'ils pourraient avoir une fille à \$7. Alors je suis parti...

- Pour faire quoi?

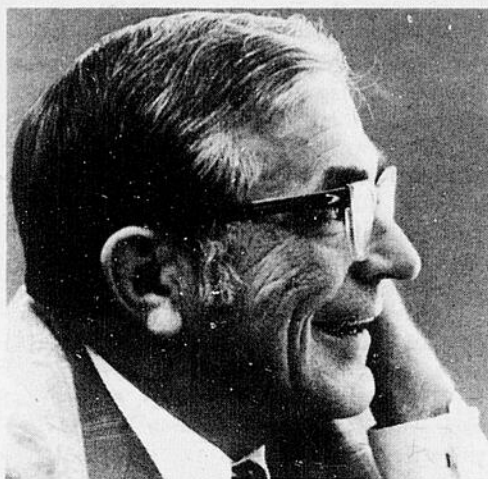
"Vendre des abonnements. Pour l'Action paroissiale. Je me suis occupé de la publicité et je suis devenu gérant. La publication devait devenir, plus tard, Ma Paroisse et finalement Actualités.

- Et quand vous êtes-vous lancé dans le commerce?

"En 1948, tout en continuant à travailler pour la publication. J'ai ouvert mon premier magasin...

- La mercerie Lucien Saulnier!

"Non, le mot mercerie n'est pas exact. Ce mot signifie autre chose: C'est de la marchandise qui sert aux travaux d'aiguilles, de couture... Ca s'appelait "Lucien Saulnier, vêtement pour hommes"... Beaucoup plus tard, j'en ai



"Je me suis présenté sous le nom anglophone de Charles Roberts! Et j'ai été embauché..."

ouvert un deuxième. En même temps, je travaillais toujours pour les publications, avec les Jésuites. J'ai fait ça pendant 27 ans, dont 15 à 18 ans en m'occupant aussi de mon commerce. J'ai tout vendu en 1968.

"Fais ton dépôt, t'as donné ta parole"

- Comment êtes-vous venu à la politique?

"Par accident..."

- Tous les politiciens disent ça!

"Moi, c'est vraiment par accident. Vers 51-52, il y avait l'enquête sur la moralité. Je suivais ça d'assez loin. Puis, j'ai été invité par Pierre Desmarais, qui était marié à ma cousine, à participer un peu à ce mouvement. Ils avaient fondé, à l'époque, la Ligue d'action civique.

"Vers août 1954, Desmarais me demande de lui trouver un candidat, dans Villeray. Je connaissais beaucoup de monde. Desmarais me dit: Si t'as personne, c'est toi qui viendras! Moi, j'étais sûr de trouver quelqu'un. Le temps a passé, je ne m'occupais pas trop de cela, j'étais sûr de mon coup. Mais quand j'ai commencé ma recherche, partout j'ai essuyé des refus! Puis quand le jour de la mise en nomination est arrivé, j'avais trouvé personne. Desmarais m'a dit: "Fais ton dépôt! T'avais donné ta parole..." C'est pas de gaieté de coeur que je l'ai fait. Mais j'avais été piqué par le fait que des gens qui avaient le temps de s'occuper de cela refusaient de le faire, sans motifs valables. C'était la mode des embaumeurs, dans le temps. J'étais allé en voir un, qui avait du temps en masse: il marchait de temps en temps devant son corbillard, c'est tout. Il a refusé... C'est comme ça que je me suis présenté. J'ai été élu, pour la première fois, en 1954.

- Vous occupiez-vous d'organisations, de mouvements, d'associations, à l'époque?

"Non. Mon engagement était personnel. J'étais un sérieux contestataire."

"Je suis très fier! Très fier de ces dix ans..."

De 1954 à 1960, Lucien Saulnier est donc conseiller municipal. En 1960, il devient président du Comité exécutif de la ville de Montréal. Et jusqu'en 1970, il formera ce bizarre duo avec le maire Drapeau. Pendant 10 ans, les Montréalais

en parleront comme s'il s'agissait d'une seule et même personne, de "Drapeau-Saulnier"! En 1970, en plein coeur de la si fameuse "crise d'octobre", Saulnier quitte la vie politique municipale. Et c'est un Jean Drapeau seul, coupé de sa moitié politique qui apparaîtra, dictatorial, au soir de l'élection, derrière une garde policière surabondante.

Autant Lucien Saulnier parlera calmement de sa vie jusqu'à ce moment, autant il devient visiblement nerveux, prêt à exploser, quand on aborde la fin de son alliance avec Drapeau. C'est, très visiblement, un sujet tabou dont seuls, sans doute, ses mémoires (si jamais il en écrit) nous livreront le vrai portrait.

- Si je vous demandais le bilan de ces dix années?

Ah, Seigneur! Là, c'est difficile...

Puis, sur un ton qui n'admet pas de contradiction, il enchaîne avec vigueur:

Je suis très fier. Très fier de ces dix années-là!

- De qui en particulier?

"Modestement, je crois qu'il y a eu, de 1960 à 1970, une conception de la vie urbaine qui s'est esquissée. Difficilement. Cela, accompagné de réalisations bien précises!

- Pourquoi avez-vous démissionné, en 1970?

Vous me demandez des choses... J'avais été nommé président de la Communauté urbaine...

- Allez-vous veiller de temps en temps chez le maire Drapeau?

Jamais!

- Y alliez-vous, avant?

Ca faisait longtemps. D'ailleurs, il y n'y a pas de sens caché à ça. Notre association était fondée sur une idée, une conception d'ordre politique. Il n'y avait pas d'éléments personnels là-dedans...

- Mais on ne peut quand même pas travailler ensemble pendant si longtemps et si étroitement sans que des liens se créent...

Sûrement, répond-il laconiquement.

- Il y a un épisode, dans votre carrière, qui semble moins glorieux. C'est celui de 1969, à l'automne, quand vous avez porté des accusations très graves contre le fonctionnement de la Compagnie des jeunes Canadiens. Vous portiez des accusations de subversion...

Je n'ai jamais retiré mes accusations! Ca prendra peut-être beaucoup de temps avant que tout soit clair... Je n'ai rien retiré!"

"Je n'ai jamais retiré mes accusations..."



"Des personnes et des groupes travaillent à l'exécution d'un plan pour détruire toute liberté..."

Il importe ici de rappeler cet épisode: en octobre 1969, Lucien Saulnier se présentait à Ottawa et y remettait officiellement et publiquement un dossier-charge contre la Compagnie des jeunes Canadiens. M. Saulnier y déclarait, entre autres choses: "Nous savons maintenant qu'au Canada, des personnes et des groupes travaillent activement à l'exécution d'un plan qui a pour objet la destruction de toute liberté, de notre forme de gouvernement démocratique et, dans ce plan, l'expression de la volonté du peuple manifestée dans les boîtes de scrutin est exclue. Ces personnes et ces groupes sont inspirés et financés, dans plusieurs cas, par des régimes politiques étrangers, rattachés à une internationale qui n'a pas la même notion que nous des libertés fondamentales de l'homme.

"Dans d'autres cas, les mêmes idées et le même plan d'action sont soutenues par le gouvernement du Canada. Il s'agit de la Compagnie des jeunes Canadiens."

On sait la suite: le gouvernement fédéral prenait un peu de haut, du moins officiellement, les accusations ainsi formulées. Cependant, dans les mois qui suivirent, la Compagnie des jeunes Canadiens se vit sérieusement désarticuler, de nombreux projets furent abandonnés et on assista à une série importante de mutations à l'intérieur de la Compagnie. L'enquête royale demandée par Lucien



"Quand on dit clairement ce qu'on veut, les entreprises respectent les règles du jeu..."

Saulnier n'eut jamais lieu. Un an plus tard, c'était la crise d'octobre.

Cinq ans plus tard, M. Saulnier maintient toujours les accusations fracassantes formulées à l'époque.

"SDI, directives, septembre 1974"

Après avoir successivement décliné au moins la présidence d'Air Canada, qu'il jugeait trop purement honorifique, et celle d'Itt-Rayonier-Québec, Saulnier se retrouve à la présidence de la Communauté urbaine de Montréal (CUM). A ce poste, assez curieusement, il est non pas élu, comme cela aurait dû normalement être le cas, mais nommé, en vertu d'une loi spéciale de Québec.

Ce poste, pourtant, il ne le conservera que deux ans. Et son départ prématuré n'est très certainement pas étranger, comme le révèlent les documents de l'époque, au statut du Conseil de sécurité de la CUM. Saulnier n'acceptait pas, à l'époque, que la CUM n'ait pas la pleine autorité sur les finances de la police de la CUM. Il n'acceptait pas que ce soit de Québec que les décisions viennent atterrir à la CUM. Depuis, le problème

est toujours présent. Plus encore cette année, alors que c'est la crise, à la CUM.

En 1972, donc, Saulnier quitte la CUM et passe à la présidence de la Société de développement industriel (SDI), organisme d'Etat. Moins d'un an plus tard, à Québec, on commençait à avoir des échos de la nouvelle direction: le fameux document, dont récemment les journaux ont largement parlé et qui est froidement intitulé: "SDI, directives, septembre 1974," il faut en voir les origines bien avant, dans les premiers mois de 1973.

Les nouvelles options mises en place avec l'avènement de Saulnier, elles constituent un virage important dans la vie, encore jeune, de la SDI: il faudra désormais, pour obtenir l'assistance financière de la SDI - et cette assistance sera surtout sous forme de participation au capital-actions des entreprises et de moins en moins sous forme de subvention purement et simplement - que les entreprises apportent non seulement, à l'industrie québécoise, une technologie nouvelle, mais encore et surtout que cette technologie et ce projet industriel s'intègrent de façon cohérente à l'ensemble industriel québécois. Par exemple, la SDI sera ouverte à une industrie locale ou étrangère, qui viendrait manufacturer un produit à base d'amiante, avec une technologie de pointe, mais sera fermée à un projet technologiquement plus avancé peut-être mais qui viserait à une production étrangère au développement industriel québécois. Par exemple, dira Lucien Saulnier, un projet de construction d'un quelconque véhicule spatial. A cela, on dirait non.

"Un francophone, c'est quelqu'un qui parle habituellement français"

Autre élément majeur de la réforme de la SDI: on tiendra sérieusement compte, avant de décider de fournir une assistance financière (plus par la prise d'actions votantes que par des subventions tout simplement), de la participation réelle des "francophones" québécois, au niveau du Conseil d'administration et à celui des cadres.

- Un "francophone", c'est quoi?

"C'est la définition du dictionnaire: quelqu'un qui parle habituellement français. Ce n'est donc pas un bilingue, par exemple qui parlerait habituellement anglais. C'est une distinction très importante. Un francophone, c'est quelqu'un qui travaille en français, qui parle le français chez lui... etc..."

On peut d'ailleurs soupçonner ici l'attitude de Lucien Saulnier devant la question linguistique, tant débattue à l'heure actuelle. Concret, pratique, la force linguistique, très clairement, dans son esprit est la résultante de la force économique. Une langue, comme le français au Québec, qui n'est pas appuyée sur de solides bases économiques, court les plus grands risques. D'où les positions de la SDI: encourager les entreprises à l'intérieur desquelles les "francophones" détiennent du pouvoir dans les faits.

La SDI, pas plus que son président, n'est devenue une entreprise "socialiste". Son objectif est, visiblement, de consolider le capitalisme national: encourager et susciter l'embauchage et l'initiative des diplômés québécois, la création d'une classe dirigeante industrielle proprement francophone et québécoise.

Stimuler l'expansion du capitalisme québécois

- Quand on regarde à quel point l'économie québécoise est largement sous le contrôle de l'économie américaine, est-ce qu'il est vraiment possible de renverser la vapeur?

"Evidemment pas à court terme. C'est évident. Mais à moyen terme, oui. Je ne parle pas à long terme, car à long terme, ce serait la mort. Ici, à la SDI, on s'occupe du secteur manufacturier. Et on doit songer à occuper une place qui soit conforme à notre compétence et à nos talents. Et là-dessus, il ne faut pas être modeste.

"Juste un exemple du genre d'effets qu'on peut atteindre. Le cas des assu-

rances. On vient de convaincre une entreprise avec qui on est en relations de prendre ses assurances dans une société qui a son siège social au Québec. Je parle d'un vrai siège social, pas une façade. Un siège social opérationnel. Dans le cas de cette entreprise, il s'agissait d'une prime annuelle de \$40,000. C'est une somme qui, auparavant, quittait le Québec. Maintenant, la correction se fait. C'est juste un exemple. On travaille beaucoup, dans ce secteur.

- Quelle est la réaction, dans le monde des affaires, aux nouvelles politiques de la SDI?

"Au niveau des individus, elle a été excellente. On n'a pas encore eu de réactions de la part des groupes. Mais il y a une expérience qui est constante: quand on dit clairement ce qu'on veut et que ce n'est pas ruineux pour les entreprises, les gens sont heureux de respecter les règles du jeu.

- Comment voyez-vous le Québec industriel, dans une dizaine d'années?



"Les francophones auraient, dans les entreprises, une action et une présence marquées..."

"Les francophones auraient, dans les entreprises, une action et une présence marquées. Prenez l'exemple de Sidbec. Une aciérie partie de rien. De presque rien. J'y suis allé, récemment, et j'ai été renversé. On y fabrique un acier de haute qualité. Et l'âge moyen des employés est de 26 ans! Quand je vois ça, je ne suis pas inquiet pour l'avenir. A l'intérieur de l'entreprise, on utilise un vocabulaire technique français. Ce que je souhaite, c'est que cela se retrouve dans tous les secteurs d'activité. Ça ne fait que confirmer qu'on a chez nous les talents. Ce qu'il faut, c'est leur donner des occasions de se mettre en valeur.

- La SDI est autorisée à prendre des parts, dans une compagnie, dans la proportion de 50%. Ce n'est pas le contrôle. Pourquoi pas 51%?

"Ce serait, effectivement, le contrôle. En fait, si tel était le cas, on se retrouverait propriétaire d'un grand nombre d'entreprises. Et on n'est pas en mesure d'administrer une grande variété d'entreprises. L'expérience démontre que les résultats ne sont pas très bons..."

- La SGF?

"C'est vous qui le dites!... Mais même dans le cas de multinationales, qui contrôlent une grande variété d'entreprises, faudra voir, dans quelques années, quel sera leur état de santé.

Cabano: la plus grosse cartonnerie du Québec

- Et le cas de Cabano?

"La papeterie de Cabano, c'est en vertu d'un arrêté en conseil que la SDI est intervenue. En fait, l'intervention de la SDI n'est pas pour autant extraordinaire. Nous avons agi à l'intérieur des règlements ordinaires de la Société.

- Mais pourquoi cette histoire a si longtemps traîné?

"C'est la SPPQ (Société des producteurs de pâtes et papiers du Québec) qui a lancé le projet. Elle a demandé à un bureau d'ingénieurs de faire une étude. Et à partir de cette étude, des promesses de subvention ont été faites. Cette étude, cependant, n'avait pas analysé tous les aspects de la question. Par exemple, on peut sérieusement se demander si, dans les faits, la région pouvait fournir tout le bois requis pour la production envisagée de 150,000 tonnes de carton par année. Déjà, à 75,000 tonnes, la cartonnerie sera la plus grosse du Québec, sinon du Canada.

- Est-ce qu'il ne serait pas normal que la SDI, étant donné son statut, pose comme conditions, en plus de celles déjà annoncées, la nécessité pour les entreprises de favoriser l'implantation du syndicalisme?

"C'est une question que je n'ai jamais envisagée... Mais en fait, dans 80 ou 90% des cas, le genre d'entreprises qu'on assiste est rapidement atteint par les syndicats. Ce sont des entreprises qui se situent dans les secteurs les plus dynamiques. En plus, on exige, pour assister une entreprise, que les salaires payés soient comparables à ceux du secteur à l'intérieur duquel elle se situe..."

- Mais il y a des entreprises qui font des chinoïseries pour retarder ou bloquer l'implantation d'un syndicat...

"Dans des cas précis, on n'aurait pas d'objections à mettre des conditions. Mais je ne suis pas prêt à en faire une règle générale. Le gouvernement a d'autres lois pour assurer la paix sociale."

Le plus important annonceur: l'industrie de l'alimentation!

Petites statistiques qui font réfléchir. Au moment même où la hausse des prix, dans l'alimentation, inquiète tant de monde, on assiste à une hausse comparative des budgets de publicité des entreprises et commerces alimentaires. Surtout dépensés dans les media de masse, la télévision et la radio.

De janvier à mars, donc au cours des trois premiers mois de 1974, le secteur industriel qui a le plus dépensé en publicité au Canada est précisément le secteur de l'alimentation. Et de loin. Plus du quart des revenus publicitaires de la radio et de la télévision viennent des compagnies d'alimentation.

Au cours des trois premiers mois de 1974, la radio et la télévision ont diffusé des messages publicitaires pour la somme de \$63 millions et demi. Là-dessus, l'industrie alimentaire a versé, à elle seule, plus de \$17 millions! Soit 27% du total. La même industrie versait, en plus, au cours des mêmes trois mois, près de \$4 millions en publicité, dans les journaux du Canada. Total pour l'alimentation: \$21 millions et quelques poussières...

Au total, dans les journaux, à la radio et à la télévision, la publicité de tous les secteurs, a versé, de janvier à mars, un total exact de \$103,995,334.

Les autres...

Deuxième plus important annonceur: les produits pharmaceutiques et articles de toilette. Surtout à la télévision et à la radio où ce secteur industriel a dépensé, en trois mois, tout près de \$14 millions, alors qu'il dépensait plus de \$2 millions dans les journaux.

Troisième dans l'ordre: les articles ménagers, pour plus de \$7 millions, dont \$6 millions et demi à la radio-télévision!

Quatrième place: l'automobile, une publicité de \$8 millions, dont plus de \$5 millions à la radio-télévision.

En bonne cinquième place, et c'est normal: les institutions de finances! ... Faut bien payer ce qu'on a acheté!

Et pour ceux qui n'ont pas réussi à emprunter pour consommer ce qui était annoncé, on annonce beaucoup, aussi, la bière! Consolons-nous... Les brasseries sont en 6e place, avec près de \$5 millions, en publicité...

Quand L'EXPRESS parle du Québec, attention!

Décidément, le journalisme qui se pratique à L'Express de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber (qui fut ministre une dizaine de jours) et de Mme Françoise Giroud (qui fait partie de l'équipe Giscard après avoir appuyé Mitterrand) est d'une eau plus que douteuse. Pour la visite de Trudeau à Paris, on a confié à un collaborateur (?), M. Pierre Uri, le soin d'écrire un papier sur cet événement avant que le premier ministre canadien mette les pieds sur le sol français (dans l'édition du 21 octobre). Passe encore que, dans le titre, on ait écrit "des affaires plus importantes et plus urgentes que le Québec libre..."

\$4,477.12 pour l'Aide aux sinistrés d'incendie

Les jeunes étudiants francophones et anglophones de la commission scolaire Baldwin-Cartier, à Pointe-Claire, ont versé la somme de \$4,477.12 à l'Aide aux sinistrés d'incendie, organisme mis sur pied par l'infatigable Jean Pilon, du Sud-Ouest de Montréal. Comme dit Jean Pilon, en commentant ce don: "Ces jeunes-là ont compris que le Tiers-Monde, ça commence chez nous".



TRUDEAU à Paris: "des affaires plus importantes et plus urgentes que le Québec libre..."

\$4,477.12 pour l'Aide aux sinistrés d'incendie

Les jeunes étudiants francophones et anglophones de la commission scolaire Baldwin-Cartier, à Pointe-Claire, ont versé la somme de \$4,477.12 à l'Aide aux sinistrés d'incendie, organisme mis sur pied par l'infatigable Jean Pilon, du Sud-Ouest de Montréal. Comme dit Jean Pilon, en commentant ce don: "Ces jeunes-là ont compris que le Tiers-Monde, ça commence chez nous".

Festival de l'oie blanche

Quoi faire au Québec: du 19 au 27 octobre, le

Festival de l'oie blanche à Montmagny, et le 27 octobre, course de motocross à Chicoutimi.

PQ: Marois contre Paquette...

Une lutte pour le moins surprenante à l'exécutif national du parti Québécois, lors des élections qui auront lieu au congrès de la mi-novembre, à Québec. Au poste de conseiller au programme, deux candidats s'affrontent: le conseiller sortant Gilbert Paquette et l'aspirant Pierre Marois. On croyait bien pourtant qu'il s'agissait là de deux "hommes de gauche" et ça ressemble à une division des forces progressistes à la conquête de la direction du PQ... On voudrait bien savoir pourquoi.

Chrétiens en milieu ouvrier

Un colloque sur "les chrétiens engagés en milieu ouvrier" aura lieu les 22, 23 et 24 novembre à Cap-Rouge, près de Québec. Cette rencontre, la première de ce genre, est organisée par le Mouvement des travailleurs chrétiens (MTC), la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), la revue "Dossiers de vie ouvrière", le groupe des Politisés

Chrétiens et le centre de pastorale en milieu ouvrier. Le numéro de novembre de la revue Relations sera d'ailleurs consacrée à ce thème.

Pour une opposition à Ryan

Le maire Yves Ryan, de Montréal-Nord, promettait en 1959, lors de sa campagne électorale, de refondre la carte électorale de la ville. En 1963, il devenait maire de la ville, mais en laissant à la porte ses promesses de 1959. Résultat: il y a trois quartiers dans Montréal-Nord: Quartier-Est, qui compte 51% de la population; Quartier-Centre, qui en compte 23%, et Quartier-Ouest, 26%. Il n'y aura pas d'opposition lors des élections municipales du trois novembre, sauf dans le Quartier-Est où deux personnalités bien connues dans Montréal-Nord tenteront de constituer une mini-opposition au maire Ryan. Il s'agit du journaliste Albert Gravel et de M. Roland Dénomée, actif dans le mouvement des Caisses pop. C'est curieux le nombre de municipalités au Québec dirigée par des partis uniques, sous la coupe d'un maire autoritaire. Relents de duplessisme?

Les "fortunes personnelles" au Québec

M. Kenneth White, président et directeur du Royal Trust, qui a des succursales dans tout le Canada, a affirmé récemment que c'est au Québec que cette institution a le plus de fortunes personnelles à gérer.

Les villes riches

Quinze des 23 villes les plus riches du Canada sont situées au Québec. Les



ALBERT GRAVEL



ROLAND DENOMMEE

deux villes dont les citoyens sont les plus prospères sont Westmount et Mount-Royal, avec des revenus familiaux moyens de \$25,377 et \$24,247 par année, respectivement.

Moyen légal de suspendre vos paiements

S'il est certains de nos lecteurs, habitant le territoire desservi par la compagnie Québec-Téléphone, qui paient encore leurs comptes, jetez un coup d'oeil sur l'ordonnance no 5 de la Régie des services publics. Cette ordonnance vous autorise à ne pas payer votre compte si vous estimez que le service offert n'est pas adéquat. Il s'agit d'adresser votre plainte à la Régie et d'en envoyer une copie à la compagnie. Et, bien sûr, vous gelez vos paiements. Comme le stipule l'ordonnance no 5, "la compagnie ne doit pas couper le service à l'abonné qui s'est adressé à la Régie avant que celle-ci l'autorise."

Mais, d'après les abonnés de Québec-Téléphone, que la ligne soit coupée ou pas, on ne voit pas la différence.

La parole est à Pierre Juneau

Dans la dernière livraison du Maclean, le chro-

niqueur Pierre de Bellefeuille n'est pas tendre envers la radio de Radio-Canada. Il constate, lui aussi, que l'ensemble des émissions se dégrade. "L'amateurisme et l'ignorance prennent la part du Lion, écrit-il. Les bulle-



PIERRE JUNEAU, président du CRTC. (Photo Michel Elliott)

tins de nouvelles pourraient alimenter un sottisier inépuisable. Le public se fait rouler. Le Conseil de la radio-télévision canadienne aussi. Se moquer des gens, c'est monnaie courante. Se moquer du CRTC, dans notre société bureaucratifiée, c'est autre chose. Pierre Juneau, président du CRTC, n'est pas homme à se laisser avoir. A lui la parole."

THE QUEBEC LIBERAL PARTY

presents

THE HONOURABLE ROBERT BOURASSA
PRIME MINISTER OF THE PROVINCE OF QUEBEC

at the fund-raising gala to be held at
Quebec City's Grand Theatre

Saturday, October 19, nineteen seventy-four
at eight o'clock in the evening

A reception will follow

Dress:
Informal

Ticket price:
Fifty dollars

PENDANT QU'ENVIRON 15,000 Québécois exprimaient leur indignation au sujet de la loi 22, les libéraux se pavanaient au Grand Théâtre. La carte d'invitation du parti Libéral (section Québec) était rigoureusement bilingue, et coûtait \$50.00.

MONNAIES DEMANDEES 1966 ET MOINS	
10¢	17¢
25¢	42.2¢
50¢	85¢
10¢ et 25¢ en argent 1967-1968	15¢
DOLLAR ARGENT	
1935-36-37-49	\$1.00
1938-46	\$1.00
1941-47	\$40.00
1943	\$300.00
1939-50-54-55-56-58	\$4.00
1951-52-57	\$3.00
1953-59 à 67	\$7.00
AMERICAIN 1964 ET MOINS	
10¢	20¢
25¢	50¢
50¢	\$1.00
DOLLAR ARGENT \$4.00	
ACHETONS MONNAIE OR ET ARGENT DE TOUS LES PAYS	
BOUTIQUE D'ARGENT	
7237 ST-HUBERT, MTL 276-2963 APRES 10 H 30 A.M.	



Dans un système comme le nôtre au Québec, il est dans la nature des gouvernements de tenter d'affaiblir la principale force d'opposition qui existe sur le territoire: le mouvement syndical.

De Duplessis à Bourassa, tous les politiciens ont tenté de faire des brèches dans la force des travailleurs et de discréditer le mouvement syndical aux yeux de la fameuse majorité silencieuse.

Le régime Bourassa détient, en la matière, une sorte de championnat. Campagne de propagande sans précédent pendant la Crise de mai 1972, et la grève des hôpitaux, emprisonnement des trois présidents des centrales, menace d'adopter la loi 89, dite loi des services essentiels, voilà tout un arsenal que le gouvernement Bourassa a utilisé ou gardé sur la glace depuis qu'il est au pouvoir.

Situation explosive

Avec la hausse fantastique des prix d'un côté et les petites grimpettes de salaires de l'autre, il était inévitable que les travailleurs organisés exigent des réajustements. Nous avons publié, dans QUEBEC-PRESSE, la liste des syndiqués en grève ou en ralentissement de travail pour obtenir non pas des hausses réelles de salaire, mais tout simplement le maintien de leur pouvoir d'achat. La situation peut facilement devenir explosive, et le gouvernement le sait.

Aussi le voit-on utiliser tous les recours légaux, avec le même enthousiasme délirant que lors de la Crise d'octobre, pour mettre les syndicats à genoux. Dans le contexte de l'enquête Cliche sur la construction et de la cam-

pagne d'intoxication menée par tous les journaux sur la situation particulière de l'industrie de la construction, on voit Jérôme Choquette se lancer, avec ivresse, dans un déchaînement de poursuites pour incitation à la violence et méfait public contre Louis Laberge. Avec une certaine habileté, le régime Bourassa utilise à ses fins la guerre entre les deux centrales dans la construction.

Et tout ça, au moment où, dans la lutte pour l'indexation, les trois centrales auraient grand besoin d'unité.

Et O'Bront?

On doit déplorer, en passant, que le gouvernement n'ait pas toujours confié à des hommes aussi déterminés et incorruptibles que le juge Robert Cliche la direction des enquêtes qu'il a déclenchées. On doit déplorer aussi que les compagnies ne soient pas soumises à des examens aussi approfondis que les sont certains syndicats, par les temps qui courent. On remarquera, en passant aussi, que les livres des syndicats sont ouverts et lisibles et que leurs décisions sont prises par voie de résolutions dûment inscrites dans les documents. Peut-on en dire autant, par exemple, des contributions des entreprises aux caisses électorales?

Quand on voit l'efficacité policière dans le cas du "local" 791 de la FTQ, on doit s'étonner de ses lenteurs dans l'affaire O'Bront. On découvre avec stupeur que la police, des fois, ça peut aller vite. Et on découvre, sans surprise, que la vitesse des corps expéditionnaires de Choquette ne se réalise que dans la lutte anti-syndicale. Et que, dans l'affaire O'Bront, les mêmes corps expéditionnaires sont d'une lenteur de tortue.

Et on se dit que la lutte des classes est un point fort du Québec. Et que la classe dirigeante domine aussi la police et l'appareil judiciaire. Et qu'elle confie à des magistrats mous certaines enquêtes qui risqueraient de l'incriminer elle-même, et à des magistrats intraitables des enquêtes sur les travailleurs.

Le tendon d'Achille

Nous l'avons dit et répété ici même souvent: le tendon d'Achille du mouvement syndical québécois, c'est la construction. Année après année, les conflits succèdent aux accalmies mais le même problème revient toujours.

Le Front commun a achoppé là-dessus, et les manifestations conjointes aussi. La jungle que l'industrie et le gouvernement ont laissé proliférer là a eu pour conséquence des situations monstrueuses.

Toutefois, la solution globale au problème ne pourra survenir que lorsque l'enquête aura été complétée. Pour notre part, nous aurions préféré que les centrales syndicales vident elles-mêmes l'abcès et que le gouvernement n'ait pas à intervenir. Elles ne l'ont pas fait et on se retrouve avec un autre bel exemple d'ingérence de l'Etat dans les affaires du mouvement ouvrier.

En ajoutant aux thèmes de la manifestation du 29 octobre le problème de la FTQ-construction, dont le dossier n'est pas encore tout à fait connu, on contribue à créer une certaine confusion et certains biocages qui risquent d'affaiblir ce qui doit être une manifestation de la force des travailleurs. Mais de telles ambiguïtés sont peut-être inévitables, pour le moment.

Et ce sera tant mieux si le 29, au-delà des appareils syndicaux et de leurs entraves, au-delà des cicatrices encore fraîches du conflit CNS-FTQ dans la construction, des travailleurs de toutes les centrales peuvent manifester ensemble.

Car face au gouvernement et aux patrons qui restent l'ennemi commun, ce sont les travailleurs de la base qui, tôt ou tard, forceront les centrales à se purger, si besoin est, et à refaire une réelle unité. Car les plus écoeurés des divisions, ce sont les travailleurs eux-mêmes puisqu'ils en font, d'une manière ou d'une autre, les frais.

Ils seront là le 29....

Pour l'instant, et aussi longtemps que l'abcès de la construction n'aura pas été crevé, on risque bien de n'avoir que des manifs CSN où il y aura des syndiqués FTQ et des manifs FTQ où il y aura des syndiqués CSN. Et de même pour la CEQ.

On se souvient d'un candidat à un poste de vice-président de la FTQ, il y a cinq ans, dont le principal slogan était: "J'ai toujours combattu la CSN"... On note un progrès certain depuis lors mais il reste encore beaucoup de chemin à faire.

En attendant que tout le chemin vers la nécessaire unité ait été parcouru, il reste heureusement à l'oeuvre, dans chaque centrale, un certain nombre de militants qui ont toujours su où se trouvait l'essentiel et qui travaillent, sans relâche, à bâtir l'unité profonde des travailleurs, syndicale et politique.

Ceux-là, de quelque centrale qu'ils soient, ils seront là, le 29.

Le comité de rédaction
par Louis Fournier
et Gérald Godin

SYNDICALISME

LA MANIFESTATION DU 29 OCTOBRE

L'unité des travailleurs contre "la justice des boss"

par Louis Fournier

Le vendredi 29 octobre 1971, plus de 15.000 manifestants sont descendus dans la rue pour appuyer les grévistes de La Presse.

Combien y en aura-t-il lundi, le 29 octobre 1974, pour appuyer les grévistes de la United Aircraft et tous les autres travailleurs en lutte pour dénoncer la répression et la "justice des boss" ?

Trois ans plus tard, le mouvement syndical et le mouvement ouvrier en général ont-ils assez avancé pour qu'ils puissent mobiliser encore plus de monde? On le souhaite, en tout cas.

Unitaire...

Au bout du compte, cette manifestation sera quasiment conjointe, unitaire, même si officiellement, la FTQ en est le principal organisateur.

Mais pour en arriver là, pour resouder une unité terriblement fragile, il a fallu mettre le paquet.

Annoncée il y a environ un mois par la FTQ, la manifestation du 29 octobre avait toutes les allures d'un mouvement d'appui aux seuls travailleurs de la construction affiliés à la FTQ. Elle visait d'abord à dénoncer l'action de la Commission d'enquête Cliche et du ministre de la Justice, Jérôme Choquette, contre un certain nombre de dirigeants syndicaux FTQ.

Puis, fort heureusement, les choses ont évolué. La marche de lundi a maintenant des thèmes et des mots d'ordre qui ne peuvent pas ne pas faire l'unanimité chez les travailleurs et leurs organisations.

Un tract

Le tract diffusé par la FTQ, en effet, est ainsi rédigé: "La violence légale de la United Aircraft qui jette mille familles dans la rue pendant près d'un an; l'assassinat légal des travailleurs sur les chantiers de construction et dans les usines; l'intervention légale des tribunaux pour briser les grèves; l'espionnage légal de Choquette dans nos syndicats; la mise en accusation légale des dirigeants syndicaux pour leur militantisme; le refus légal d'accorder l'indexation des salaires, tout ça porte hypocritement le nom de justice chez nous, la justice des boss."

Un tel "programme" a finalement rallié l'ensemble des syndicats regroupés dans les trois grandes centrales. Mais pour donner un caractère plus "conjoint" à la manifestation du 29, il a fallu pas mal d'interventions et de pressions.

Les ouvriers de l'unité

Et parmi les ouvriers infatigables de l'unité et de la solidarité - en dépit des chicanes de ménage dans la construction - on peut compter des groupes comme le Conseil central de Montréal (CSN), le Conseil du travail de Montréal (CTM) et la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ).

Au Conseil central, une résolution proposée par les ex-grévistes de la CTCUM en faveur d'une manifestation unitaire a provoqué les rapprochements. Le président du Conseil, Michel Chartrand, a travaillé ferme en ce sens: "Il n'y a pas de commission (allusion à l'enquête Cliche) ni de tribunal, dit-il, qui va nous intimider ou nous diviser, même dans la construction".

A la CEQ, le président Yvon Charbonneau est aussi intervenu dans le même sens: "Notre bureau national, a-t-il déclaré à QUEBEC-PRESSE, a résolu de faire pression sur la FTQ pour que la manifestation soit unitaire, ouverte à tout le monde". Un des artisans du



LA GRANDE MANIFESTATION contre La Presse, le 29 octobre 1971.

(Photo Michel Elliott)

rapprochement a été Guy Bisailon, du Syndicat des enseignants de Champlain, le grand organisateur d'un "Automne Show" extraordinairement réussi en faveur des grévistes de la United Aircraft.

Imposer l'unité

Au Conseil du travail de Montréal, enfin, l'équipe du président Marcel Perreault n'a pas ménagé ses efforts non plus.

Bref, il se trouve désormais assez de militants dans le mouvement syndical pour imposer l'unité et la solidarité, malgré toutes les querelles de ce que certains appellent les "establishments"...

Et le Front commun du secteur public?

Le fameux Front commun de 1972 dans la fonction publique va-t-il revivre en 1975?

La question se pose, à quelques mois de l'ouverture des négociations entre l'Etat et les quelque 250.000 travailleurs des secteurs public et parapublic au Québec.

Chose certaine, du côté syndical, les discussions ne sont guère avancées à ce sujet. Une première rencontre là-dessus a eu lieu vers le 17 octobre, à Montréal, et une seconde est prévue le 30 octobre.

A l'heure qu'il est, on ne sait pas encore quelles seront les structures de négociation que l'on adoptera: par exemple, y aura-t-il ou non une table centrale?



La CEQ

Le président de la CEQ, Yvon Charbonneau, a lancé l'idée de rencontres intersyndicales régionales, en novembre, pour les travailleurs du secteur public. La CEQ est d'ailleurs la centrale qui insiste le plus pour la reconstitution d'un Front commun qui tiendrait compte des acquis et des faiblesses du mouvement de 1972.

Là encore, l'unité syndicale est loin d'être faite. Pour l'instant.

CSN: la lutte coûte cher!

Les luttes très dures que mènent les travailleurs québécois pour obtenir l'indexation des salaires à la hausse du coût de la vie viennent d'avoir une conséquence imprévue.

La CSN devra tenir un congrès spécial, dans trois semaines, parce que son fonds de grève est presque à sec.

Ce congrès de deux jours, à Montréal, portera sur ce que la CSN appelle "les moyens de se battre", c'est-à-dire le fonds de défense qui permet de verser des secours aux travailleurs en grève.

Légale et illégale

La CSN appuie ses membres financièrement dans toutes leurs grèves, qu'elles soient légales ou pas. A l'heure qu'il est, elle soutient chaque jour, en moyenne, plus de 3.000 grévistes, avec des pointes qui atteignent 5.000. Or, à son congrès de juin, la centrale avait "budgeté" environ 1.600 à 1.700 grévistes quotidiens!

"Peu importe les difficultés, a déclaré le président Marcel Pepin, la CSN continuera de se battre avec les travailleurs qui veulent se battre". M. Pepin s'est aussi demandé "à quel moment le baril de poudre sur lequel nous sommes assis va exploser au Québec".

Le colloque CSN-FTQ-CEQ n'aura pas lieu...

A moins d'un revirement radical de dernière heure, le colloque de l'automne sur les relations intersyndicales n'aura pas lieu.

Ce colloque CSN-FTQ-CEQ devait notamment aider à "vider" le contentieux des affrontements CSN-FTQ dans la construction et les répercussions de ces affrontements sur l'unité et la solidarité syndicales.

La rencontre, décidée lors du colloque des centrales sur l'inflation tenue à Québec en mars, devait avoir lieu en novembre ou décembre.

QUEBEC-PRESSE doit se brancher!

Je désire apporter mon point de vue sur des problèmes importants qui n'ont pas manqué de ressurgir à l'occasion du déclenchement de l'"opération sauvetage" de Québec-Presse, à la mi-septembre.

Ces problèmes concernent, selon moi, les sources et les méthodes de financement du journal, la nature spécifique de Québec-Presse par rapport à d'autres journaux et le contenu de l'information qu'il véhicule.

Les très graves difficultés financières que vient de traverser le journal ont montré, peut-être plus que d'habitude, à quel point l'existence de Québec-Presse est liée au mouvement ouvrier organisé du Québec. Ne serait-ce que financièrement, on a vu que sans les organisations ouvrières, le journal, cette fois-ci, aurait bel et bien fermé ses portes. Une opération comme celle qui, le 29 et le 30 septembre, a été menée à la FTQ et a permis de recueillir une première somme de \$8,000 dollars, en l'espace de quelques heures, non pas à même la caisse centrale de l'organisation mais sous forme de contributions volontaires, renforce de manière éclatante la constatation que faisaient Normand Caron et Louis Fournier, dans l'édition du 6 octobre: "Depuis octobre 1969, les centrales ont d'ailleurs constitué les meilleurs appuis au journal."

Force et faiblesse

Selon la conception que l'on défend de la nature et du rôle de Québec-Presse, la

dépendance du journal vis-à-vis du mouvement ouvrier organisé est une faiblesse ou une force.

C'est une force si l'on veut que Québec-Presse soit, chaque semaine, la tribune des travailleurs, de leurs intérêts, de leurs luttes, le point de rencontre des débats et tendances qui se confrontent dans leurs organisations, un organe d'information qui appartienne en propre aux travailleurs et qui, beaucoup plus largement que ne peuvent le faire les bulletins syndicaux internes, donne le pouls du mouvement ouvrier dans son ensemble. Dans cette perspective, il importe que les liens entre Québec-Presse et les organisations ouvrières locales, régionales et nationales se renforcent, en ce qui a trait aux finances, à l'implantation et au contenu du journal.

Mais les liens exclusifs de Québec-Presse avec le mouvement ouvrier deviennent une faiblesse si l'objectif, conscient ou inconscient, n'est pas de faire de Québec-Presse le journal de la classe ouvrière et de ses organisations mais un grand hebdomadaire d'opposition nationaliste.

Aux prises avec d'énormes difficultés, constatant depuis cinq ans que le tirage du journal était faible, que la publicité retraits mal, que la distribution était boiteuse, les principaux responsables du journal ont, de toute évidence, cherché des solutions. Ces solutions ne pouvaient se concevoir que dans l'une ou l'autre des deux optiques énoncées plus haut. Or c'est, je crois, en optant pour "élargir" les assises de Québec-

Presse, dans sa forme et son contenu, que les responsables du journal ont pensé obtenir l'augmentation du tirage et de la publicité nécessaires à Québec-Presse.

L'information ouvrière

L'information ouvrière n'a pas été retirée du journal. Elle a peut-être été diluée, cependant; mais surtout, elle a été "mise à sa place", si je puis dire. C'est un peu comme si l'on avait fait le raisonnement suivant: "Le journal va rester dans les kiosques si tu fais ta manchette avec le congrès du Conseil du travail de Montréal, le débat sur l'action politique au congrès de la FTQ, de la CSN ou de la CEQ, ou la grève à la CTCUM." On va donc évidemment traiter ces sujets, mais on va attirer l'attention des clients par d'autres sujets qui les intéressent davantage et, surtout, mettre le "focus" sur les sujets qui intéressent un plus grand nombre de clients...

Sauf erreur, je ne crois pas que cette option ait jamais permis d'augmenter sensiblement le tirage ou, plus modestement, d'assurer le développement progressif du journal. Je ne crois pas qu'elle permettra à Québec-Presse de s'en sortir. Ce n'est d'ailleurs pas la nouvelle présentation qui est en cause; c'est plutôt, je crois, ce qu'elle indique comme stratégie de construction du journal Québec-Presse.

Sans ambiguïté

Je crois, au contraire, que c'est en donnant à Québec-Presse son caractère de vé-

ritable hebdomadaire de la classe ouvrière qu'on lui permettra d'exister et de se développer. Cela veut dire qu'en prenant comme point départ le fait que seuls les travailleurs et leurs organisations ont un intérêt véritable, aujourd'hui, à ce que Québec-Presse vive, c'est sur eux que Québec-Presse doit, sans ambiguïté, s'appuyer.

Cela n'implique aucunement que le journal se transforme en bulletin syndical ou qu'il ne traite que de questions touchant directement les seuls travailleurs syndiqués. Ce serait une erreur que de préconiser cela. Mais cela implique, en revanche, qu'en agissant très prioritairement pour s'implanter dans les rangs des travailleurs organisés et pour rejoindre, à partir d'eux, progressivement, les couches de travailleurs inorganisés, Québec-Presse doit avoir un contenu en accord avec cette stratégie d'implantation.

S'il agit ainsi, le journal perdra peut-être une partie de sa clientèle "progressiste" et "nationaliste". Et alors? Il aura sa clientèle solidement implantée chez ceux qui ont besoin de Québec-Presse et pour qui Québec-Presse a été fondé!

Québec-Presse ne peut rester entre deux chaises sans risquer à nouveau, dans quelques mois, la faillite. Qu'il se branche au plus vite sur les travailleurs et leurs organisations!

Roch Denis,
sociétaire,
Montréal.

Bravo à la FTQ!

J'appuie fortement la F.T.Q. qui organise une manifestation le 29 octobre à Montréal pour lutter en faveur de l'indexation et contre la répression judiciaire qui frappe les travailleurs, et j'appuie fortement le dirigeant M. Desjardins qui, avec son groupe, va passer à l'offensive contre la répression qui s'abat particulièrement sur le Conseil des métiers et ses leaders, car ces gens voient sûrement clair aux jeux du gouvernement et au rouage de l'Etat. Oui, pourquoi nous, la majorité, ne pas nous unir et lutter pour nos droits pour pouvoir vivre et non pas seulement exister, pourquoi nous, la majorité, ne pas appuyer nos grévistes? Toute la société se fait exploiter, travailleurs, chômeurs, assistés sociaux, etc.; car ce n'est pas nous (gens ben ordinaires), exemple chômeurs, assistés sociaux, qui faisons nos lois, mais bien notre cher gouvernement, n'est-ce pas? Donc, le vrai exploiteur de valeurs humaines, c'est bien le gouvernement qui, avec la complicité de nos chers capitalistes, tente par tous les moyens de voir multiplier ses \$\$\$\$ au profit de vous, OUVRIERS. Oui, c'est bien le gouvernement qui vit au crochet de la société, car, pas de travailleurs, pas de production; pas de production, eh bien??? (Pauvre gouvernement!). C'est terrible à quel point la société peut parfois être aveugle, oui (Réveillons-nous, bon sang!). Cessons de nous faire exploiter moralement, physiquement et financièrement en nous unissant car, encore une fois: 1) ce n'est pas nous qui faisons les lois mais 2) les exploiters de valeurs humaines (gouvernement); 3) les vrais personnages qui vivent au crochet de la société (gouvernement).

Une citoyenne écoeurée des lois anti-sociales,

Claudette Ménard,
Montréal

René Lévesque avait raison

René Lévesque avait parfaitement raison de recommander à ses membres d'annuler leurs votes à l'élection du 8 juillet dernier. Quand on pense qu'il y a neuf provinces contre une, on leur a prouvé qu'on était encore capables de se tenir debout, depuis 200 ans qu'ils essaient de nous écraser. Pourquoi envoyer des Québécois à Ottawa pour nous représenter? C'est une chose ridicule et nulle, nous en avons l'exemple devant les yeux: Trudeau, premier ministre du Canada, ex-syndicaliste, un autre ministre, Jean Marchand, chef syndicaliste par surcroît. M. Lewis élu nous aurait fait un pied-de-nez et nous n'en aurions jamais entendu parler. Quand ils sont dans l'opposition, ils sont pour l'ouvrier mais lorsqu'ils sont au pouvoir, là, c'est une autre histoire. Tant qu'on ne sera pas sortis de cette maudite Confédération, on sera toujours pris à la gorge. Nous avons de

très bons hommes ici, à Québec, envoyons-les donc à l'Assemblée nationale plutôt qu'à Ottawa, ça sera plus profitable et logique.

Arthur Gareau,
Montréal

Des étudiants des Sciences juridiques de l'UQUAM pour l'avortement

Alors que le Dr Henry Morgentaler est devant la Cour suprême du Canada et que la question de l'avortement est très débattue dans plusieurs milieux à l'heure actuelle et plus particulièrement dans les media, les étudiants de Sciences juridiques de l'UQUAM tiennent à prendre position pour le droit à l'avortement.

ATTENDU que le procès du Dr Morgentaler est maintenant porté par la défense (Me C.A. Sheppard) à sa dernière instance légale, la Cour suprême du Canada;

ATTENDU que le Dr Morgentaler est victime d'accusations pour avoir pratiqué l'avortement médical illégal selon

l'article 251 du Code criminel interdisant l'avortement;

ATTENDU que la loi anti-avortement n'a aucun rapport avec la réalité: entre 25 et 40,000 femmes par année se font avorter au Québec et seulement 10% de ces avortements sont pratiqués dans des hôpitaux;

ATTENDU que la loi anti-avortement est, non seulement une attaque directe aux droits fondamentaux des femmes à décider de leur grossesse et à contrôler leur fonction de reproduction biologique et sociale mais aussi met la vie et la santé des femmes en danger;

ATTENDU que l'article 251 du Code criminel affecte plus particulièrement les femmes de la classe ouvrière qui ne peuvent se payer le voyage à New-York ou qui n'ont pas de "connections";

ATTENDU que le droit à la maternité dans notre société n'existe pas: le droit aux garderies gratuites n'existe pas, ni le droit au travail, ni le droit aux logements convenables, aux vêtements, etc...

NOUS DENONCONS:

- toutes les lois anti-avortement
- le procès fait au Dr Henry Morgentaler
- le renversement par la Cour d'appel du verdict d'acquiescement des jurés (seuls représentants de la population dans le système judiciaire)
- le recours aux charlatans imposé aux femmes

NOUS EXIGEONS:

- le retrait de toutes les lois anti-avortements
- une loi reconnaissant l'avortement libre et gratuit pour toutes les femmes
- le retrait de toutes les accusations portées contre les Dr Morgentaler, Machabée, Tanguay et ainsi que contre Mme Cornax infirmière du Dr Morgentaler
- des cours d'éducation sexuelle dans toutes les écoles à partir du primaire
- l'information et la distribution libres et gratuites de tous les moyens contraceptifs.

Un groupe d'étudiantes et d'étudiants de Sciences juridiques à l'UQUAM.

Le culot de notre "Department of Education"

Ci-joint vous trouverez le facsimilé d'une formule de dossier d'examen envoyée aux parents francophones d'un élève francophone de la Polyvalente Charles-Armand-Racicot, à Saint-Jean (Commission scolaire Honoré-Mercier). Vous remarquerez qu'à part le nom des cours qu'a suivis l'élève (chimie, mathématiques, physique, etc.), tout le reste du texte est uniquement en anglais. Quel culot de la part du "Department of Education" de commettre une bévue semblable! Les parents outrés par tant d'insolence en ont fait part à notre Société et c'est en leur nom que la SSJB de Montréal proteste au-

jourd'hui afin de montrer où est en train de nous mener cette fameuse loi 22. Il est absolument honteux d'insulter ainsi des citoyens après avoir déclaré officiellement que "ce projet de loi proclame le français langue officielle du Québec et statue sur son usage" (citation tirée des notes explicatives de la loi 22). On juge l'arbre à son fruit - et celui là semble particulièrement corrompu et pourri.

Gérard Turcotte,
secrétaire exécutif
SSJB de Montréal

Pour une série Québec - U.R.S.S. en 1975

Je suggère une série de huit rencontres Québec-U.R.S.S. au hockey en 1975. Qu'en pensez-vous, M. Paul Phaneuf, ministre d'Etat responsable de la Jeunesse, des Loisirs et des Sports?

Cette rencontre pourrait avoir lieu à Montréal, Québec, Chicoutimi et Rimouski au Québec et les 4 autres parties en U.R.S.S.

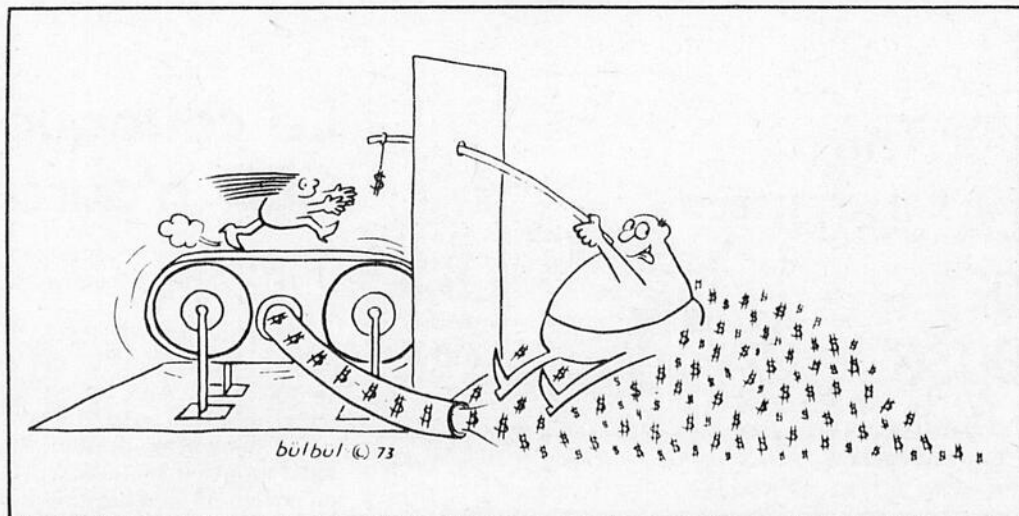
Notre équipe québécoise serait formée de joueurs des Canadiens de Montréal, des Nordiques de Québec et de joueurs Québécois évoluant hors du Québec pendant la saison régulière de hockey.

Je suis certain qu'une telle équipe pourrait faire au moins aussi bonne figure que Team Canada l'Equipe de 1974.

Il ne faut pas avoir peur d'affirmer au monde entier, qu'au Québec nous avons les meilleurs joueurs de hockey au monde. Le chandail serait bleu et blanc avec fleurs de lys et le nom de l'équipe serait: Les Québécois. Qu'en pensez-vous? Il ne faut pas avoir peur de s'internationaliser.

Bonne chance à l'équipe Les Québécois 1975.

Jules Lebeau,
Montréal.



PARIZEAU



EN LIBERTÉ

Le beau voyage à Paris

Le premier ministre du Canada s'est réconcilié avec le gouvernement français. Le voyage qu'il a accompli cette semaine est là pour le prouver. Pour plusieurs commentateurs canadiens et québécois, l'événement est salué comme une sorte de retour à la normale. Et chez certains, cette réconciliation va permettre, enfin, de revenir à des sujets sérieux: ceux qui accompagnent M. Trudeau ne se privent pas de souligner à quel point les discussions seront amorcées au niveau de questions commerciales et énergétiques qui contrastent avec les rapports franco-québécois, charmants et sans conséquence réelle. D'ailleurs, par opposition, le prochain voyage de M. Bourassa à Paris fait la joie des caricaturistes.

Pourtant, pour ceux qui ont amorcé et développé les rapports entre la France et le Québec à l'époque du général de Gaulle, ce qui s'est passé cette semaine est la fin tragique d'une nouvelle démission. Il n'est pas vrai que ce qui a été amorcé au milieu des années 1960 entre la France et le Québec relevait du simple folklore culturel. Il n'est pas vrai non plus que l'on peut maintenant revenir aux choses sérieuses.

Il est vrai, cependant, que deux de nos gouvernements ont accepté de laisser glisser des liens qui avaient déjà acquis une certaine solidité.

On n'a pas suffisamment décrit la formation de ces liens et leur consolidation. Et ce n'est pas en une page qu'on peut y arriver. On peut fournir des exemples nombreux, cependant, de ce qu'ont pu être à travers diverses vicissitudes les rapports de Gaulle-Johnson. On constatera qu'ils dépassent largement le champ des platitudes ronflantes.

Symphonie

Lorsque, dans son discours du début du mois sur le bilinguisme et l'unité nationale, M. Trudeau mentionne l'intérêt que porte le gouvernement canadien au satellite franco-allemand Symphonie, il ressuscite une vieille histoire.

Nous sommes en 1967, au Quai d'Orsay, où M. Johnson rencontre le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères. Sa demande est simple. Il veut participer - financièrement au besoin - à un projet franco-allemand encore secret pour le lancement de deux ou trois satellites. De cette façon, dans un monde qui sera bientôt inondé d'ondes de télévision, où dans chaque grande ville les téléspectateurs auront le choix d'une quarantaine de chaînes en sept ou huit langues, les Québécois disposeront au moins d'un assez large éventail de "voix" françaises.

Le projet va créer une commotion dans les milieux spécialisés à Paris. Le général de Gaulle donnera immédiatement son accord.

Les discussions ultérieures préciseront la nature des participations financières. Il va de soi que le Québec ne va pas investir quinze ou vingt millions dans le projet sans être assuré qu'une partie de l'équipement sera fabriquée au Québec. Si nous disposons d'une industrie électrique et électronique assez étoffée, elle est encore peu orientée vers les techniques spatiales. Voilà l'occasion de s'y lancer. Au départ avec des brevets étrangers. Encore faut-il trouver une entreprise.

Des tractations officieuses s'engagent entre la SGF et Canadian Marconi, dont les propriétaires britanniques cherchent à se débarrasser. Ces tractations vont jusqu'à Londres. L'idée est d'autant plus intéressante que le regroupement des commandes d'équipement électronique de toutes sortes, acheté par le secteur public de Québec, donnerait à Marconi une solide impulsion.

Mais M. Johnson disparaît. Les querelles se multiplient à Québec autour du projet. Le propriétaire majoritaire de Marconi change. Le gouvernement fédéral, alerté, réveillé par le projet québécois, fonce vers son propre satellite de communication interne.

Le projet sombrera dans les petites intrigues et les petits voyages transatlantiques.

La mémoire du Général

La seconde histoire, celle-là, est réussie. La place des Québécois francophones dans l'industrie du papier journal a toujours été faible. La SGF accepte de collaborer au financement d'une grosse machine à papier appe-

lée à accroître la taille de Donohue, à en faire une entreprise papetière assez importante. La Caisse de dépôt possède déjà une part du capital de la Société. Une entreprise française, la Cellulose du pin, accepte de prendre une partie du financement et concède le vote de ses actions à la SGF, qui en pratique va avoir le contrôle de l'entreprise.

Il n'en reste pas moins que, compte tenu du marché de l'époque, la rentabilité de la nouvelle machine est aléatoire. Il faudrait trouver un marché de 10,000 tonnes quelque part. Les importations françaises sont soumises à un système compliqué de quotas qui en pratique ferme le marché au papier canadien.

Ce sera le général de Gaulle, dont la mémoire des détails a eu quelque chose de prodigieux, qui, quelques heures avant le départ de la délégation québécoise, lui rappellera le quota de papier que tout le monde avait oublié, en lui signalant qu'à ce sujet les mesures étaient prises et la question réglée.

La machine s'est révélée très rentable. Donohue a maintenant les reins assez solides pour prendre en charge l'ancienne concession Kruger au Lac Saint-Jean et construire une grande papeterie (à condition, bien sûr, que les querelles de scieries dans la région s'atténuent).

A l'opposé, les négociations avec Pechiney de France au sujet de la construction d'une usine d'aluminium à Sept-Iles ont mal tourné. Cette usine devait exporter une bonne partie de sa production aux Etats-Unis. Le gouvernement américain avait encore un droit de douane sur les importations d'aluminium. On entraînait dans le Kennedy Round des négociations tarifaires. La proposition de Pechiney était claire. Ou bien le gouvernement canadien négociait la réduction ou la suppression du droit de douane, ou bien l'Hydro-Québec abaissait ses tarifs d'électricité de façon à compenser. Le gouvernement canadien ne négocia rien du tout et l'Hydro ne put accepter de vendre son électricité au prix exigé.

Suivez le boeuf

Dans un tout autre domaine, c'est de la même époque que commence l'expansion rapide des importations québécoises de bétail Charolais, le gouvernement canadien recourant à la pire des guérrilles sanitaires pour essayer de neutraliser les efforts des gouvernements français et québécois. Le boeuf de l'Ouest devait garder sa primauté.

C'est de la même époque que les premiers techniciens québécois francophones de l'énergie nucléaire partent pour le Centre de recherche de Saclay, alors qu'il apparaît clairement qu'après la plupart des pays industriels dans la voie de l'énergie thermo-nucléaire.

Il y aura des coups idiots (Michelin), des projets curieux et intéressants (le financement hôtelier aux Antilles françaises), des associations d'exploration minière entre SOQUEM et des sociétés françaises.

Je passe sous silence, à dessein, les échanges culturels et l'Office franco-québécois pour la jeunesse, non pas parce qu'ils ne sont pas importants, mais parce qu'après le voyage de M. Trudeau, c'est dans ces deux programmes que le Québec doit se laisser enfermer.

En fait, le bilan économique et technique du rapprochement franco-québécois n'est sûrement pas très lourd. Pour le peu de temps où il s'est constitué, il est assez remarquable. Ce genre de travail n'aboutit que s'il dure. Or, il n'a pas duré. Deux gouvernements successifs au Québec l'ont trouvé écrasant, trop difficile, trop compliqué. Ils ont abdicqué devant la mauvaise volonté d'Ottawa, devant leur propre certitude de ne pas être à la hauteur. Ils avaient besoin d'une tutelle. M. Trudeau vient de leur signaler que, dorénavant, il la leur fournira.

Il reste à M. Bourassa un seul projet véritable avec la France: l'usine d'uranium enrichi. Il semble déjà couru que M. Trudeau s'en chargera à sa place.



DEPUIS la disparition de Daniel Johnson, les rapports France-Québec n'ont fait que s'appauvrir avec les interventions agressives et centralisatrices du fédéral et les abdications du gouvernement Bourassa.

la paye, ça peut pas attendre

La Commission des accidents du travail de Québec vient d'effectuer une réforme administrative dont l'objectif est de verser le premier paiement d'indemnisation à l'accidenté du travail cinq jours ouvrables après réception de l'avis d'accident.

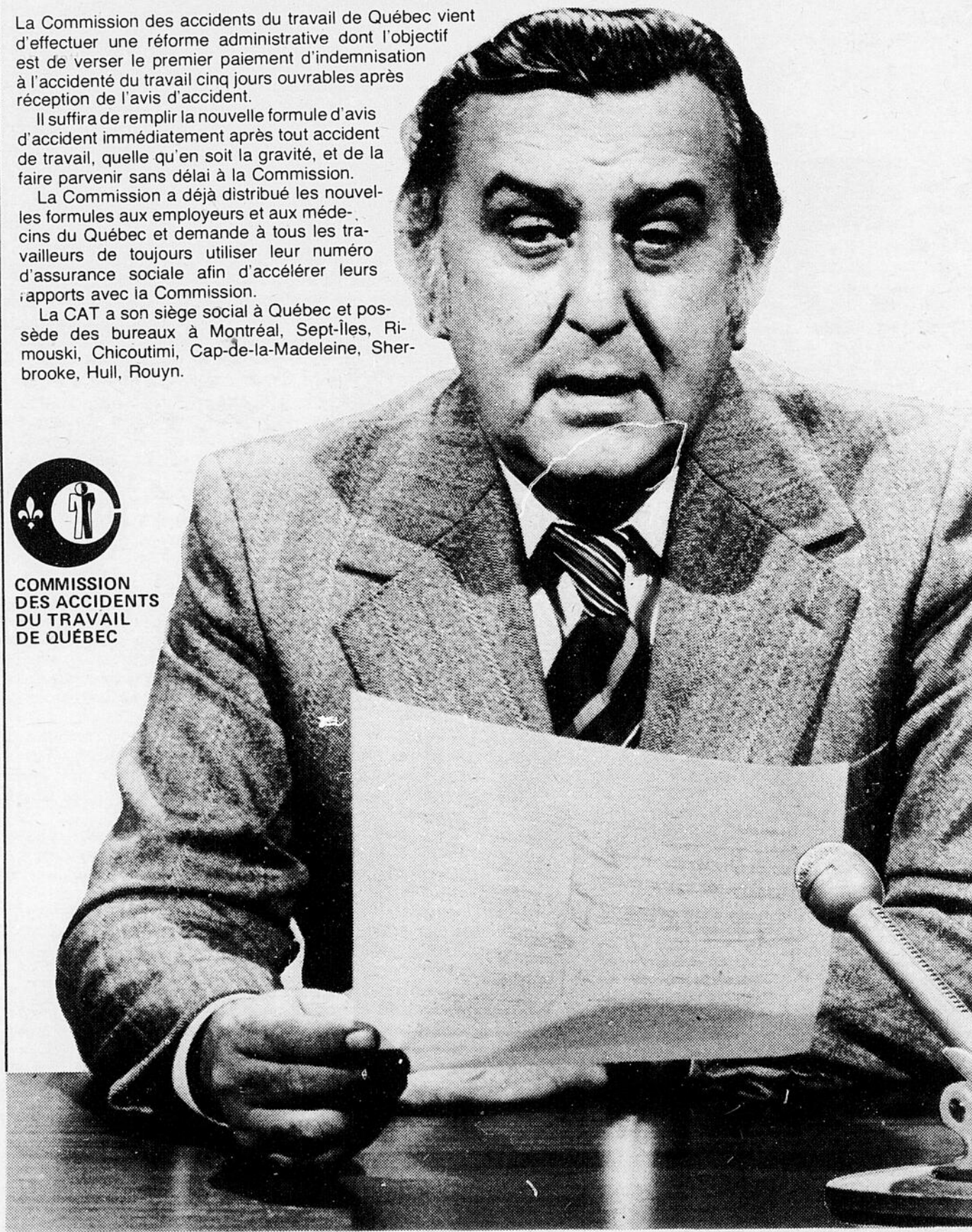
Il suffira de remplir la nouvelle formule d'avis d'accident immédiatement après tout accident de travail, quelle qu'en soit la gravité, et de la faire parvenir sans délai à la Commission.

La Commission a déjà distribué les nouvelles formules aux employeurs et aux médecins du Québec et demande à tous les travailleurs de toujours utiliser leur numéro d'assurance sociale afin d'accélérer leurs rapports avec la Commission.

La CAT a son siège social à Québec et possède des bureaux à Montréal, Sept-Îles, Rimouski, Chicoutimi, Cap-de-la-Madeleine, Sherbrooke, Hull, Rouyn.



COMMISSION
DES ACCIDENTS
DU TRAVAIL
DE QUÉBEC



Dans une lutte à mort contre le Québec, le Secrétariat d'Etat, dirigé par un bilingue anglais, M. Faulkner, a refusé d'intervenir à la suite du renvoi d'une journaliste au "Franco-Albertain" et d'un annonceur de radio de la station française locale. Ce geste a été posé parce que M. et Mme Jeff Brown ont eu le courage de laisser dénoncer le bilinguisme de l'Ouest comme étant au service d'une "petite" intelligentsia fédéraste, une diversion pour angliciser le Québec, ainsi que faire connaître la situation véritable du Québec, l'automne dernier, à la suite des élections et la supercherie de la crise du pétrole.

En effet, Mme Brown a été congédiée du journal français de l'Alberta, à Edmonton, sous prétexte d'incompétence, pour avoir laissé passer une lettre ouverte, même si elle était au service du journal depuis 16 mois. Son époux, annonceur, a démissionné de ses fonctions par solidarité. Il est à souligner que ce journal survit grâce à des subventions du Secrétariat d'Etat et qu'il n'en était pas à sa première prise de position en ce sens puisqu'en 1970 un autre journaliste avait été congédié pour avoir publié le manifeste du FLQ.

Une affaire étouffée

Cette situation, qui a vite pu être étouffée, a quand même pu avoir quelques échos à Edmonton puisque M. Brown, juste avant de remettre sa démission, a réussi à en faire la lecture sur les ondes avant de la remettre à ses patrons à la suite de son émission.

Cet acte ignoble fait ressortir de façon on ne peut plus flagrante le fait que les journaux francophones sont à la merci du gouvernement fédéral et que les dirigeants de ces papiers n'ont nullement l'intention, par intérêt salarial probablement, de contrer les politiques du gouvernement. Par ailleurs, il est à remarquer que le Franco-Albertain a souvent obtenu le prix décerné au meilleur journal par l'Association canadienne des hebdomadaires, ce qui nous fait par le fait même connaître la position de cette association et jusqu'à quel point les hebdomadaires sont, tant au Québec qu'ailleurs, à la merci de ceux qui nous exploitent.

Il est à noter qu'il est normal dans l'Ouest d'ignorer le fait québécois autant que possible sous

prétexte que les francophones ne sont pas intéressés à ce qui s'y passe. Cela peut être démenti seulement après quelques exercices dans le métier de journaliste et la rencontre des francophones qui, même s'ils se considèrent comme Canadiens, se demandent bien ce qui se passe ailleurs, particulièrement au Québec.

Cette politique d'ignorer le Québec ou de le dénoncer, comme le fait un certain annonceur anglophone de Vancouver qui a quitté Montréal par peur en 1970 - s'affichant nettement raciste - n'existe pas seulement dans les journaux. Dans le BC, par exemple, dans le tableau météorologique, tout le pays y est représenté sauf le Québec. Dans les cartes d'une compagnie, la Pacific 66, le "Highway Guide", le Québec est également absent. Cela est tellement bien ancré que des voyageurs qui disent avoir visité tout le Canada nous répondront qu'ils ne se sont rendus qu'à Toronto si on leur demande, mine de rien, comment ils ont aimé le Québec... Et ce sont pourtant les plus mordus contre l'autodétermination du Québec, ceux qui parfois invoquent l'armée en cas de séparation.

Si les anglophones coast to coast contestent la nécessité d'apprendre le français, ils ne cachent pas que, pour eux, le chinois pourrait leur être aussi utile. S'ils rejettent le bilinguisme de Trudeau, ils n'en croient pas moins au Canada, qui n'a pourtant ainsi rien pour le différencier des Etats-Unis et qui n'existe que par la sentimentalité reliée aux anciennes guerres et aux études de l'histoire à l'école primaire. Le canadianisme ne tient qu'au fil de la sentimentalité, genre "Pourquoi détruire un aussi beau et aussi grand pays?" Ca leur prend bien du temps à comprendre que le Québec pourrait être un pays, un bon voisin. A tout bout de champ on réveille le problème linguistique avec tout son cirque carnavalesque de racisme, tel le fait que les Québécois poignardent les Anglais dans la rue et ce sans même que les francophones sachent ce qui se passe. Ce qui fait qu'eux aussi souhaitent l'armée si jamais ça va trop mal. Belle saloperie, l'armée... une autre peur comme les piastres à \$0.35, puisqu'on oublie de nous parler des piastres à \$0.25 de l'inflation...

Abitibi

Ecraser ces coquins

Le journal La Mèche, publié par le Syndicat des travailleurs de l'enseignement du Nord-Ouest québécois (STENOQ), dénonce "ce représentant de notre bourgeoisie nationale, Pierre Péladeau, qui vient de faire main basse sur L'Echo Abitibien et La Frontière". Le journal des travailleurs de l'enseignement "ose penser que nous prendrons les moyens pour empêcher ces capitalistes sans cœur de s'emparer du peu de moyens encore à notre disposition pour crier fort notre mécontentement." Enfin, il souhaite bon courage "aux vaillants camarades de L'Echo qui se battent pour instaurer le syndicalisme" et s'étonne que "le coquin crapuleux" (devinez qui) manifeste subitement beaucoup d'intérêt pour cette région du Québec. On croirait lire un extrait du Québec-Presse des années 1969-70...

Estrie

Même la reine...

La démocratisation de la santé suscite un intérêt plutôt fluet dans certaines régions du Québec. Ainsi sur les 107 municipalités de l'Estrie invitées à présenter des candidats aux élections du Conseil régional des services de santé et des services sociaux, seulement 15 ont accepté. Même la "reine" des Cantons de l'Est, Sherbrooke, n'a pas jugé bon de se prévaloir de ce droit. Peut-être que les technocrates du ministère des Affaires sociales auraient intérêt à faire leur autocritique: ces quinze municipalités intéressées comptent parmi les moins peuplées de la région.

Nord-Ouest

Le prix de la mort

Les Québécois dépensent \$144,000,000 chaque année

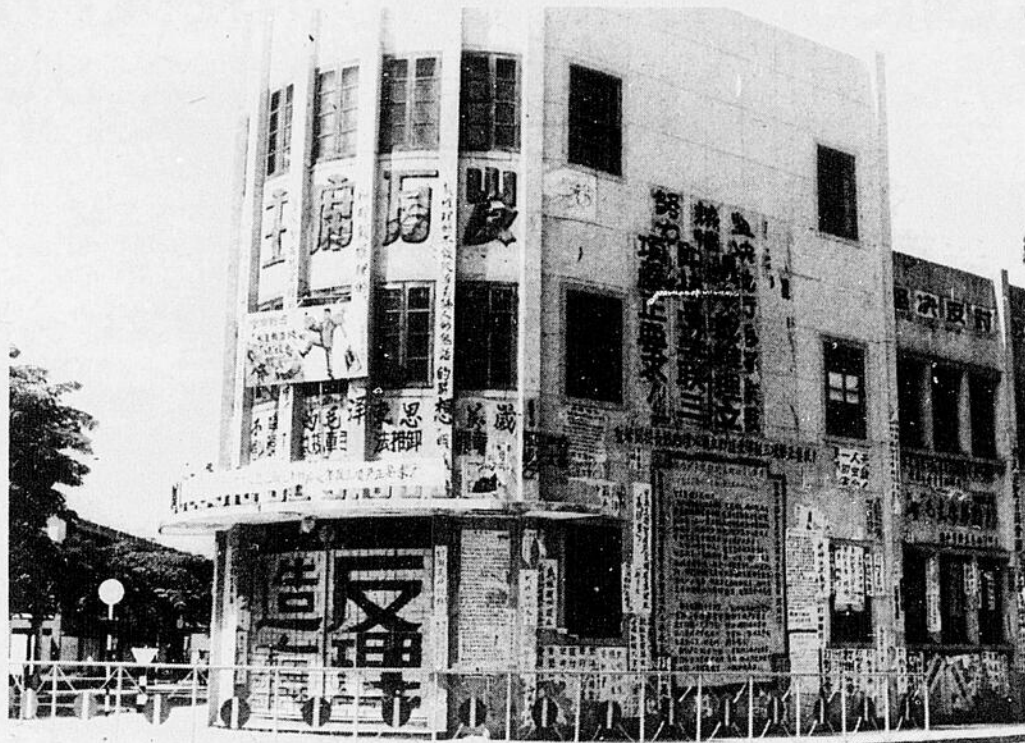
pour les morts. Les Québécois dépensent en moyenne \$3,600 par mort en cercueil, messes, fleurs, assurances, notaires, transport, certificats et monuments. La mort coûte plus cher que la nourriture d'une famille de 4 personnes à \$30 par semaine pendant deux ans; qu'un loyer mensuel de \$90 durant trois ans.

C'est peut-être à cause de la cherté de la mort que tant de coopératives funéraires surgissent au Québec depuis un an ou deux. Après Saint-Henri à Montréal, Saint-Roch à Québec, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke etc., c'est maintenant au tour du Nord-Ouest de mettre sur pied sa coop. Elle fonctionne comme une coop classique (acquisition de parts sociales, autogestion, services au prix coûtant etc.) et se donne pour but d'amener un changement de mentalité face aux fausses valeurs, la vanité des cercueils, des fleurs, des pierres tombales".

Valleyfield

Les cégepiens "dazi-baoistes"

Le "dazi-bao", symbole de la libre expression de la Révolution culturelle, a fait son petit bonhomme de chemin de Pékin à Valleyfield. Ce droit d'afficher apparaît tellement primordial aux étudiants du cégep qu'ils sont allés jusqu'à chasser les administrateurs et à occuper leurs locaux. En effet, en plus de réclamer d'être consultés sur le



CHACUN EST LIBRE d'afficher et à la dimension qu'il le désire. Il est interdit d'interdire.

(Photo Agence Dalmás)

plan de la restructuration du collège, sur l'administration des finances et une plus grande représentation à la commission pédagogique et au conseil d'administration, les étudiants sont intransigeants sur la question de l'affichage. D'après eux, "tout étudiant ou employé est libre d'afficher ce qu'il veut, comme il l'entend; aucune restriction n'est posée quant au nombre et à la grandeur des affiches". C'est Confucius et Lin Piao. Confucius étant au Québec, on l'aura deviné, François le Bien-Aimé dit Cloutier. Quant à Lin

c'est au choix: ce n'est pas les réactionnaires qui manquent au Québec.

Jonquière

Ennedéellère

Traditionnellement, les lettres NDLR signifient

"Note de la rédaction." Ca peut être apprêté à plusieurs sauces, piquante dans le cas de "Nos débiles lecteurs ridicules" ou fade dans le cas de "Notre député libéral répond". Quoi qu'il en soit, c'est le nom que les étudiants en information écrite du département des

Techniques des Communications du cégep de Jonquière ont choisi de donner à leur journal. Autrefois "Communication", ce journal est passablement varié: cela va du syndicalisme étudiant à l'international en passant par le théâtre, le cinéma, l'occultisme, les sciences et les sports.

Joliette

Pas besoin d'élections

Le futur chef de l'opposition à l'Hôtel de Ville de Montréal, M. Jean Drapeau s'est fait des adeptes en province. Le maire de Saint-Ligori, dans la région de Joliette, s'est laissé séduire par la philosophie drapique du pouvoir. Le maire Marchand s'est en effet déclaré opposé à la tenue d'élection "quand ça va bien". D'autant plus que, selon lui, quand deux partis ou deux groupes s'affrontent, "ça fait de la division dans la paroisse, ce qui n'est pas souhaitable".

Au cours de la même entrevue, M. Marchand s'est dit prêt à céder sa place à un autre citoyen de Saint-Ligori.

Les petites annonces

L'aeternitalogie

C'est une explication du super-conscient et une nouvelle méthode d'aborder les problèmes d'inquiétudes, tensions nerveuses, dépressions, etc. causés par la crainte de la mort ou la peur de la vie. (Analyse de problèmes personnels. Tél. 235-3668) L. Hotte, 114 Boteler, Ottawa, Ont., K1N5A6

AMASO, Service de rencontre sérieux, expérimenté et discret.
MARTHE GAUDETTE, directrice: B.A., B. Ped., B. Phil., Lic. ès lettres. Cotisation raisonnable. Dépliant sur demande. Information 524-3852, 822 est, rue Sherbrooke, Suite 5, Montréal.

CARTES D'AFFAIRES

Jean Dicaire

Pharmacien
Centre de prescription du Québec
815, rue Provost, Lachine
4541, boul. Saint-Laurent, Montréal H8S 1M0
Tél.: 637-4441 / 844-9335
Ligne directe pour l'extérieur: 1-800-361-6444

L. Ray Tétrault

Luthier

Ventes et réparations d'instruments à cordes
737, rue Louise (près boul. Roland Thérien)
Longueuil, 674-6375.

Décary, Jasmin, Rivest et Laurin

avocats
1010, Côte du Beaver Hall
Suite 750
Montréal H2Z 1R3
866-7921

Benoit Kemp, o.d.

Optométriste

4980, boul. Henri-Bourassa, Est.
Montréal-Nord Tél.: 321-5682

MACHINES A DICTER

Sono Services Inc.

416 McGill
Montréal 125, P.O.
Tél.: 842-4651

André E. Luberger

Paul Unterberg

Avocat

1980, Sherbrooke, Ouest, Suite 700
Montréal H3H 1E8 Tél.: 934-0841

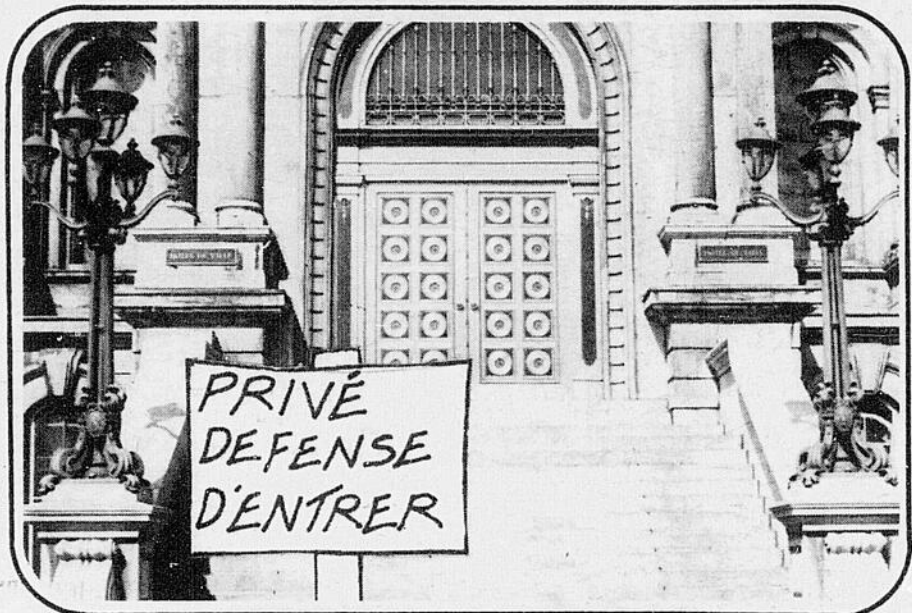
ABONNEZ-VOUS À

QUEBEC-PRESSE

QUEBEC-PRESSE

Pour vos cartes d'affaires,
Service de la publicité: 381-1385

Comment mourir à bon marché



- La démocratie n'existe pas à l'Hôtel de Ville de Montréal.
- Nous ne sommes jamais appelés à nous prononcer sur les problèmes qui nous touchent, comme la destruction de nos quartiers au profit de projets de prestige ou de promoteurs privés.
- Une fois élus tous les 4 ans, nos conseillers municipaux n'ont plus de comptes à nous rendre.

Le Rassemblement des Citoyens de Montréal propose:

Implanter, dans chaque quartier, des conseils de quartier constitués de délégués élus par les citoyens d'un secteur particulier du quartier. Ces conseils assureraient le lien entre la population et le conseiller. Ils seraient le lieu privilégié de discussion des questions touchant le quartier et la municipalité.

Pour changer la situation actuelle, le R.C.M. a besoin de votre appui.

Vous trouverez ci-joint un chèque au montant de

Je suis membre du R.C.M. District. . . . Don. . . .

Nom.

Adresse.

Téléphone.

RCM 1276, DORION - MTL 526-2824

par Louis Fournier

Au Québec, la classe ouvrière meurt comme elle n'a jamais vécu! Elle meurt dans le même style que les boss, mais en plus "cheap". Et avec plus de dettes...

La classe ouvrière est exploitée par une pieuvre (les salons funéraires) avec, autour d'elle, quelques sangsues: certaines paroisses, les cimetières, les fabricants de monuments, les imprimeries, etc.

L'exploitation du funéraire est plus belle et plus propre que celle de chaque jour à l'usine, à son logement, à l'épicerie. Elle paraît mieux. Elle se fait en Cadillac, avec des fleurs, en passant par l'église...

Le Popir

C'est ce qu'on apprend grâce à l'excellente petite brochure publiée par le POPIR, le Projet d'Organisation Populaire, d'Information et de Regroupement, un comité de citoyens du quartier Saint-Henri à Montréal. Le POPIR, un organisme subventionné par la Fédération des oeuvres de charité canadienne-françaises, a décidé de lancer une campagne d'information en faveur de la création de coopératives de frais funéraires contrôlées par les citoyens.

Saint-Roch

La première coopérative de ce genre, celle de la paroisse Saint-Roch à Québec, a été fondée en mars 1971. Depuis lors, plusieurs autres ont pous-

sé un peu partout au Québec.

Pour profiter des avantages de cette formule, qui coupe de moitié le prix des funérailles, il faut être membre de ce qu'on appelle le "Funerarium": cela veut dire, tout simplement, qu'il faut avoir acheté une part sociale de \$5.00!

Désormais, le sociétaire d'une telle coop peut s'en tirer pour aussi peu que \$390.00 s'il veut avoir un service décent et complet lorsqu'un membre de la famille est décédé.

Les coûts

Ainsi, le coût varie de \$120 à \$215 pour un cercueil en bois et il est de \$160 pour un cercueil en métal (plus 8% de taxe provinciale). La location du salon funéraire, pour trois jours, vous coûte 20% du prix du cercueil choisi.

Ajoutez à cela une réceptionniste à la porte (\$2.00 de l'heure), des porteurs (\$6.00), un landeau de fleurs (\$25.00), un fourgon pour le transport (\$15.00), un corbillard (\$75.00) ainsi que l'embaumement et l'ensevelissement (de \$60 à \$75, selon le cas).

On constate que le coût des funérailles à la coop de Saint-Roch revient à environ trois fois le coût d'un cercueil, en comparaison avec sept fois dans une maison funéraire privée! Et personne ne s'en porte plus mal!

Une autre preuve

A la coop de Québec, on ne parle pas de luxe mais de qualité pour tous, au coût le plus modique pos-

sible. Les familles membres de la coop ne sont pas intéressées à s'exploiter elles-mêmes.

"La coopérative de Saint-Roch, explique la brochure du POPIR, est une autre preuve que la seule façon d'éliminer l'exploitation, pour les citoyens, est de prendre en main leurs affaires et de les administrer en fonction de leurs besoins. Cela veut dire éliminer l'entreprise privée dont le seul objectif est de faire davantage de profit."

Face au vol organisé au nom de l'amour du décédé et de la religion, le POPIR a décidé d'entreprendre une campagne d'information. Il veut faire savoir aux familles ouvrières comment la mort est une occasion pour les entrepreneurs en pompes funèbres de nous exploiter une dernière fois.

Deux personnes sont libérées à plein temps pour faire de l'information là-dessus et appuyer les individus et les groupes qui voudraient entreprendre une action face à ce problème.

En attendant d'avoir une coop de frais funéraires dans votre quartier, il ne vous en coûtera pas un sou si vous décidez de donner votre corps aux universités, pour aider à la recherche médicale. L'université se charge de l'ensevelissement du corps.

Pour tous renseignements, on peut s'adresser au POPIR, 4028 ouest, rue Notre-Dame, Montréal 207. Téléphone: 935-4640 ou 935-4649.

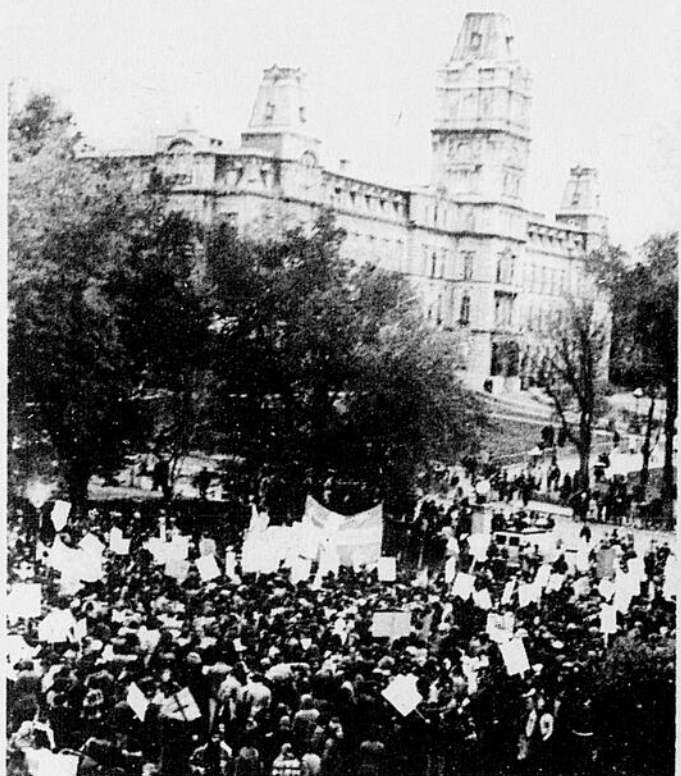
Et bonne mort!



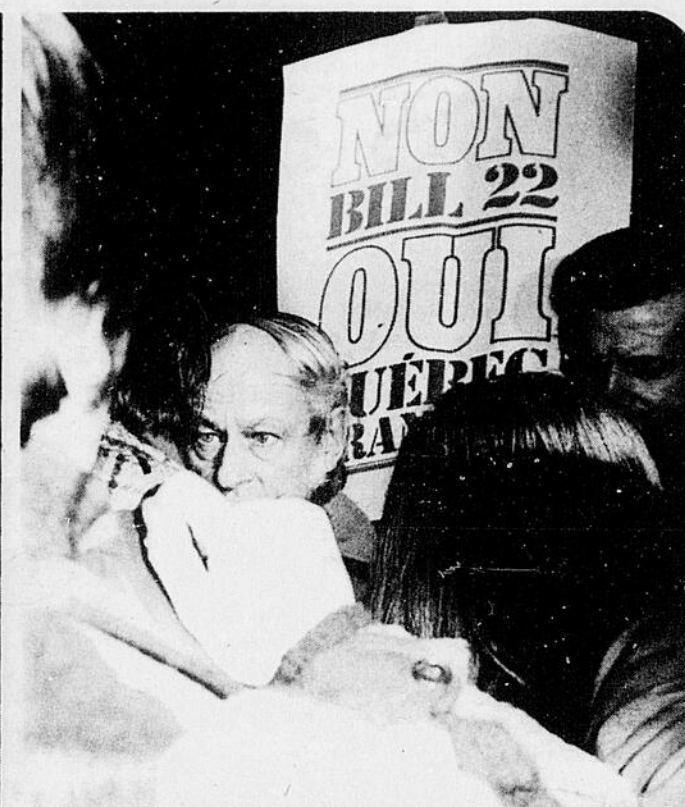
LA BROCHURE, qu'il faut lire absolument, sur le scandale des frais funéraires... (photo Gilles Tibo)

PHOTO-REPORTAGE

par Marco Labrecque
(collaboration spéciale)



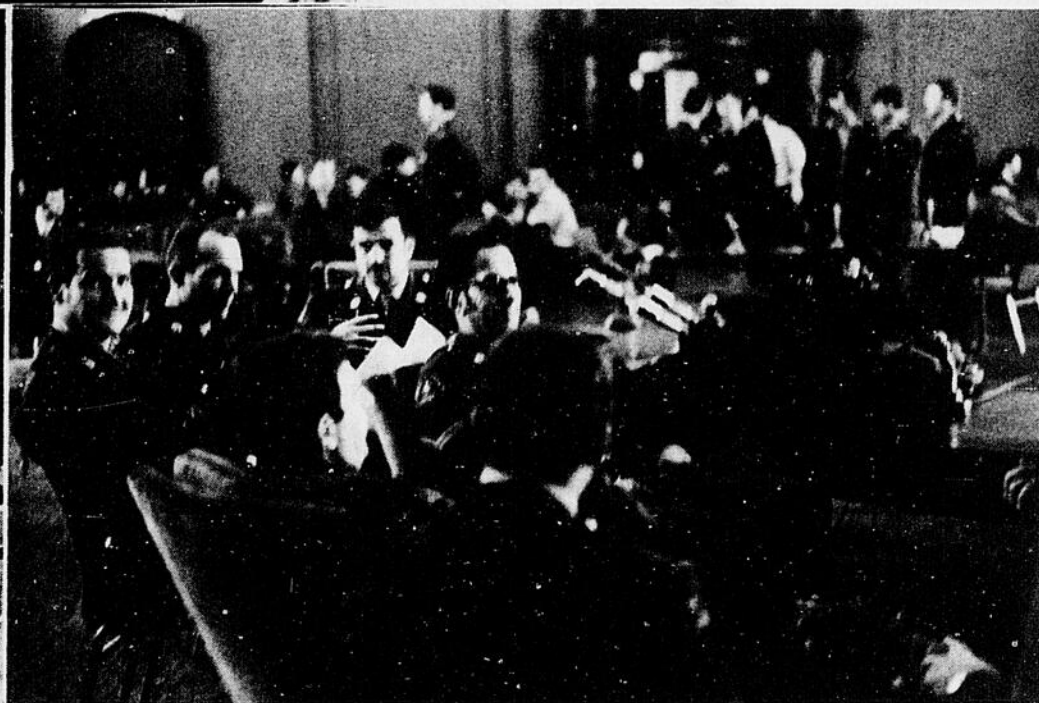
LES MANIFESTANTS, venus de toutes les régions du Québec, se rassemblent sur les Plaines d'Abraham, aux abords du Parlement, avant de se rendre au Grand Théâtre saluer les libéraux, puis au Colisée entendre Claude Gauthier, Yvon Deschamps, Louise Forestier et plusieurs autres.



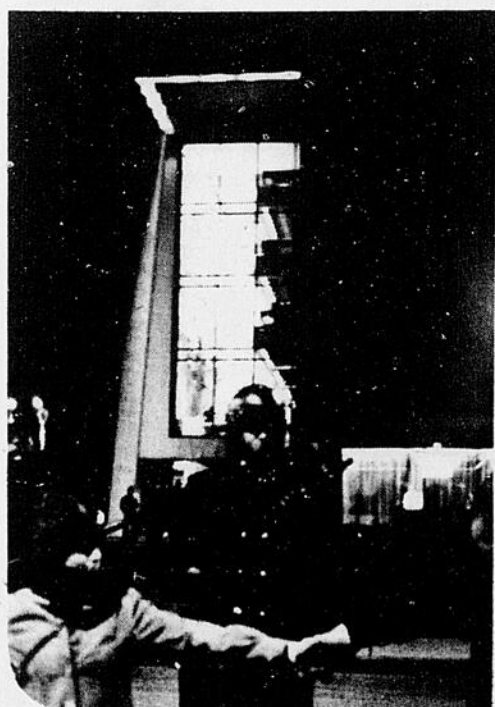
DANS LA FOULE des manifestants, le regard intense de René Lévesque.



SOUS LES HUEES des manifestants, les partisans libéraux arrivent au Grand Théâtre, protégés par des cordons de police et escortés par des policiers en civil.



CACHES à l'intérieur du Salon rouge, bien assis dans les fauteuils des députés, des renforts de la Sûreté du Québec attendaient qu'on fasse appel à eux, pendant que leurs confrères, dans d'autres locaux du Parlement, photographiaient et filmaient les manifestants.



DERRIERE le service d'ordre de la manifestation, des agents de la Sûreté du Québec, casqués et armés de matraques, bloquent l'accès au Grand Théâtre de Québec, réservé aux partisans libéraux.



SEUL MOMENT d'inquiétude des organisateurs: une partie de la foule qui a menacé durant quelques minutes de franchir les barrières dressées autour du Grand Théâtre. La Sûreté en a profité pour faire sortir les renforts qui attendaient dans le sous-sol et le hall du Grand Théâtre.



LE SERVICE d'ordre, et le service "des ordres".

Les 25 ans de l'Allemagne rouge

par Jules Nadeau

Le 7 octobre dernier, la République démocratique allemande (RDA) fêtait le vingt-cinquième anniversaire de sa fondation comme Etat. Comme dans le cas du Vietnam ou de la Corée, deux Etats ennemis sont nés au sein d'une même nation. Deux gouvernements dotés de conceptions politiques et économiques totalement différentes. De plus, les deux Allemagnes n'ont jamais cessé d'être le symbole et la plaie inguérissable de la guerre froide.

J'étais à Augsburg, en Allemagne de l'Ouest (ou République fédérale allemande: RFA), lorsque Walter Ulbricht, avec la bénédiction de Nikita Krouchtchev, a décidé d'ériger le fameux "mur de la honte". C'était le 13 août 1961.

Trois ans plus tard, j'ai eu la possibilité d'effectuer une courte visite dans les deux Berlin. Je me souviens encore avec quelle hantise j'avais traversé le "rideau de fer" pour me rendre dans le sombre Berlin-Est. J'avais pris soin de laisser l'adresse de ma famille à mes hôtes de Berlin-Ouest, "au cas où je ne serais pas revenu..."

Après avoir changé quelques billets de Ost-Mark à la gare de Friedrichstrasse, je ne me rappelle pas avoir parlé à qui que ce soit sur la Karl-Marx Allee sauf à une serveuse dans un restaurant-express qui avait soigneusement pesé 500 grammes de salade de patates pour accompagner une bière tiède.

La "république des autres"

A partir de détails de ce genre, j'en étais venu à la conclusion que la RDA était une espèce de "république des autres" qui tentait tant bien que mal de survivre mais qui était vouée à un échec plus ou moins imminent. Naturellement, les néons de la Kurfürstendamm et ses riches devantures de magasins criaient au miracle économique de l'ouest et Ludwig Erhard apparaissait comme l'enfant prodige du relèvement de l'Allemagne. Aucun doute possible.

Présentement, la situation est bien



QU'EST-CE QUI FAIT encore tenir le mur de Berlin? Le mortier des pays de l'Est ou l'intolérance des pays du monde soi-disant "libre"? (Photo Jules Nadeau)

changée. Les Allemands rouges ne sont plus les moutons noirs de la Germanie.

Le 21 décembre 1972, un traité fondamental a été conclu entre les deux Allemagnes et le rapprochement se confirme. La semaine dernière, à Bonn, Michael Kohl, le représentant de la RDA, donnait une somptueuse réception pour 400 invités. Mêmes festivités à l'ONU, à New York.

Les chiffres qui parlent

Qu'est-ce qui a tant changé pour que les Allemands communistes ne soient plus considérés comme des enfants à part?

D'abord, il y a les chiffres qui parlent. La RDA a le plus haut niveau de productivité et le plus haut niveau de vie de tous les pays socialistes. Un Allemand de l'est produit 58% plus de produits et de services que son camarade de l'Union soviétique. La RDA s'est même hissée au dixième rang des pays producteurs et industrialisés, ce qui la situe entre l'Italie et le Canada.

Naturellement, il est difficile de s'empêcher de comparer la performance des deux Etats allemands. La RFA, ayant bénéficié de l'aide du Plan Marshall et profitant des régions de la Saar et de la Ruhr, connaît depuis quelques années un développement absolument phénoménal.

Néanmoins, compte tenu des différences dans les priorités et dans les modèles de développement, on peut donner quelques indices de comparaison qui sont assez favorables pour l'économie socialiste de la RDA.

En 1962, seulement une famille sur vingt possédait une voiture en RDA. En 1974, le taux est monté à une famille sur cinq (contre une famille sur deux en RFA). 78% des familles ont un téléviseur en RDA contre 87% en RFA. Pour ce qui est des réfrigérateurs, 75% des familles de la RDA en possèdent un contre 93% en RFA.

Et la situation politique

Les chiffres ne sont pas chargés d'émotivité, mais il n'en va pas ainsi pour les idées politiques. Il y a dix ans, je n'étais pas sorti depuis longtemps de l'influence de revues aussi simplistes et malsaines que le Time. Je regrette qu'une revue de ce genre ait encore autant de popularité et de lecteurs. Pour un chef-d'oeuvre de propagande américaine plus récent, revoyez l'article de Howard Sochurek dans le National Geographic de janvier 1970. Pur infantilisme politique.

Et une bonne journée, comme dans le cas de la Chine qui célèbre aussi son 25e anniversaire, ce mois-ci, un président américain étouffé par les scandales de son arrière-cour décide d'aller voir de ses propres yeux ce qui se passe ailleurs et la machine de propagande fait marche arrière. Et les préjugés d'un quart de siècle commencent à fondre.

Sans m'éloigner du tout de l'actualité, ceci m'amène à parler des Palestiniens qui n'ont pas, eux, de vingt-cinquième anniversaire à célébrer ce mois-ci. Je ne demande pourquoi le Canada s'est abstenu de voter en faveur de leur venue à l'ONU. Le successeur de Mitchell Sharp m'a beaucoup déçu. Faudrait-il attendre une autre tranche de 25 ans avant que les Palestiniens soient au moins traités comme des Chinois ou des Allemands de l'Est?

CROISIÈRES TRAVELAIDE LE LUXE ET L'AMBIANCE. LE PLUS GRAND CHOIX. LES PLUS BEAUX BATEAUX

S.S. RAFFAELLO
 Joignez-vous dès maintenant à ce groupe accompagné par Mme Fernande Phillipie. Tél.: 845-8225. Départ de Montréal, le 12 octobre par autobus pour vous rendre directement à l'embarcadere à New York. Même service pour le retour. Escales: St-Thomas, Martinique, Grenade, San Juan. Retour, le 21 octobre.
 A partir de **\$526**

CROISIÈRE GALA MÉDITERRANÉEN
 S.S. LEONARDO da VINCI
 50 jours—15 escales—1000 aventures.
 Joignez-vous à un groupe homogène de Canadiens français, accompagné de Montréal par monsieur André Dufresne (679-3777).
 Départ, le 24 mars. Retour le 13 mai 1975. **\$1900** et plus.



Travelaide a des spécialistes des croisières qui se font un plaisir de donner gracieusement des conseils. Ils connaissent tous les paquebots, les escales prévues et tous les tarifs. Ils sont en mesure de faire vos réservations et de vous guider dans le choix de votre cabine.

S.S. MICHEL ANGELO
 Directeur: Monsieur Lionel Savard (845-8225).
 Départ de Montréal, le 12 novembre par autobus. Embarquement à New York, 9 jours. Escales à St-Thomas, à Puerto-Rico et Curacao.
 A partir de **\$526**

CROISIÈRE GASTRONOMIQUE S.S. OCEANIC
 Groupe accompagné de Montréal par André Dufresne (Tél.: 679-3777). Autobus spécial directement au bateau. Le bel itinéraire: Martinique, Grenade, La Guaira, Curacao, St-Thomas.
 Départ 30 novembre, retour 13 décembre.
\$795, \$1060 et plus

CROISIÈRE DE NOËL 1974
 Groupe canadien-français accompagné de Montréal par monsieur Charles-E. Pelletier. S.S. LEONARDO da VINCI, départ 24 décembre de New York: 13 jours. 5 escales: San Juan, Aruba, La Guaira, Antigua, St-Thomas.
 Tarif à partir de **\$760** (selon la cabine choisie) comprenant le transport de Montréal à Montréal et la manutention des bagages.

AU BON ACCUEIL DES CANADIENS DEPUIS 44 ANS

TRAVELAIDE—CENTRE-VILLE
 1010 ouest, Ste-Catherine
 METRO PEEL **861-7272**

TRAVELAIDE—LONGUEUIL
 1 PLACE LONGUEUIL **679-3777**

TRAVELAIDE—ÂGE D'OR
 911 est, rue BEAUBIEN
 METRO BEAUBIEN **273-2581**

TOUS NOS BUREAUX OUVERTS LE SOIR JUSQU'À 9 H P.M. SAMEDI 5 H P.M. STATIONNEMENT À L'ARRIÈRE DE NOS BUREAUX À LAVAL ET LONGUEUIL GRATUIT ET ILLIMITÉ

LA GRANDE AGENCE DU CANADA FRANÇAIS

TRAVELAIDE

SIÈGE SOCIAL, ÉDIFICE DOMINION SQUARE, MONTRÉAL 110

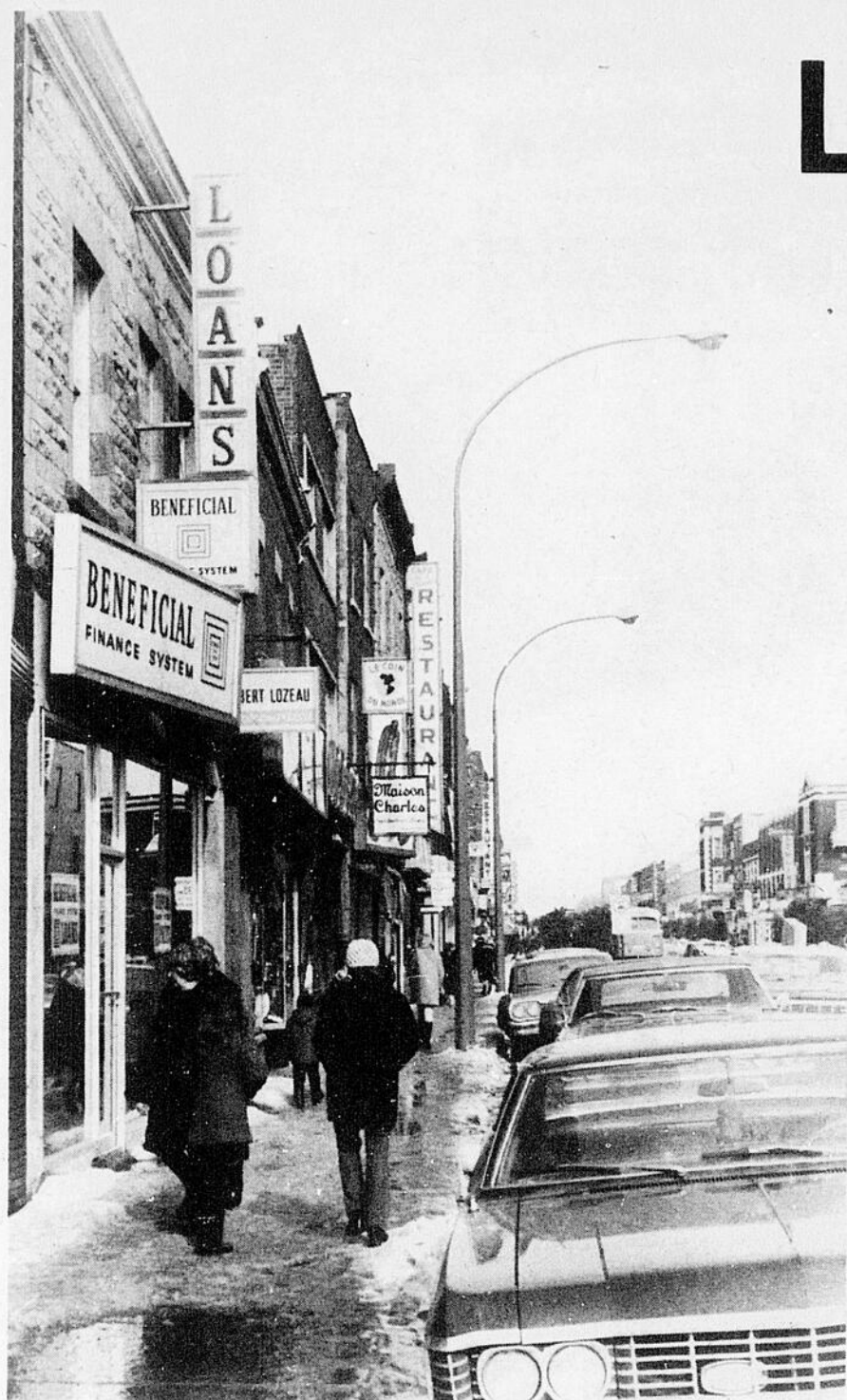
TRAVELAIDE—Carrefour MT.ROYAL
 4454 ST-DENIS angle MT.ROYAL
 METRO MT.ROYAL **845-8225**

TRAVELAIDE—PLAZA-ST-HUBERT
 911 est, rue BEAUBIEN
 METRO BEAUBIEN **273-7755**

TRAVELAIDE—CENTRE-LAVAL
 Sortie 6E autoroute Entrée extérieure **687-0880**

TRAVELAIDE—CENTRE-LAVAL
 Sortie 6E Autoroute — Promenade intérieure **688-5310**

LE CRÉDIT: la richesse des cassés



La moitié des ménages québécois
sont endettés



(photos Claude Dubois)

Le contrôle est exercé
par une minorité possédante

L'auto : le signe d'un statut

Quel est le principal facteur d'endettement? L'automobile. "L'achat d'autos à crédit représente au minimum le tiers du volume global d'endettement des ménages." Généralement réservé dans ses jugements, le rapport n'est pas tendre envers l'automobile: "Source importante de pollution, l'auto a joué un rôle important dans le développement des banlieues. Dans le contexte socio-culturel de la société d'abondance, l'auto est devenue une source importante de satisfaction psycho-sociologique pour le consommateur, en même temps qu'un signe de statut, c'est-à-dire à la fois d'identification et de différenciation tout à fait révélateur. On peut même s'interroger à savoir si l'évolution de l'automobile aurait été la même si le crédit n'avait pas été là pour favoriser la débauche de dépenses financières et le gaspillage de luxe et de gadgets auxquels elle a donné lieu."

gaspillage de luxe



Nature de l'homme ou du système?

Globalement, les chercheurs sont d'avis que "le crédit à la consommation n'existe pas parce qu'il est de la nature de l'homme contemporain de s'endetter, mais plutôt parce qu'il est de la nature du système économique dans lequel il vit de le lui permettre. Donc, d'en avoir besoin." (Voir le texte ci-contre sur la publicité).

Le pas suivant est d'affirmer que "le crédit constitue un instrument privilégié du système de production pour encadrer le consommateur et déterminer son comportement." Ce pas est vite franchi; d'une manière scientifique peut-être, avec mille thèses à l'appui, mais il est franchi tout de même.

Tout citoyen le moins éveillé perçoit ou "sent" déjà toutes ces conclusions. Le mérite des chercheurs de l'Acef est de les avoir étayées à l'intérieur d'une solide structure scientifique. Leur grille d'analyse est loin d'être marxiste. Elle est presque un peu trop "social-démocrate".

Cette approche aura sans doute le mérite de n'effrayer personne. Et même les partisans du libéralisme économique seront forcés de souscrire à certaines conclusions. Il reste que cette recherche, subventionnée par le ministère des Affaires sociales, possède les qualités fondamentales pour être reprise par une aile de la société plus progressiste (et moins réformiste) pour pousser davantage la critique de la société capitaliste... et avancer la seule conclusion qui s'impose.

par Pierre Julien

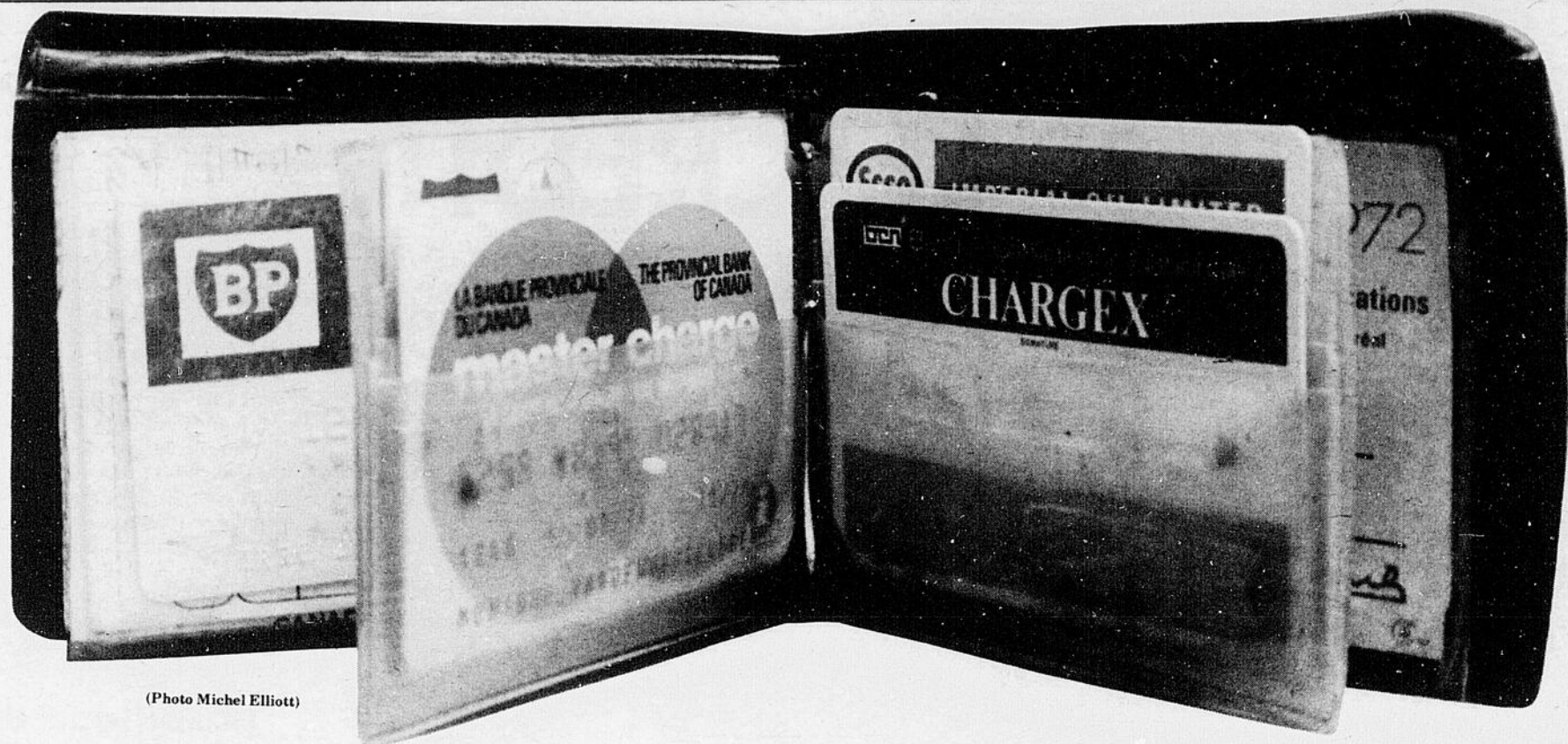
"Le fonctionnement du système actuel de crédit contribue fortement à maintenir, sinon à accentuer, les inégalités socio-économiques." Telle est la principale conclusion à laquelle est arrivé un groupe de chercheurs (économistes, sociologues, informaticiens, juristes) au cours d'une vaste recherche effectuée sous l'égide de la Fédération des Acef et intitulée "Le Québec: de l'illusion de l'abondance à la réalité de l'endettement."

Fondé sur une solide documentation, le rapport (qui compte près de 700 pages avec les annexes) passe en revue les principaux facteurs qui peuvent expliquer le maintien des inégalités de revenus entre les différentes couches de la population pour démontrer que, "si la distribution des revenus n'a guère changé depuis vingt ans, l'écart entre les niveaux de vie continue de s'accroître". Pourquoi? Parce que les personnes défavorisées sont forcées de faire affaire avec les compagnies de finance plutôt qu'avec les banques. "Or les coûts d'emprunts et les politiques de financement de ces institutions sont carrément anti-sociaux."

Accumulation du capital

Elargissant sa critique au niveau de l'évolution du système de production, le dossier constate qu'elle s'opère "dans le processus d'accumulation de capital dont le contrôle est exercé par une minorité possédante, détenant les moyens de production. Dans ce schéma analytique, le crédit à la consommation favorise une consommation plus rapide des biens et services et contribue ainsi à augmenter davantage les revenus des entreprises; il constitue donc fondamentalement un instrument d'accélération du processus d'accumulation du capital."

Ce qui amènerait La Palice à conclure que, s'il y en a qui s'enrichissent impunément, il y en a d'autres qui s'appauvrissent terriblement. Conclusion: la moitié des ménages québécois sont endettés. Cette proportion tend à rester constante. Par contre, la moyenne d'endettement de ces ménages croît à un rythme beaucoup plus rapide que leurs revenus. Cette moyenne est de \$1,425 pour les familles qui vivent dans la privation, \$984 pour celles qui vivent dans la pauvreté et \$1,424 pour celles qui vivent dans l'abondance.



(Photo Michel Elliott)

Le succès de l'individu se mesure en dollars

Les media ont largement diffusé et commenté les conclusions du dernier mémoire de la Fédération des Associations coopératives d'économie familiale, intitulé "Le Québec: de l'illusion de l'abondance à la réalité de l'endettement". Il serait intéressant d'étudier comment, à la domination brutale des travailleurs de la société industrielle, a succédé la domination, plus subtile, des consommateurs de la société dite d'abondance.

Est-il besoin de préciser, au départ, que les forces dominantes qui ont amené le Québec au stade la consommation de masse "n'étaient pas issues de son contexte, mais s'imposaient, au contraire, de l'extérieur: la domination du capital anglo-américain qui a permis à l'économie québécoise d'atteindre un stade de développement suffisamment avancé pour y permettre l'avènement de la consommation de masse." (1)

Comment se fait-il que les gens embarquent si facilement dans ce système de consommation de masse sans se rendre compte que ses effets sont plus néfastes que bénéfiques? Parce que, pour écouler ses produits (base même de ce système), la classe possédante a dû faire appel à une idéologie. Et une idéologie est aussi subtile que contraignante surtout lorsqu'elle fait appel à une motion du bonheur.

En gros, cette notion du bonheur serait la suivante: "Plus vous amassez de biens matériels, plus vous serez heureux. Et la possession de ces biens est à la portée de tous, grâce au crédit."

Succès = dollars

"A partir de ce moment, le succès d'un individu se mesure davantage à son aptitude à amasser des biens matériels plutôt qu'à son aptitude à se conformer à des valeurs spirituelles. Dans ce contexte, la compétition entre les individus, pour atteindre le succès matériel, devient plus acharnée, car le statut social, c'est-à-dire la reconnaissance par les autres, sera désormais mesuré en termes monétaires

et pourra fluctuer à mesure que la richesse matérielle relative d'un individu s'accroîtra ou diminuera." (1) Ces préoccupations pour l'accroissement des biens matériels se sont cristallisées dans l'obsession du niveau de vie. Lorsque le niveau augmente, les individus doivent être satisfaits puisque la société a atteint son but.

Le capitalisme permet à n'importe qui de grimper dans l'échelle sociale à condition d'avoir de l'initiative et d'être entreprenant. Mais pour légitimer une telle ascension, il faut être utile à la société. D'où la liaison de "développement économique" avec "la création de nouveaux biens de consommation". Même si cela n'a aucun rapport. Par exemple, le savon est déjà inventé. Il s'agit donc de lancer sur le marché un nouveau savon amélioré, enrichi au borax. Voilà une initiative. Et si ce savon se vend, le producteur aura beau jeu d'affirmer: "En plus de réussir personnellement grâce à mon initiative, je suis utile à la société. Je réponds à un besoin". Il ne fera évidemment pas mention de ses techniques publicitaires qui font croire au consommateur que ce savon lui est essentiel.

Cigarette et lutte contre le cancer

Mais l'aberration va parfois encore plus loin: on lutte contre le cancer de la gorge par des innovations technologiques; on "améliore" le bien-être des gens en lançant une nouvelle marque de cigarettes par des innovations commerciales. Et on légitime le tout en entremêlant les deux types d'innovations.

Donc, notre vendeur de savon, grâce à son esprit d'initiative, est parvenu à la bourgeoisie, à l'élite dont le rôle est de faire progresser "la masse". En quelques phrases, Pierre Schooner, de la Chambre de Commerce, explique bien cette mentalité: "Bien sûr, favoriser l'esprit d'entreprise et dire bravo au succès, c'est faire naître et grandir une bourgeoisie

et c'est être solidaire de cette bourgeoisie. Mais nous ne grandirons pas comme peuple, si nous sommes préoccupés d'abord qu'aucun d'entre nous ne grandisse plus que les autres. Pour grandir, un peuple a besoin d'une bourgeoisie. Un peuple puissant a une élite puissante. En cherchant à diminuer l'élite, on ne grandit pas la masse."

M. Schooner a au moins le mérite d'afficher clairement les couleurs de sa classe.

Mais au-delà de cette théorie de la richesse accessible à tous et de l'abondance au moins relative pour les autres, il existe tout de même une constante dans le système capitaliste qui contredit cette théorie: la pauvreté. La bourgeoisie rétorque qu'il s'agit là d'un accident. Or cet accident perdure depuis les débuts du régime capitaliste; ce qui embête terriblement les idéologues de la consommation de masse.

Sur la misère des autres

"La présence des défavorisés devient difficile à expliquer et à justifier dans un contexte où l'abondance devrait profiter à tous. Sur le plan moral, cette présence deviendrait insupportable s'il fallait que l'idéologie dominante reconnaisse que la pauvreté est engendrée par le fonctionnement même du système économique. A partir du moment où le niveau de vie plus élevé de certains est justifié par l'importance de leur rôle social, il n'est plus possible d'admettre, en même temps, que cette réussite a été bâtie sur la misère des autres. C'est pourquoi, aux yeux de l'idéologie dominante, la pauvreté n'est qu'un accident de parcours dont elle ne porte pas l'entière responsabilité. La tentation devient forte alors de considérer que ce sont les pauvres eux-mêmes qui portent, au moins en partie, la responsabilité de leur état". (1)

(1) "Le Québec: de l'illusion de l'abondance à la réalité de l'endettement". Par la Fédération des Acéfs du Québec, 1974.



(Photo Michel Elliott)

VOUS IREZ LOIN AVEC UN PRÊT PERSONNEL DE LA BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE

LA BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE



La publicité sert bien le crédit

On ne peut évidemment concevoir le phénomène de la consommation de masse sans celui de la publicité, son principal support, cet agent créateur de besoins au gré des producteurs.

Les sommes dépensées en publicité augmentent dans la mesure de la croissance de la consommation de masse. Au Canada, il se dépense vingt fois plus d'argent dans ce domaine en 1974 qu'en 1950. C'est encore le journal quotidien qui a la cote d'amour des annonceurs (30,5%) par rapport aux journaux hebdomadaires (4,6%). Quant à la télévision, elle s'approprie 21,8% du marché de la publicité. Le rapport des Acef note que la symbolique commune de consommation est contrôlée par un nombre restreint de grandes entreprises. "On peut constater, par exemple, qu'aux Etats-Unis les 100 plus grands annonceurs contrôlent plus de la moitié de la publicité dans les principaux médias. Cette proportion atteint même 80% dans le cas de la publicité télévisée sur l'ensemble des réseaux."

Les biens d'usage courant

Quels sont les produits les plus annoncés? "Il est particulièrement frappant de constater, noté le rapport, que c'est dans le domaine de biens peu dispendieux, à l'usage courant, comme les savons et les détergents, l'alimentation, les cosmétiques et produits pharmaceutiques, que les efforts publicitaires sont les plus intenses."

Même si le producteur doit maintenir son niveau de publicité pour conserver sa part du marché, il semble que grosso modo, les publicités s'annulent entre elles: Colgate est la meilleure pâte à dents pour telles raisons; Crest est aussi la meilleure pâte à dents pour telles autres raisons. Les deux se vendent autant. Mais ce qui est grave, c'est que les médias veulent plaire (ou au moins ne pas déplaire) aux annonceurs afin d'augmenter leurs revenus. Ceci déteint considérablement sur l'orientation et le contenu de la programmation. Et comme 13 des 20 plus grands annonceurs

canadiens sont en réalité des filiales de compagnies américaines, il est facile de deviner l'influence culturelle que nous subissons. D'autant plus que 55% de la population canadienne capte directement les émissions américaines

Dépendance culturelle aussi

Avant 1960, tous les messages publicitaires n'étaient que des traductions américaines. Et lorsque avec la réforme culturelle amenée par la révolution tranquille, on s'efforça de mettre sur pied une publicité typiquement québécoise, rien ne changea vraiment au niveau de la technique et de la symbolique publicitaire, puisqu'on continuait d'annoncer les mêmes produits. Seul le contenu se modifia.

"La publicité a donc constitué un puissant agent de diffusion des valeurs et des normes de la consommation de masse. Elle a puissamment contribué à répandre celles-ci dans le contexte québécois. Ce contrôle des producteurs canadiens-anglais et américains sur ce puissant agent culturel qu'est la publicité, ne fait d'ailleurs que traduire l'état de dépendance de l'économie québécoise. A la dépendance économique s'ajoute alors la dépendance culturelle." (1)

La persuasion clandestine

Si annoncer tel produit ne le fait pas nécessairement vendre plus que tel autre produit annoncé, le phénomène de la publicité fabrique une mentalité de consommation. Voilà qui est beaucoup plus grave. Et cela peut aller terriblement loin, comme l'explique le sociologue américain Vance Packard dans "La persuasion clandestine" (cité par le rapport): "Il s'agit donc moins de vendre un produit que de vendre la sécurité émotive, le contentement de soi, un objet d'affection, un exutoire pour l'instinct créateur, le sentiment de puissance, le sentiment d'avoir des racines ou encore l'immortalité."

Au temps de la production de guerre (début des années 40) les producteurs réussissaient difficilement à satisfaire les besoins vitaux des gens. C'était l'époque du rationnement. On fabriquait donc des produits durables. Au début des années 50, la production coïncidait à peu près avec les nécessités. Vers 1955, il commençait à y avoir trop de produits par rapport aux besoins. Il fallait donc créer de nouveaux besoins. Parallèlement, on créa des produits moins durables en implantant une mentalité "de dégoût pour tout ce qui est vieux et démodé" (Katona). C'est le fait que les publicitaires s'arrogent le droit de créer des mentalités sans le consentement libre de la population qui justifie Packard de les qualifier de "manipulateurs du subconscient".

Pas même les enfants

Aucune partie de la population n'est épargnée. Pas même les enfants. Surtout pas les enfants: futurs consommateurs, ils poussent leurs parents à la consommation. Ce qui fait dire à Joseph Seldin, autre sociologue américain: "La manipulation des esprits des enfants dans les domaines de la religion ou de la politique soulèverait parmi les parents une tempête de protestations et une prompt enquête de la part du Congrès. Mais dans le monde du commerce, les enfants sont une proie rêvée et légitimée."

Redéfinir la notion de bonheur

Les marxistes parlent de la crise générale du capitalisme et de sa fin à moyen terme. Sans aller si loin, les chercheurs de l'Acef mentionnent tout de même "l'importance d'une redécouverte collective du bonheur de l'homme".

Ils essaient d'identifier les éléments les plus susceptibles, sinon de proposer à court terme un contre-modèle articulé de la société idéale, d'être du moins plus critiques par rapport à la dynamique et à l'orientation de la société actuelle. Il leur semble que, dans sa phase actuelle de développement, notre société a progressivement atteint un point où sont remises en question, non seulement l'organisation de la production, mais aussi ses fins. Ils illustrent les inégalités du revenu, les abus du système de production et le type de consommation qui en découle. Ils notent enfin la présence de mouvements d'opinion qui apportent une vision critique du développement économique inspiré de l'organisation capitaliste:

"Ces mouvements d'opposition manifestent la présence d'une volonté consciente de modifier fondamentalement les règles du jeu actuel et de restaurer la primauté d'une volonté collective et d'un intérêt collectif conscient, sur les volontés et les intérêts privés dominants.

Nous avons noté, par ailleurs, qu'un tel mouvement manquait encore d'une orientation commune et définie qui permettrait de s'opposer plus efficacement au pouvoir croissant des oligo-poles et aux multiples abus de profiteurs de tout acabit que le système ne cherche pas vraiment à mater de façon efficace, sous prétexte de préserver une liberté d'entreprise pourtant déjà chancelante. La présence seule de tels mouvements de contestation indique cependant clairement la nécessité d'une réorganisation fondamentale des règles du jeu et l'importance d'une redécouverte collective du bonheur de l'homme."



(photos Claude Dubois)

C'est-y la première fois que tu viens à Chicoutimi?



J'me tiens surtout à Jonquière.



PEU A-PRES...

Trésor, j'ai connu avec toi des sensations extraordinaires...



Mais le...le père cet homme ignoble...

La faute des pères ne doit pas retomber sur les enfants, Sylvie. Ne l'oublie pas. Nous t'aiderons, et je suis sûre, qu'avec le temps tu apprendras à aimer cet enfant qui n'a pas demandé à naître, et qui devra toujours ignorer dans quelles circonstances il a été conçu.



Les Québécoises séduites et abandonnées par le photroman?

De ses longues mains, fines et pâles, le jeune journaliste entreprit de décrire la dramatique situation de l'industrie du photroman.

Déjà, plusieurs jeunes coeurs féminins battaient plus fort, et plus d'une coiffeuse crut défaillir.

Depuis quelques années, pourtant, l'ingénue Québécoise avait deviné, au fond de son âme, que Photroman se désintéressait d'elle et que le jour cruel viendrait où le magazine européen l'abandonnerait à son triste sort.

Et bien qu'il se présentait maintenant sous une toilette plus soignée, tout enveloppé de cellophane aguichant, il lui arrive de n'être plus au rendez-vous dans certains kiosques, où l'on n'avait de yeux que pour lui il y a quelque temps.

Plusieurs compagnies éditrices de ces publications sentimentales ont fermé leurs portes en Europe, et d'autres ont réduit leur production au point de ne plus expédier leurs stocks invendus au Canada, comme ce fut toujours le cas.

Et cette curieuse entreprise de publication, honnie par la presse sérieuse qui doit lui disputer les points de vente, pourrait succomber aux mêmes périls qui menacent les grands journaux: la cherté et la rareté du papier.

Au Québec, seul territoire nord-américain sur lequel on consomme ces aventures amoureuses, les difficultés d'approvisionnement en papier des éditeurs européens récemment, ont fait grimper le prix de l'exemplaire d'un photroman de .50 cents à .80 cents, réduisant les ventes de moitié selon les distributions Eclair, qui importent environ 10,000 exemplaires de cette prose langoureuse par mois.

Plus de la moitié des magazines sont écoulés en province, les Abitibiennes et les Gaspésiennes ayant "plus de temps" pour lire, selon Eclair.

Malgré cela, les distributeurs québécois, dont ce commerce ne représente qu'une fraction de leur chiffre d'affaires, ne parviennent pas à tout écouler au prix normal. Comme les imprimeurs européens ne cèdent habituellement au Québec que leurs invendus dont ils ne veulent plus entendre parler, il faut à tout prix trouver le moyen de disposer des exemplaires qui restent, ce qui explique que les photromans réapparaissent souvent dans les mêmes kiosques, mais offerts à des prix réduits (habituellement en "prix-pack", à deux ou trois pour un dollar).

L'amour à l'italienne

Le photroman, pourtant si bien ancré dans nos moeurs populaires, est étranger: on n'en fait aucun au Québec. Imprimé en Italie, il est traduit en France, puis expédié en Belgique, en Suisse, ou au metro Berri-de-Montigny.

C'est, paraît-il, le Marché commun qui a accordé à l'Italie le monopole de l'impression de ces chroniques angoissées: les imprimeries italiennes auraient en effet choisi de se spécialiser dans la presse du coeur et l'imprimerie française dans la bande dessinée.

Au début des années '60, à leur apparition au Québec, les photromans se permettaient de présenter des histoires "à suivre", mais ils doivent aujourd'hui livrer des récits complets, du premier baiser à la dernière étreinte.

Cela aurait eu entre autres conséquences de favoriser les échanges entre lectrices, ce qui n'améliore en rien les ventes des distributeurs québécois.

L'un de ceux-ci convient que la clientèle de ce produit ne se recrute pas chez "les dames de Westmount", et que celles qui se pâment par les aventures d'Alfredo Angeli sont les mêmes qui s'interrogent sur le célibat de Serge Laprade dans Echo-Vedettes. Chez Eclair, on a même identifié le "gros client" comme étant le personnel féminin des hôpitaux (surtout le service "de nuit", nous a-t-on même dit).

Les Presses Select, malgré leur nom, n'ont pas pris la peine d'identifier leur clientèle, mais estiment avoir vendu "une couple de millions" de photromans depuis deux ans. On sait quand même que c'est là où l'on attend que les ventes sont les meilleures: dans le métro, les gares, chez le coiffeur.

Chez Select on n'importe pas des titres, mais des tonnes: entre 18 et 20 tonnes par année (six containers).

Les Presses de la Cité, de leur côté, reçoivent environ 65,000 exemplaires par mois de ces mémoires d'outre-mer, mais ont eu l'occasion de remarquer que le photroman perd constamment du terrain au profit d'un "genre de lecture plus évoluée".

Outre Eclair, Select, Cité, les Presses Québécoises et Benjamin New propagent aussi au Québec les extases méditerranéennes.

Soudain, bouleversé par les révélations dont il avait été le complice involontaire, Paul Terrien interrompit le pénible récit et disparut, sans mot dire, dans le crépuscule rougeoyant.

QUÉBEC-PRESSE

ton affaire!

A ce jour, QUEBEC-PRESSE a recueilli:

Parts sociales:	\$1965.00
Dons:	\$2146.00
Abonnements:	\$5092.50
TOTAL:	\$9203.50

CAMPAGNE D'ABONNEMENT

12 mois: \$15 24 mois: \$30

Les lecteurs fidèles s'abonnent au seul hebdo politique du Québec

Livraison • Montréal et banlieue: par courrier le vendredi

• Extérieur: par courrier le samedi ou le lundi

• Québec: par camelot

Je désire m'abonner pour..... mois et j'inclus mon chèque ou mandat-poste de \$.....

NOM TEL:

ADRESSE

OCCUPATION DATE:

CAMPAGNE DE SOUSCRIPTION

Part sociale de la coopérative: \$25 Don: \$.....

Les Québécois qui croient en la nécessité d'un journal indépendant et qui appuie leurs luttes doivent faire leur part!

La liberté de presse, ça vaut le prix!

OBJECTIF: \$20,000

J'accepte que mon nom soit publié dans le numéro spécial du 5ème anniversaire de QUEBEC-PRESSE

Oui

Non

QUEBEC-PRESSE, 9670 PELOQUIN, MONTREAL 358, QUEBEC. TEL: 381-9936.

Quand des évêques se rapprochent des travailleurs...

par Louis Fournier

L'Eglise du Québec regarde, en silence, passer le train de l'histoire.

C'est à peu près ce qu'écrivait l'abbé Louis O'Neil dans la dernière livraison de la revue *Maintenant*.

Depuis lors, six évêques de la région de Montréal ont diffusé une déclaration collective sur certains conflits de travail. Et la tentation est forte de dire qu'une certaine Eglise vient de prendre le train en marche...

Un appui...

Mais en toute justice, il faut saluer cette déclaration, la première de ce genre des évêques de la région métropolitaine regroupés dans l'Inter-Montréal. Objectivement, il s'agit là d'un appui non-négligeable à la lutte de plusieurs groupes de travailleurs, dans ce pays du Québec où le vieux fonds de foi demeure vivace malgré une déchristianisation ultra-rapide.

Il faut saluer cette déclaration si tant est qu'elle peut servir à hâter le règlement, en faveur des travailleurs, d'un certain nombre de conflits qui pourrissent.



MGR GUY BELANGER, évêque de Valleyfield: parmi les progressistes.

En revanche, il faut bien montrer les limites d'une telle intervention collective des évêques si elle ne vise qu'à cacher la division de la société en classes et à bloquer l'affrontement entre ces classes et la route du socialisme, au nom d'une

"paix sociale" et d'une "concertation" qui ont toujours fait le jeu de la minorité dominante.

Progressistes

L'intervention des six évêques de l'Inter-Montréal apparaît d'autant plus spectaculaire que la hiérarchie religieuse, au Québec, s'était réfugiée dans le silence (d'autres disent la prudence) depuis quelques années. Et ce faisant, elle contribuait à maintenir l'image d'une Eglise plus proche des exploités que des exploités.

La déclaration des évêques ne change rien, fondamentalement, à cette image. Elle s'explique par les pressions de plus en plus vives exercées par des groupes de chrétiens progressistes et par la personnalité elle-même plus progressiste de certains évêques comme Mgr Hubert de Saint-Jérôme et Mgr Bélanger de Valleyfield et, à un niveau moindre, de Mgr Coderre de Saint-Jean.

Pas de "caprices"

Les évêques apportent de l'eau au moulin des revendications des travailleurs en lutte à divers endroits et signalent que, dans bien des cas, ce ne sont pas des "caprices". Ils vont même jusqu'à parler des "rapports sociaux de domination et d'exploitation".

Malgré tout, ils perpétuent un certain

nombre de mythes et même de voies de solution dangereuses lorsqu'ils demandent aux syndicats, par exemple (tout comme aux patrons) d'accepter "une liberté de manoeuvre limitée, permettant ainsi à l'Etat de mieux jouer son rôle de promoteur du bien commun".

Or, dans une société capitaliste comme la nôtre, l'Etat est loin d'être "neutre"; il est bien, plutôt, le représentant politique d'une classe bien identifiée, la bourgeoisie. Surtout avec le parti Libéral de Bourassa au pouvoir.

L'analyse des classes a permis de démystifier "L'Etat rouage de notre exploitation". Mais dans une certaine Eglise, on préfère encore parler en termes de "riches" et de "pauvres", de "favorisés" et de "défavorisés".

Bien accueillie

Des groupes comme les Politisés chrétiens essaient de promouvoir ce qu'ils appellent une "interprétation prolétarienne de l'Evangile", basée sur l'inévitable lutte des classes, mais l'Eglise-institution et ses représentants n'en sont évidemment pas rendus là. Nous y reviendrons dans la prochaine édition de QUEBEC-PRESSE.

Quoi qu'il en soit, la déclaration des évêques de la région de Montréal doit être bien accueillie dans la montée des luttes ouvrières. C'est un appui utilisable par les travailleurs dans le rapport des forces actuel.

CJSA: le onzième mois d'une lutte à finir

par Jacques Geoffroy
(collaboration spéciale)

SAINTE-AGATHE - Onze mois après s'être syndiqués, le président et le secrétaire du syndicat des employés du poste de radio CJSA sont toujours sans emploi, malgré les ordonnances très claires du Conseil canadien des relations du travail qui a rendu jugement, le 19 avril, afin d'obliger Mme Edna Legault, propriétaire du poste, à reprendre à son service les cinq employés qu'elle avait congédiés le 30 novembre 1973.

A cette date, Mme Legault, après avoir pris connaissance de l'adhésion de ses employés au Syndicat général des communications (CSN), décide d'un coup de tête de les congédier et de demander l'aide de la police municipale de Sainte-Agathe pour les expulser du poste.

Les conditions de travail sont moyennes: salaire brut de \$80; absence totale d'information locale et régionale; pas de conditions techniques minimales.

Ce ne sera que les 19, 20 et 21 février que le Conseil canadien des relations du travail entendra, au palais de justice de Saint-Jérôme, les plaintes déposées par le syndicat. Deux mois plus tard, le CCRT oblige Radio Sainte-Agathe à réintégrer dans leurs fonctions les cinq syndiqués ainsi qu'à leur verser la rémunération qu'ils auraient dû toucher s'ils n'avaient pas été congédiés injustement.

Refus catégorique

Forts de ce jugement sans équivoque, les "cinq" se rendent le lendemain au poste de radio pour y reprendre leurs activités. Une surprise les attend: un policier de la ville de Sainte-Agathe les expulse aussitôt, suite à une plainte d'Edna Legault. La même scène se répètera à deux reprises dans les jours suivants alors que les "scabs" font fonctionner depuis le 30 novembre la station.

Le 30 mai, par l'intermédiaire de son

avocat Me Paul Gélinas, Radio Sainte-Agathe convoque au poste les cinq congédiés pour leur faire connaître leurs heures et conditions de travail. C'est ce Me Gélinas, ex-candidat progressiste-conservateur aux élections fédérales de 1972 dans Labelle, qui fut séquestré durant de nombreuses heures par des travailleurs d'une entreprise de camionnage qu'il gérait à Montréal: en guise de paie, il leur avait remis des chèques sans provision!

Toujours est-il qu'on croyait bien que Mme Legault brandirait le drapeau blanc. Mais non. Une fois au poste, elle avise MM. Marcel Payer et Benoît Jacques, président et secrétaire du syndicat, qu'ils sont réintégrés mais qu'aussitôt, on les met à pied! Le 12 juin suivant, les trois autres congédiés reçoivent un autre avis les invitant à se présenter au poste pour y faire leur boulot. Devant la volonté des cinq de reprendre le travail tous ensemble, la proprio de CJSA refuse, une fois de plus, de se plier au jugement du CCRT.

Ce ne sera que le 17 juin qu'ils seront réengagés temporairement, sans pour autant obtenir les sommes dues et sans qu'on respecte la promesse qu'il n'y aurait plus de "scabs" dans la boîte.

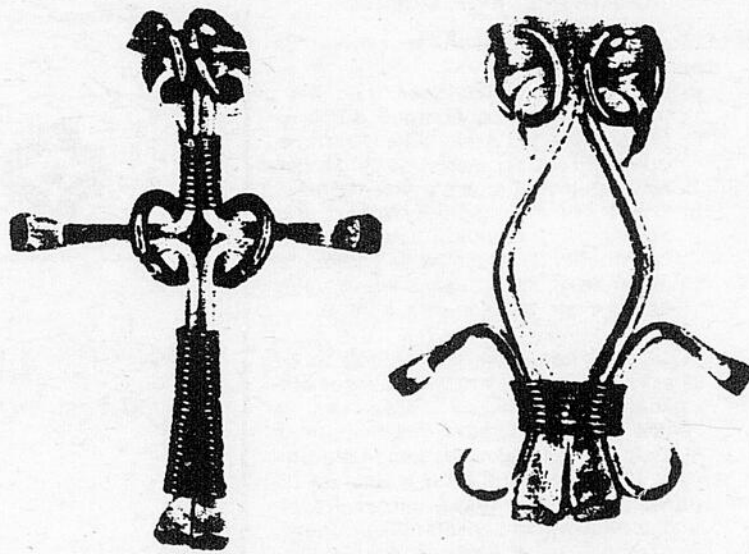
De nouveau congédiés

Un mois plus tard, Marcel Payer ainsi que Jacques et Réjean Joly étaient "re-congédiés" par Edna Legault. Cette fois, les trois auraient contrevenu à des règlements maison.

Après onze mois de procédures, de menaces et d'intimidation, trois employés syndiqués sont toujours sans travail à cause de l'entêtement d'une patronne butée et de l'absence d'efficacité du CCRT.

Pour soutenir leur lutte, les employés vous demandent de leur faire parvenir une aide financière. Les chèques doivent être faits au "Fond de secours CJSA", a/s M. Benoît Jacques, 53, rue Sainte-Agathe, Sainte-Agathe.

Les grévistes de la United Aircraft de Longueuil, afin de pouvoir subvenir à leurs besoins élémentaires — offrent en retour d'un don minimum de \$3.00 "La croix de solidarité" et "La fleur du souvenir", fabriquées avec des clous de fer à cheval.



\$3.00 chacune

Ces oeuvres artisanales sont fabriquées individuellement par des grévistes. Le profit réalisé est versé au fonds de dépannage de la grève. On peut s'en procurer en s'adressant:

Local "510" T.U.A. (Travailleurs Unis de l'Automobile)
125-B rue St-Charles Ouest, à Longueuil P.Q. Can.
Téléphone: Code 514 — No: 679-2070

Le coût de cette annonce a été défrayé par
le Syndicat des professeurs de l'UQAM (Université du Québec à Montréal)

UNE MINUTE DE PLUS !

Les grévistes de Québec-Téléphone réduits à quêter

Les employés syndiqués de la compagnie Québec-Téléphone, après plus de deux mois de grève, en sont réduits à dépendre de quêtes publiques, en attendant que la compagnie décide de reprendre les négociations.

Les 1.500 syndiqués de

la Fraternité des ouvriers en électricité n'ont pas de fonds de grève et ont dû organiser des comités de soutien et de solidarité pour continuer leur lutte pour l'indexation de leur salaire au coût de la vie. La compagnie, filiale de General Telephone and

Québec-Téléphone

Rimouski



"NATIONALISONS Québec-Téléphone," demanderont sous peu les employés de cette entreprise au gouvernement Bourassa.

Electronics, des Etats-Unis, n'a pas rencontré ses employés depuis le 20 août. Le 6 du même mois, le syndicat avait fait savoir, par lettre, qu'il était disposé à rencontrer les représentants de la compagnie n'importe quand.

Depuis ce temps, les ouvriers ont été abandonnés à leur grève et ils estiment avoir été trahis par le médiateur gouvernemental, Roger Pilote, qui ne les a rencontrés qu'une seule fois avant de proposer le versement forfaitaire de \$400 à chaque employé pour régler le conflit. La partie patronale ayant applaudi à cette recommandation et en ayant profité pour retirer sa première offre d'indexation, les grévistes soupçonnent que le médiateur s'est entendu avec la compagnie sans consulter les employés.

Malgré la détérioration constante du service téléphonique dans le territoire desservi par Québec-Téléphone, de plus en plus de cadres, protégés par la police, exécutent le travail des grévistes, qui sont environ 650 à Rimouski (quartier général de la compagnie, 350 à Sainte-Marie de Beauce, 250 en Gaspésie, 100 à Sept-Iles, 100 à Baie-Comeau et une vingtaine à Havre-Saint-Pierre.

De plus en plus d'usagers quelquefois appuyés par leur conseil municipal, refusent de payer leur

compte de téléphone à Québec-Téléphone pour protester contre son attitude vis-à-vis les employés et contre le mauvais service qui est présentement fourni.

Nationalisation

Les grévistes distribuent présentement une pétition qui sera présentée au premier ministre Bourassa, demandant la nationalisation de Québec-Téléphone. Le syndicat veut aussi empêcher la compagnie de réclamer des augmentations de tarifs lorsqu'elle comparaitra devant la Régie des services publics du Québec en 1975. Contrairement à Bell Canada, Québec-Téléphone dispose d'une charte provinciale et est donc sujette à l'autorité de la Régie.

Le syndicat exige \$1,000 par employé, et, après le 1er juillet 1974, l'indexation du salaire au coût de la vie.

Joe Morris, président du Conseil du travail du Canada, dont fait partie la Fraternité des employés en électricité, a recommandé la nationalisation de la compagnie. Le chef parlementaire du parti Québécois et chef de l'opposition Jacques-Yvan Morin, a aussi fait savoir qu'il était favorable à la nationalisation de ce service public.

Le ministre des Communications, Jean-Paul L'Allier, de son côté, refuse de commenter le conflit de travail à Québec-Téléphone, mais a fait savoir que son ministère suit "depuis plusieurs années" le dossier économique de cette filiale américaine, ancienne propriété de la famille Brillant, de Rimouski. Parmi les hypothèses qui pourraient découler de l'étude de ce dossier, celle de la nationalisation n'est pas exclue, dit-on au ministère, mais indépendamment des conflits de travail.

Le clergé du diocèse de Rimouski a organisé des quêtes pour venir en aide aux grévistes: déjà Mgr Ouellet, évêque de Rimouski, a appuyé les grévistes, notamment lors de la présentation dans cette ville de la pièce "Charbonneau et le Chef", après laquelle le comédien Jean Duceppe a remis son cachet aux grévistes.

"ENCOUNTER GROUP"

- Session de 3 jours: vendredi soir, samedi et dimanche
- En octobre, novembre, décembre.
- Groupes fermés (10 personnes).
- Groupes de langue française.

Animés par un "facilitateur" et une "co-facilitatrice" formés au "Center for the Studies of the Person" de l'université de Californie, sous la direction de CARL ROGERS.

Pour informations et inscription
téléphoner à: 679-3097

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SCIENCE POLITIQUE STAGES PARLEMENTAIRES QUÉBEC 1975-76 Université Laval, Québec

PROGRAMME: Le programme poursuit deux objectifs principaux:

- a) permettre aux stagiaires d'acquérir une connaissance pratique du fonctionnement de l'Assemblée Nationale, du travail des députés et de l'organisation des institutions parlementaires.
- b) contribuer à l'accomplissement des tâches qui incombent aux éléments constitutifs de l'Assemblée Nationale, notamment en assistant les députés dans l'exercice de leurs fonctions.

CONDITIONS D'ADMISSION: Le programme s'adresse aux étudiants de 21 à 35 ans (hommes et femmes) des disciplines universitaires consacrées à l'étude du gouvernement, des institutions et de la vie politique. Les candidats doivent être détenteurs d'au moins un diplôme universitaire de premier cycle, avoir une connaissance approfondie de la langue française et être citoyens canadiens.

DURÉE: Du 1er septembre 1975 au 30 juin 1976.

POSTES DISPONIBLES: Huit stagiaires pourront être acceptés en 1975-76.

Les demandes d'admission doivent parvenir au directeur des stages AVANT LE 30 JANVIER 1975. Le choix des stagiaires sera connu le 28 mars 1975.

POUR OBTENIR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS OU LES FORMULES DE DEMANDE D'ADMISSION, PRIÈRE DE S'ADRESSER À:

LOUISE QUESNEL-OUELLET,
Directeur du programme des
stages parlementaires,
Département de Science Politique,
Université Laval, Québec 10.
G1K 7P4

INFIRMIÈRE

- Travailler au service de résidents de la Pointe-St-Charles à la clinique et dans les foyers.
- Travailler en équipe avec médecins, travailleurs communautaires et organisateurs communautaires.

QUALIFICATIONS:

- Licence d'infirmière;
- Minimum 2 ans d'expérience dans un salle d'urgence ou l'équivalence;
- Ouverte aux changements de la médecine communautaire et des problèmes sociaux du Québec;
- Bilingue;
- Lettres de références.

Les intéressées sont priées de faire parvenir leur offre d'emploi avant le 1er novembre 1974 à la:

Clinique communautaire de Pointe St-Charles,
565, rue Dublin,
Montréal 104
A/S Monsieur Pierre Pagé.



AVIS L'ORDRE DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC

tiendra sa 54e assemblée générale, dans le Grand Salon/Marquette/Jolliet, de l'Hôtel Reine Elizabeth, à Montréal, les 4, 5 et 6 novembre 1974.

Pour information, signaler:

935-2501

**QUEBEC-
PRESSE
381-9936**

CONSOMMATION

Le boycottage du monopole Kraft

par Geneviève Manseau

Parmi les moyens de lutte s'offrant aux travailleurs agricoles en vue de faire valoir leurs droits, il en est un qui connaît actuellement un regain de popularité. Ce moyen, dès son apparition dans l'histoire en 1880, fut lié aux problèmes agraires.

Le vaincu y laisse son nom

Alors que la famine sévit en Irlande, les paysans du comté de Mayo s'organisent pour réclamer du gérant de leur domaine, nommé Charles Cunningham Boycott, une réduction de 25% de leur loyer, faute de quoi ils cesseront toute activité au service des maîtres. Le gérant refuse, les révoltés exécutent leur menace, tant et si bien que les 50 "volontaires" venus d'Ulster les remplacer ne peuvent travailler qu'avec une escorte de 900 soldats... L'année suivante (1881),

le "Gladstone Land Act" limite l'exploitation des paysans par les grands propriétaires terriens.

Le premier boycottage fut une victoire et le vaincu y laissa son nom.

De Papineau à César Chavez

Cette méthode d'intimidation non-violente acquiert ses lettres de noblesse au Québec peu avant la Rébellion de 1837, lorsque Papineau demande à ses compatriotes de ne rien acheter des marchands anglais et de retirer leurs dépôts des banques contrôlées par eux. Le boycottage des Patriotes contribue à remettre à l'honneur les vêtements en "laine du pays" et réussit à compromettre pour un temps le monopole du conquérant sur le commerce.

Si l'initiative des plus récents boycottages dont ait eu vent le Québec revient à une centrale syndicale étrangère (l'américaine AFL-CIO), elle n'en a pas moins éveillé un écho favorable chez nous. Au mois de septembre dernier, un comité se créait à Montréal avec l'appui de la CSN, de la FTQ et de la CEQ, pour soutenir les Travailleurs agricoles unis de Californie, toujours en lutte contre les grands producteurs locaux de raisin et de laitue. Le combat de César Chavez (1) devenait ainsi le nôtre, s'inscrivant dans l'effort de solidarité des exploités contre les exploitants.

Car ces Mexicains, à



LA COMPAGNIE KRAFT produit 80% du fromage fabriqué au Québec.

(Photo Michel Elliott)

qui l'on refuse le droit de se syndiquer, que l'on paye d'une bouchée de pain, que l'on emprisonne par centaines, sont l'illustration même de la médaille capitaliste. Ils nous rappellent que les profits ne peuvent se réaliser que sur le dos des plus faibles; ils personnifient le prix de la prospérité nord-américaine. Bref, ils sont un peu notre conscience.

Le monopole Kraft

D'autres exploitations existent, moins apparentes peut-être, moins féodales sans doute, mais tout aussi réelles. Les membres de la "National Farmers Union", syndicat canadien des fermiers unis, luttent depuis plus de deux ans pour sensibiliser la population consommatrice aux dangers du mono-

pole de la compagnie Kraft. D'après les renseignements réunis par le syndicat, la compagnie fournirait 80% du fromage fabriqué au Québec. Elle possède des filiales dans les provinces anglophones, en plus d'être établie sur les territoires de divers pays d'Europe de l'Ouest et même d'Asie et d'Océanie. Son "multinationalisme" lui confère un pouvoir énorme sur le contrôle des prix de vente au consommateur et d'achat au producteur, pouvoir qui lui a notamment permis de passer outre aux revendications syndicales des travailleurs agricoles de l'Ontario.

Si puissante qu'elle soit pourtant, la compagnie Kraft a été atteinte par le boycottage. Le gouvernement manitobain a in-

terrompu les négociations qu'elle menait en vue de l'implantation d'une usine de traitement de l'huile végétale d'une valeur de \$15 millions. En Colombie-Britannique, le ministre de la Santé a ordonné que tous ses produits soient bannis des institutions relevant de sa compétence.

Au Québec, le mouvement reste à créer. Serait-ce que les conclu-

sions du rapport Nader sur la "responsabilité de Kraft dans le déclin de la qualité du fromage fabriqué aux U.S.A." perdrait ici de leur vérité?

(1) César Chavez, leader non violent de la grève des travailleurs du raisin de Californie. Pour plus de renseignements sur cette grève, voir l'article de Louis Fournier dans le Québec-Press du 2 décembre 1973.

NOMINATION LA MUTUELLE D'ASSURANCE-VIE DU QUÉBEC



Robert Trépanier, C.L.U.

La Compagnie Mutuelle d'Assurance - vie du Québec annonce la nomination de M. Robert Trépanier au poste de directeur général des agences.

M. Trépanier a obtenu son diplôme de C.L.U. en 1960 et possède plus de vingt ans d'expérience dans le domaine de l'assurance-vie. Il s'est joint à la compagnie en 1967 à titre de surintendant des agences.

SCRIBEC

45 est, rue Jarry
Montréal H2P 1S9
387-2486

SECRETARIAT
DACTYLOGRAPHIE
IMPRESSION

PHOTOCOPIE XEROX

1-3	10c	la copie
4	9c	
5-10	8c	la copie
11-16	7c	
17-30	6c	la copie
31-49	5c	
50-70	4c	la copie

Format légal et papier couleur: 10% en sus
Réduction à partir de 14" x 18"

IMPRESSION OFFSET

copies	8 1/2 x 11"	8 1/2 x 14"
100	3.25	3.75
200	4.30	5.40
300	5.40	6.50
400	6.50	8.35
500	7.55	9.15
600	8.35	10.25
700	8.90	10.80
800	9.45	11.60
900	10.00	12.15
1000	10.80	12.70
2000	19.15	23.50
3000	28.00	34.55
4000	36.75	45.35
5000	45.35	56.15

SPÉCIALISTE Meubles non peints Matelas

Votre choix de grandeur et qualité

Tables - chaises Bibliothèques Cubes

Berçante Pupitres Commodes lampes etc. etc.

Sur mesure si désiré

Coin de Gaspé
207 Beaubien Est
276-9067

André D. Legault Meuble Ltée

Coin St-Antoine
790 Atwater
935-6716

Le Centre de Matelas, Atwater Inc.

CONSTRUISEZ DONC CES MAGNIFIQUES HORLOGES ET RÉALISEZ DES ÉCONOMIES APPRÉCIABLES

Envoyez simplement \$1.50 pour les plans et les instructions pour construire au choix: a) l'horloge de grandpère b) de grandmère c) de l'école du Haut-Canada d) l'horloge à poids. Plus un catalogue très documenté de mouvements, cadrans, pièces détachées et nécessaires pour construire ces horloges et 14 autres encore. Tous les quatre plans \$3.50 Le catalogue seul \$0.25.

COLONIAL TIMES CLOCK COMPANY
Dept. - 500 Weber St. N. - Waterloo, Ont. N2J 3Z6

AMÉRIQUE DU SUD
22 jours, 7 pays, à partir de \$1,385.00

COLOMBIE
2 SEMAINES, à partir de \$589.00

ST-DOMINGUE
2 ou 3 semaines, à partir de \$609.00

COSTA RICA et GUATEMALA
2 semaines, à partir de \$678.00

Agence de Voyage
334-6692
2425 de Salaberry **Pélican**

LISE AUBUT
présente

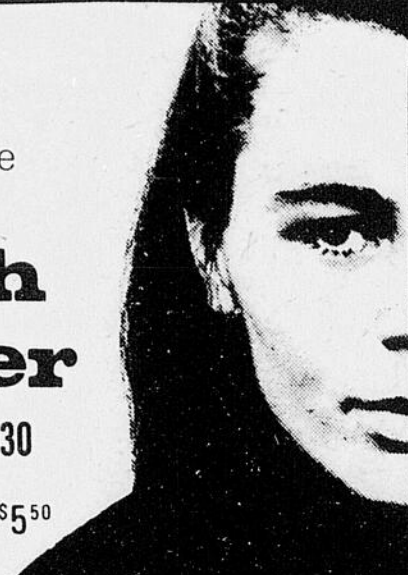
La chanteuse
acadienne

**edith
butler**

2 et 3 nov. 20h30

\$3 - \$4 - \$5 - \$5.50

THÉÂTRE MAISONNEUVE
PLACE DES ARTS, Montréal 129 (Québec) Tel: 842-2112



Encouragez
vos annonceurs,
ils vous offrent des
produits de qualité

à minuit
6 représentations

31 OCTOBRE
1-2-7-8-9 NOVEMBRE


**WOUF
WOUF**

de
YVES HÉBERT SAUVAGEAU
musique
ANDRÉ GAGNON

mise en scène
chorégraphie
décor
costumes

**ANDRÉ MONTMORENCY
JACK KETCHUM
MICHEL CATUDAL
FRANÇOIS LAPLANTE**

ATELIER N.C.T.
GESU 1200 BLEURY 866-1964



LES FILMS MUTUELS
En Association Avec
Les Films Claude Michaud
présentent

Emmanuelle

Le chef-d'œuvre
de la littérature
erotique
devient
enfin un film.

**Sylvia Kristel
Aline Cuny
Marina Green**
de
Just Jaeckin

À CAUSE DE L'IMMENSE INTÉRÊT QUE
SOULÈVE
LE FILM "EMMANUELLE" DES
REPRÉSENTATIONS SPÉCIALES SONT
AJOUTÉES POUR ACCOMMODER LE PLUS
GRAND NOMBRE DE CINÉPHILES.

Toute la semaine:
12:00 - 1:45 - 3:30 - 5:30 - 7:30 - 9:30 - 11:30.

LAISSER-PASSER ET CARTES
D'ÂGE D'OR
NON VALABLES!

BERRI
ST-DENIS, STE-CATHERINE 878-2474

VILLERAY
ST-DENIS, JARRY 388-5577

COULEUR

18ANS
Adultes



3ème SEMAINE

ils avaient l'amour au fond du coeur...

Michel Costom présente

**Jean Duceppe
Denise Filiatrault**

14 ans

dans un film de
Richard Martin

avec
Yvon Dufour
Luce Guilbeault
Andrée Lachapelle
Yves Létourneau
Gérard Poirier
Louise Portal
Robert Maltais
et
Catherine Bégin

musique de
Claude Léveillée

une production
Richard Hellman

Laissez-
passer
non
valable

Les Beaux
Dimanches

scénario
Marcel Dubé
images
Jean-Claude Labrecque
montage
Jacques Gagné
production associée
Jean Zolaoui
distribution Cine Art SMC

FLEUR DE LYS
858 est. Ste-Catherine 288-3303

CINÉMA DE PARIS
896 O. Ste-Catherine 861-2998

JEAN-TALON
4255 Jean-Talon 725-7000

MAISONNEUVE
3001 est. Sherbrooke 525-2174

MAINTENANT A L'AFFICHE



MICHEL GELINAS et SOLSET présentent

EMMANUELLE

du 12 au 16 novembre

en première partie **Paul Baillargeon**

THÉÂTRE MAISONNEUVE
PLACE DES ARTS, Montréal 129 (Québec) Tel: 842-2112



4e SEMAINE

Les Films Mutuels
présentent

LES ORDRES

POUR TOUS

un film de
Michel Brault

Jean Lapointe
Hélène Loiset
Guy Provost
Claude Gauthier
Louise Forestier

produit par les
Productions Prisma

Laissez-Passer non Valables

RIVOLI
ST-DENIS & BELANGER, 277-3125

Le CHARLOT
Longueuil, 674-6835

VERSAILLES
7265 Sherbrooke E. 353-7880

RIVOLI 1 1.10, 3.10, 5.10, 7.10, 9.10. VERSAILLES
(Rouge). CHARLOT, sur semaine 7.00 & 9.00, samedi &
dimanche 1.00, 3.00, 5.00, 7.00, 9.00. Au VERSAILLES seulement,
samedi dernier spectacle 11.00.



NATIONAL SEXE SHOP

Si vous voulez voir quelque chose
de différent,
venez constater ce que nous avons
importé pour vous,
pour votre plaisir...
et le sien...!

2 boutiques
2127 Bleury - 843-6928
4591 A Papineau - 521-0193

OUTREMONT
1248 ouest, Bernard
(Via AUTOBUS 160, à la station Beaubien)
277-4145

CINÉMA 2001
855 DÉCARIE 277-2001

855 DÉCARIE
au nord du boul. Métropolitain
près de Côte-Vertu
277-2001

POUR RECEVOIR UNE GOPIE DE
NOTRE PROGRAMME
...et tous les autres qui suivront
...et ce, GRATUITEMENT,
il suffit d'appeler à l'un ou l'autre
des cinémas.

\$1.50 prix d'entrée chacun des films

RADIO-QUEBEC

un scandale qui "saute aux yeux"

par Robert Lévesque

Créé par le gouvernement Daniel Johnson en 68, Radio-Québec s'inscrivait dans l'envolée nationaliste qui suivait le "Maitres chez nous" des années soixante. On pouvait, au Québec, avoir son propre réseau de télévision. Il fallait le décider d'abord, ce qu'avait fait consciemment Johnson, et négocier ensuite avec Ottawa les limites de juridiction dans le domaine des communications. Mais la négociation fut difficile, et Daniel Johnson disparut.

Bébé, Radio-Québec dut prendre le chemin de l'incubateur. Jusqu'en 72, alors qu'Ottawa décida que les provinces pouvaient se doter d'un réseau de télévision éducatif. L'incubation, ce fut l'époque des "commandes". R-Q, qui n'avait pas encore la pompe nationaliste à laquelle rêvait sûrement Daniel Johnson, produisait des documents style "Les Oraliens" pour le ministère de l'Éducation. Puis, le 10 avril 73, le CRTC accordait à R-Q ses licences pour diffuser sur réseau UHF (très haute fréquence) une programmation éducative et culturelle.

Dans l'édifice de la rue Fullum, dans les bureaux du président Yves Labonté, on prépare maintenant ce que sera la véritable naissance de Radio-Québec. On a rédigé un "plan triennal" qui trace la voie au développement de ce nouveau réseau de télévision québécois. Or, voici que cette semaine, un organisme populaire, l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA), appuyé par plusieurs autres, a saisi l'opinion publique du "scandale" que constitue l'avenir de Radio-Québec tel que vu par sa direction actuelle. Un premier vrai débat est lancé sur cet organisme gouvernemental qu'on craint, à l'ICEA, de voir devenir un autre SOQUEM.

Une autre usine de rêves?

Partant du principe qu'il est temps de formuler une solution de rechange "face à la dégradation de la télévision de masse", les auteurs du dossier de l'ICEA ("Radio-Québec pour qui?") croient à l'urgence de "substituer à la transmission de la culture officielle la promotion des ressources socio-culturelles des différents milieux".

À l'ICEA, on craint que Radio-Québec, d'après son document de programme, suive le modèle prédominant de télévision de masse qui insiste davantage sur la passivité que sur l'émancipation créatrice des populations qui recevront Radio-Québec. On ne veut pas d'une autre usine de rêves telles que le sont devenues les télévisions au Québec.

La télévision, selon le document, a été neutralisée par le capitalisme et l'on veut sauver Radio-Québec de ce guet-apens. Cette télévision (Radio-Canada), pourtant, a fait passer le Québec d'une société de type tradi-

tionnelle à une société moderne. Des années 54 à 64, la télévision a su répondre au besoin effréné des Québécois de s'ouvrir sur le monde. Mais, selon l'ICEA, "cette puissance de l'image, les spécialistes du marketing et les grands producteurs de biens de consommation n'ont pas été longs à l'identifier". Ce fut alors le début d'une vaste entreprise de récupération qui nous a amenés à cette télévision d'aujourd'hui. La création a été remplacée par le commerce.

Sauver Radio-Québec

La solution, pour l'ICEA, c'est de "sauver", pendant qu'il en est encore temps, Radio-Québec. On reproche à la direction actuelle d'avoir réalisé à l'intérieur de ses murs un "projet" de démocratisation bien timide pour lequel on n'a eu aucun souci de faire participer les citoyens. Choqué, l'ICEA relève qu'en aucun endroit dans le texte du plan triennal de R-Q on ne trouve le mot "participation". Cet oubli est significatif. "Non seulement R-Q n'a pas consulté le public concerné pour arrêter son projet, mais il n'a même pas cherché à l'intéresser à la venue d'un réseau de télévision éducative", dénonce-t-on à l'ICEA.

"On peut difficilement accepter que s'implante au Québec un réseau public de télévision éducative et culturelle qui, tout en étant financé par la collectivité, va cependant demeurer hors de sa portée", soutient le document en accusant R-Q d'avoir "failli à sa tâche d'éducateur populaire en n'informant pas adéquatement la population sur ses projets". On reproche à R-Q cet engagement dans la voie d'une diffusion de masse autoritaire et centralisée qui ne considère l'individu que comme simple consommateur.

Manque de leadership

Virulent, le dossier de l'ICEA affirme que R-Q, plutôt que de profiter de cette période d'incubation et de demi-existence qu'elle a connue depuis 68 pour se rapprocher du milieu, de ses besoins et d'y chercher une autre forme de réalité télévisuelle, est resté étroitement tributaire de la tradition. Une sorte de Radio-Canada démenagée rue Fullum. "Le manque de leadership innovateur et le peu de crédit accordé aux idées nouvelles ont rendu le statu quo inévitable."

On reproche aux réalisateurs d'avoir conservé cette mentalité de carrière et de recherche du chef-d'œuvre caractéristique de l'école de Radio-Canada et de ne pas chercher à expérimenter des formes de participation avec leurs équipes techniques. La participation, à Radio-Québec, c'est "une image morte". Selon l'ICEA, les Québécois attendent autre chose de R-Q que d'être un simple



LE PRÉSIDENT de Radio-Québec, Yves Labonté: la participation, connais pas...

concurrent de TVA et de R-C. On veut un réseau qui donnerait accès aux ondes aux "gens ordinaires".

Reprenant les critiques formulées par les employés syndiqués de R-Q (Opération 300) sur l'autocensure, la bureaucratie, la procédure qui règne dans la boîte, l'ICEA affirme qu'à R-Q "le climat n'est pas à la créativité, à l'audace et à l'ouverture sur la réalité québécoise, mais au contraire à la crainte, à la méfiance, à l'impuissance et au conformisme". Donc, qu'il faudrait un changement radical pour que cet organisme puisse constituer un outil utile au Québec.

"R-Q doit se fixer comme objectif de développer un langage audio-visuel propre aux Québécois et accessible à tous, de revitaliser la culture populaire. Cet objectif vise à sortir la culture populaire de son statut de "culture sous silence". Il vise une libération de la parole, de l'expression sous toutes ses formes. Il faut en arriver à ce que les gens montent eux-mêmes leurs spectacles. R-Q devra susciter des expériences collectives où les professionnels agiront comme personnes ressources."

Réinventer la télévision

L'ICEA suggère, en somme, de réinventer la télévision, et le vrai départ de Radio-Québec leur semble une occasion unique. On veut mettre une collectivité en communication avec elle-même et avec d'autres. Cette démocratisation de R-Q emprunte d'abord, selon le document de l'ICEA, la voie de la régionalisation. On y suggère l'implantation de centres de production régionaux, contrairement à la centralisation à Montréal planifiée par Radio-Québec. Ces centres de production pourraient orienter le

choix des émissions et le contenu des messages véhiculés; permettre à la population d'être impliquée dans la production. À Radio-Québec, on a jugé ces centres trop "coûteux". On construira à Montréal un énorme centre de production ultra-moderne et on desservira les régions via deux roulettes. L'ICEA juge cela scandaleux.

L'idéal à suivre, pour l'ICEA, serait de nommer dans chacune des régions des conseils d'administration qui auront de véritables pouvoirs. Ils seraient composés de représentants de groupes sociaux, de comité des citoyens, des employés de RQ, etc... Ils recevraient un mandat de politique et de programmation générale qu'ils traduiraient en programmation concrète selon les besoins régionaux.

Vers l'impasse?

En conclusion, l'ICEA affirme que R-Q se dirige vers une impasse en adoptant la diffusion de masse traditionnelle. Il y a déjà 4 chaînes de télévision francophones, 2 anglophones, en plus des canaux américains. C'est trop. Et dans ce contexte, R-Q avec ses budgets réduits face à R-C, ne sera pas concurrentiel.

"Dans son orientation actuelle, R-Q ne répond à aucun besoin précis, sauf qu'il va prendre sa place avec du retard au rang des grandes entreprises gouvernementales de la belle époque du "Maitres chez nous" et y connaîtra le même sort: un champ d'intervention limité dans l'intérêt des entreprises étrangères." Sa seule raison d'être, alors, est de devenir "un instrument au service des collectivités et contrôlé par elles, renouveler le rôle social de la télévision".

"Radio-Québec, lit-on à la fin du dossier d'une cinquantaine de pages, doit faire plus que de porter à domicile la culture d'une élite. R-Q doit devenir un lieu d'expression directe pour les communautés locales; un instrument de promotion collective pour la majorité populaire." L'enjeu est de taille et, lance-t-on comme en slogan, "il faut s'opposer à l'orientation actuelle de Radio-Québec".

L'ICEA a pris l'initiative de lancer un débat public sur le projet de Radio-Québec. Un dossier a été réalisé avec l'aide des personnes et organismes suivants: Jacques Cayer (Société internationale d'équipements et de conseils); Normand Cloutier (Journaliste et cinéaste); Fernand Dansereau (cinéaste); Henri Egretaud (Alliance des professeurs de Montréal); Evelyne Roy (Conseil québécois des media communautaires); Philippe Gariépy (Fédération des cégeps); Réginald Grégoire (Télé-Université); Gaston Michaud (Coop d'éducation populaire des citoyens d'Olier); Serge Proulx (Université du Québec); Lina Trudel (ICEA).

SPECTACLES

JEAN LAPOINTE

De la "gaffe" de la Roumanie à la leçon des "Ordres"

par Robert Lévesque

"On ne parlera pas de politique?", nous avait demandé Jean Lapointe au téléphone. On n'a parlé que de ça, chez lui, à Ville Mont-Royal.

"Je ne veux plus m'occuper de politique", expliquait-il avec insistance en affirmant que sa chanson sur "la Roumanie", composée pour le parti Libéral lors des dernières élections, avait été "une erreur" de sa part.

Pourtant, ce même week-end, il faisait rire les libéraux réunis au Grand Théâtre de Québec et il participait à l'Automne-Show (gratuitement) pour les grévistes de la United Aircraft. Et il est relié maintenant au souvenir émouvant de Clermont Boudreau, syndicaliste emprisonné en octobre 70, dans le film "Les Ordres".

Jean Lapointe est désorienté. Comme un bateau qui aurait perdu son gouvernail. L'épisode de la chanson "libérale", il l'avoue, l'a "complètement jeté à terre". "J'ai perdu des amis." Durant un mois et demi, ce fut la dépression. Le Patriote fermait ses portes aux Jérôlas. On les conspuait.

La "gaffe" faillit même lui coûter son second rôle au cinéma. Il avait déjà tourné "OK Laliberté" avec Marcel Carrière, et il avait impressionné. Michel Brault l'avait pressenti pour "Les Ordres". La chanson de la Roumanie passa près d'écarteler Lapointe de ce film. Heureusement, il n'en fut rien.

A peine remis de ses émotions de barde des libéraux, Lapointe devenait, pour les besoins du cinéma, un ardent syndicaliste, père de famille, victime de la loi des mesures de guerre. Il avoue aujourd'hui que ce film l'a bouleversé au plus profond de lui-même. "Imagine-toi donc, avant, quand j'écrivais ma chanson pour les libéraux, j'étais contre ce gars-là, Clermont Boudreau, c'est pas possible!"



JEAN LAPOINTE: "Dans le milieu des artistes, si t'es pas indépendantiste, t'es quasiment clandestin..."

(Photo Michel Elliott)

"Tourner "Les Ordres" avec Michel Brault, je l'avoue, ça m'a ouvert les yeux. Je suis contre ça, ces injustices-là, telles que montrées dans le film, cette façon d'écraser les petits. De jouer un de ces gars-là, ça m'a ébranlé, ça m'a fait réfléchir, et j'ai embarqué à fond. La scène des chips, où je pars à brailler, Brault n'a pas eu besoin de me dire de pleurer, je le vivais, je réalisais que c'était la première communication du gars avec l'extérieur, et je vivais sa révolte."

Il va sans dire que, plongé dans un tel film, vivant avec un tel personnage, et cela après ce qu'il appelle son "incartade" en politique, Jean Lapointe était mêlé. "Ca débarque un gars, dit-il. Je n'aimais plus le Lapointe de la chanson libérale qui était contre Clermont Boudreau."

"Avant le film, je pensais sérieusement que tout ce qui était libéral était correct. Là, je ne le pense plus. Il y a des bons hommes dans le parti libéral, et il y en a ailleurs aussi."

Désorienté, Jean Lapointe n'est pas pour autant devenu indépendantiste ou péquiste ou quoi que ce soit. Il ne veut plus parler de politique. En d'autres mots, il veut réfléchir en paix. S'il est allé appuyer les gars de la United Aircraft, c'est à cause du "côté humain" de cette situation. Il avoue être du côté de ces grévistes et croire que le gouvernement Bourassa doit faire quelque chose pour "raisonner" les boss américains de cette compagnie.

S'il est allé au dîner-bénéfices des libéraux, c'est que pécuniairement c'est intéressant et que le contrat était

signé depuis plus d'un an. "Je n'irais sûrement pas bénévolement", affirme-t-il.

Jean Lapointe, né à Price, près de Mont-Joli, est de famille libérale. Son père, Arthur-J. Lapointe, fut député libéral de Matapédia-Matane à Ottawa de 1935 à 1945. Il était le petit cousin d'Ernest Lapointe. "Je relis parfois les discours de mon père, et j'avoue qu'aujourd'hui je serais fier de lui s'il refaisait les mêmes. C'était un homme intègre, trop peut-être, puisqu'il a finalement abandonné la politique parce qu'il trouvait ça trop mal-propre."

"J'ai toujours été influencé par les idées de papa. Je me souviens d'une fois où il avait aidé un gars à sortir de prison. Peu de temps après, ce gars-là lui avait volé quelque chose et mon père l'avait aidé à ressortir de prison."

Son père, aujourd'hui, serait-il dans le parti Libéral? "C'est une maudite bonne question, répond-il, mais je sais pas trop quoi dire à ça. Mais mon père, c'est un des plus grandes bonhommes que j'ai connus. Il était toujours dans l'opposition, du temps de Duplessis."

"C'est comme pour un comique, il faut toujours attaquer ou se moquer de ceux qui ont le pouvoir, dans le fond, si on veut faire rire, c'est pour ça que ma chanson contre l'indépendance et le PQ n'a pas fait rire du tout. C'est une maudite leçon, mais n'en parlons plus."

Lapointe, libéral (jusqu'à un certain point maintenant), avoue qu'il est difficile dans le milieu artistique où il vit d'être autre chose qu'indépendantiste. "Quand tu es artiste au Québec, si tu n'es pas au PQ, tu es quasiment clandestin. Mais ça, c'est normal, j'en veux pas à personne. Je regrette juste qu'on m'ait tombé dessus si raide, dans tous les journaux, après ma chanson pour les libéraux."

"Quand j'ai vu des gens comme Vigneault, comme Pauline Julien, Raymond Lévesque, qui sont des amis, des gens que j'aime, quand je les ai vus se lever, parler pour les idées politiques auxquelles ils croient, j'ai cru que je devais me lever aussi et dire ce que je pensais. Je l'ai mal fait, c'est tout. Je me suis trompé. Mais mes vrais amis, comme Raymond Lévesque et Pauline, je ne les ai pas perdus."

"Je suis trop sensible pour la politique, avoue Jean Lapointe tout en riant que l'on ait parlé que de ça durant l'entrevue. C'est ben la première fois que ça m'arrive." Et puis il laisse tomber, grave: "Si un jour, la majorité des Québécois croit qu'il est temps d'acquiescer notre indépendance, je ne me sauverai pas. Je resterai là, parce que je suis d'abord et avant tout Québécois, et que je me sacrer des Anglais, et que je suis heureux ici, et que je resterai quoi qu'il arrive. Et quand je le croirai moi aussi, je me leverai pour le dire."

"J'ai eu le temps de réfléchir pendant que je tournais "Les Ordres", dit-il, je crois que la situation est pourrie mais qu'on peut encore la régler sans se séparer du Canada. Je crois toujours aux "grands pays", la force est dans la dimension, on va avoir besoin de pétrole, eux d'électricité, etc..., mais Michel Brault, un homme que j'adore, m'a dit qu'il m'expliquerait un jour quelle est notre chance de vivre dans un petit pays. J'ai ben hâte de voir..."

LES PRODUCTIONS BEAU BEC PRÉSENTENT

EN SPECTACLE **OUTREMONT**
au cinéma 1248 Bernard 277-4145

<p>FÉLIX LECLERC</p> <p>25, 26 oct. 8h. \$2.50</p>	<p>LES SÉGUIN</p> <p>25, 26 oct. 10h30 \$2.50</p>
<p>OCTOBRE</p> <p>31 oct. 7h30 \$2.50</p>	<p>JEAN-GUY MOREAU</p> <p>14 déc. 7h30 10h \$2.50</p>

billets EN VENTE au cinéma et à L'ALTERNATIF

NE SOYEZ PAS DÉÇUS!
ACHÉTEZ VOS BILLETS DÉS MAINTENANT!

La Compagnie **Jean Duceppe** inc.

en collaboration avec **CMS** présente

de **TENNESSEE WILLIAMS**
UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR
traduction de GUY DUFRESNE
mise en scène OLIVIER REICHENBACH

avec **HELENE LOISELLE**

MICHEL FORGET
ANDRÉE BOUCHER
SOPHIE CLEMENT
AUBERT PALLASCIO
JACQUES GALIPEAU

JEAN-DENIS LEDUC
PAUL SAVOIE
MARC MESSIER
MARTINE ROUZIER
LOUISE ST-PIERRE

décor
GUY NEVEU
costumes
FRANÇOIS BARBEAU
musique originale
MICHEL HINTON
éclairages
MICHEL BEAULIEU

"Un tramway nommé désir", est à voir absolument
HELENE LOISELLE dans un rôle exceptionnel... nous livre la performance de sa carrière.
Jack KAPICA The Gazette
Le travail fait par HELENE LOISELLE dans la nouvelle production de la Compagnie Jean Duceppe est une véritable performance.
M. DASSYLVA La Presse

THÉÂTRE PORT-ROYAL
PLACÉ DES ARTS Montréal L2Y (Québec) Tél. 342-2112

OCTOBRE

LE 31 OCTOBRE à 7 H 30

OCTOBRE
vous présentera
à l'Outremont un
SUPER-SHOW
de musique délirante.
Vous y entendrez aussi
leurs toutes
dernières nouveautés
musicales
surexcitantes.

CINEMA

"Montreal Main" et "I.F. Stone's Weekly"

Quand le cinéma canadien-anglais devient intéressant...

par Robert Lévesque

L'automne 74 aura révélé aux cinéphiles québécois (ou autres) l'existence de deux cinéastes canadiens-anglais (montréalais même) de grande valeur. Le cinéma "canadien" étant si morne (ou si calqué sur son voisin américain), il va sans dire que ces deux révélations sont importantes, et réjouissantes. Frank Vitale, 28 ans, habitué du Vidéographe de la rue Saint-Denis, a réalisé un premier long métrage, "Montreal Main", que l'on peut voir (que l'on doit voir!) à l'Élysée. Jerry Bruck Jr., jeune Montréalais qui a étudié aux États-Unis, a filmé là-bas un personnage captivant, le journaliste I.F. Stone. On peut voir son film à l'Outremont. Deux rendez-vous d'importance.

"Montreal Main"

On n'avait pas vraiment vu ce Montréal-là au cinéma: la rue Saint-Laurent vue de l'ouest. Limites: de la place Alexis-Nihon jusqu'au restaurant aux fameuses "smoked meat", "Chez Schwartz", sur la Main. On y vient parfois de NDG, de Toronto ou de New York, on est en rupture de Westmount, on vit sans trop savoir pourquoi. On se nourrit de hot dogs d'un bord, on fréquente les clubs de la rue Crescent ou Stanley de l'autre. Langue en usage: l'anglais.

Il y a un village anglophone en plein coeur de Montréal. Un Greenwich démuné de jazz, disséminé à des coins de rue aussi hétéroclites que Peel-Sainte-Catherine. On s'en échappe, le dimanche, en montant sur la montagne. C'est dans cet univers mi-américain mi-canadien, monténéralais à sa façon, terre promise de la loi 22, que Frank Vitale, indigène de cette ville insolite, a situé son premier film.

"Montreal Main" est un film "neuf" à deux points de vue, tout au moins. D'abord, il s'agit d'un film sur l'homosexualité. On connaît les oeuvres d'Andy Warhol, on a vu "Mort à Venise", ce sujet n'est pas nouveau au cinéma. Mais avec Vitale, il est traité pour la première fois ici, et avec une sobriété, une absence de concessions étonnantes. Dans le temps, avec "Délievez-nous du mal" de Jasmin et Jean-Claude Lord, on abordait timidement la question. Là, c'est avec franchise, simplicité, naturel, que

l'on montre une relation homosexuelle à l'écran. "Montreal Main" est un film dégage, détendu. Un film fait par des gens qui sont plus des amis que des gens qui travaillent ensemble à faire un film.

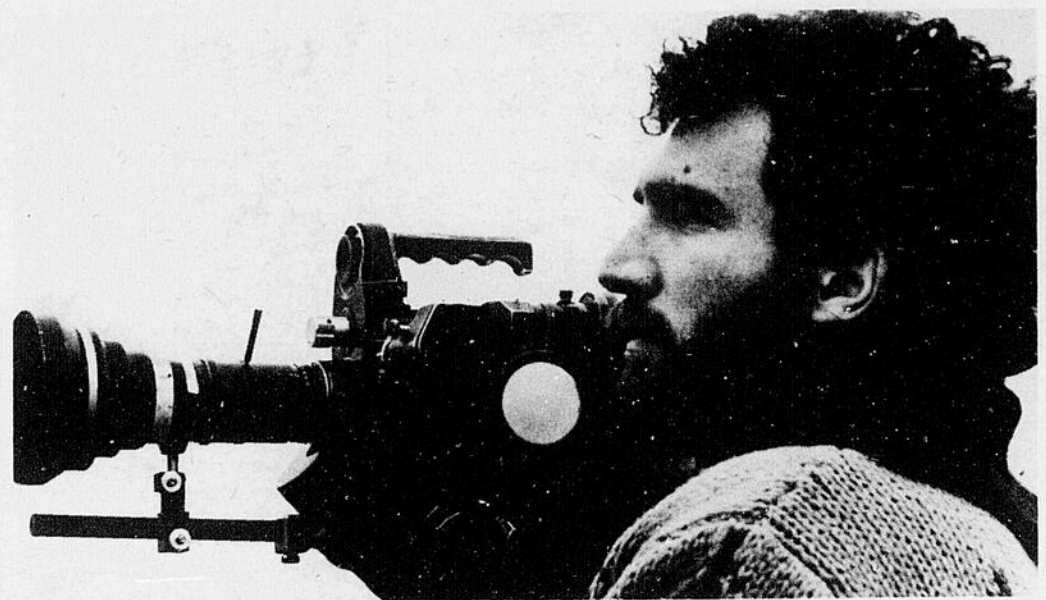
"Montreal Main", c'est aussi un film urbain. Un film tourné dans la rue. Ils sont rares, au Québec, les films qui descendent dans la rue. On tourne toujours en intérieur, chez nous. Seul "OK Liberté", peut-être, respirait autant que "Montreal Main" à ce niveau. Arcand, Jutra, Carle tournent tous dans nos cuisines, nos salons, nos meublés. "Montreal Main", avec des images superbes, des couleurs chaudes, nous fait découvrir des rues, nous emmène dans les rivières de néons, nous fait courir à grandes enjambées.

Film sur le respect, le respect des autres, le respect de la vie. "Montreal Main" fait singulièrement penser à deux autres films qui étaient aussi des premiers films et des réussites. "A tout prendre", de Claude Jutra, pour le côté autobiographique (Frank Vitale se filme lui-même et ses amis dans leurs propres rôles, aucune relation n'est changée) et la confiance intime, et "Goin' Down the Road", de Son Shebib, où, pour l'une des rares fois, on était en présence d'un document authentique, spécifique, sur les Canadiens anglais. Ces trois films sont des oeuvres où l'on s'interroge et, comme dit Frankie à Bozo, à la fin de "Montreal Main", "je pense... que je ne sais rien..."

Frank Vitale et ses amis, qui avaient commencé ce film en faisant un pré-tournage sur bande vidéo, n'avaient que \$2,000 en poche. Se rendant compte de la valeur du premier jet, ils ont ramassé \$17,000 à droite et à gauche pour tourner en 16mm. A la fin, le film avait coûté \$86,000, dont \$66,000 de dettes. Dans une industrie où il faut au moins \$300,000 pour réaliser un film qui aura une chance d'être lancé, "Montreal Main" représente une victoire importante. D'autant plus que le film de Vitale est supérieur à bien des films à gros budgets.

"I.F. Stone's Weekly"

Depuis quelques semaines, le cinéma Outremont (qui, soit dit en passant, a



FRANK VITALE derrière la caméra: une victoire sur l'industrie du cinéma.

une programmation d'automne fantasmagorique) présente un documentaire d'une heure sur le journaliste américain Isidore Feinstein Stone, qui a pour titre "I.F. Stone's Weekly".

Le réalisateur, Jerry Bruck Jr., est Canadien anglais et il habite Montréal. C'est lors de ses études aux USA qu'il fit la connaissance de ce sympathique personnage qui hante les milieux journalistiques de Washington et de New York depuis des années. Durant trois ans, lorsque l'occasion se présentait, il a filmé I.F. Stone. Au travail, en conférences, chez lui. Et il a réuni des documents filmiques sur les principaux faits d'actualité qui ont intéressé Stone. La guerre du Vietnam, le président Johnson, Nixon etc...

Il en ressort un document impressionnant sur la carrière d'un homme qui s'est toujours battu, comme les plus grands journalistes, pour la vérité. "Il est une chose que vous devez savoir, dit Stone à des journalistes au début du film, c'est que tous les gouvernements sont composés de menteurs. Si vous n'en êtes pas convaincu, vous ne serez pas un bon journaliste."

A l'époque du macarthysme, I.F. Stone fut mis sur la "black list" des journalistes de Washington. Sans attendre, il fonda son propre journal, un hebdomadaire, qui a atteint jusqu'à 70,000 abonnés, dont Bertrand Russell et Jean-Paul Sartre. Le regard de Jerry Bruck sur I.F. Stone est empreint de respect. Le personnage n'en méritait pas moins.



ON NE DIT PLUS UN DICTIONNAIRE...
ON DIT UN ROBERT

CINÉ-GUIDE

A ignorer: •
A voir à la rigueur: *
A voir: **
A voir absolument: ***
Chef-d'oeuvre: ****

	Jean-Pierre Tadros LE JOUR	Luc Perreault LA PRESSE	Robert Lévesque QUEBEC-PRESSE	Martin Malina MONTREAL STAR	Gilles Marsolais RADIO-CANADA
Les Ordres (Michel Brault) à la Place Ville-Marie	****	***	****	***	****
Rétrospective Bergman au 2001	****	***	****	***	***
Lacombe Lucien (Louis Malle) au Festival	***	**	****	***	**
Rendez-vous à Bray (André Delvaux) à l'Outremont	***	*	***	***	***
Montréal Main (Frank Vitale) à l'Élysée	***	**	***	****	*
I.F. Stone's Weekly (Jerry Bruck Jr.) à l'Outremont	***		***	***	***
Chinatown (Roman Polanski) à la Place Ville-Marie	***	*	***	***	**
Un soir, un train (André Delvaux) à l'Outremont	***	**	**	**	**
La Classe ouvrière va au paradis (Elio Pétri) à l'Outremont	**	*	**	**	*
Les Beaux Dimanches (Richard Martin) au cinéma de Paris	*	**	*	*	**
Le Trio infernal (Francis Girod) au Chevalier	***		**	**	
Juggernaut (Richard Lester) au York	**	•	•	**	*
Jetons les livres... (Shuji Terayama) à l'Outremont	•	*		**	*

QUEBEC-PRESSE

à domicile
381-9936



4809
Marquette,
près boul.
St-Joseph

521-8786

L'atelier-galerie
Laurent Tremblay

EXPOSITION
Artistes
ROBERT
ROUSSIL

Ouvert 1 hre P.M.
à 6 hres P.M.

Sauf lundi et vendredi
jusqu'à 9 hres

La répression des écoliers

par Micheline Lachance

"Nous sommes dans une maison de correction, pas d'escapades, pas de pardon, seulement du châtiement. On traite les étudiants comme des repris de justice".

"Je trouve que cette école est une dictature." "Pour beaucoup, et surtout pour moi, les deux ans que nous passons ici me sont un véritable enfer où nous nous retrouvons dans un état d'asservissement total d'où il nous est impossible de nous sortir."

"Je me demande comment il se fait qu'un homme accepte d'enseigner à des gars qui ne pensent qu'à s'évader de leur camp de concentration commandé par un Führer."

Ils sont 756 garçons et filles d'une école québécoise qui en compte quelque 900 à dénoncer la répression qu'ils subissent dans la vie de tous les jours. Les éditions Québécoises ont réuni quel-

ques-uns des témoignages de ces étudiants dans un livre intitulé "L'école aux mains des colonels". Ces opinions ont été recueillies grâce à un sondage effectué auprès des étudiants par les membres de leur conseil. Les résultats de ce sondage sont concluants: ça ne tourne pas rond à l'école. A l'unanimité ou presque, les étudiants se plaignent du fait qu'à l'école, tout est déshumanisé. On prend les élèves pour des machines IBM diront certains. C'est une fabrique de robots déploreront les autres. L'atmosphère est tendue: "On veut nous la fermer" et ainsi de suite.

Rien d'étonnant à cela. Les étudiants ne sont-ils pas d'éternels contestataires? Peut-être bien. Chose certaine les témoignages qu'on peut lire dans cette plaquette valent bien des études scientifiques. Ils révèlent non seulement le taux d'insatisfaction généralisé mais aus-

si le climat malsain qui règne à l'école. Les propos rapportés sont parfois gauches: ils ont été publiés tels quels, sans correction. On y voit clairement que l'étudiant se sent de trop. On le "tolère" à la condition qu'il se soumette aux normes du système. "Y faut rien dire, y faut rien faire", c'est ce qu'on dit aux étudiants.

Et cela, c'est évidemment pour leur bien. Ce sondage a été effectué l'an dernier à la mi-novembre. On devine que le conseil des étudiants qui a voulu connaître les préoccupations des étudiants espérait, voyait déjà comme une chose faite les changements nécessaires pour assainir le climat. Rien n'a changé. Ils se sont découragés et démissionnèrent sans bruit, quelques mois plus tard. "La bonne marche de l'école" telle que la conçoit la direction était sauve. Il ne reste donc aujourd'hui que ce petit livre qui

nous rappelle un peu que notre nouveau système d'éducation n'a pas changé grand chose même s'il a coûté des millions.

Il nous reste aussi plus de trente caricatures signées Bernard Chapleau dont les dessins publiés à chaque semaine dans le magazine "Perspective" de la Presse sont fort bien connus. Chapleau a regardé l'école avec des yeux d'étudiants. Il traduit dans ses dessins les préoccupations des jeunes. Dans plusieurs cas, les commentaires sont superflus.



Le 22 octobre, un livre qu'il faudra lire à tout prix

POLICE ET POLITIQUE AU QUEBEC

de Guy Tardif
préfacé par Guy Rocher

Arranges-toi pour donner assez de tickets pour couvrir tes dépenses... du moment que t'en donnes pas à ceux qui sont de notre bord...

Les promotions, ça se faisaient pas selon tes connaissances, mais selon que t'avais un bon poteau ou pas... si t'étais ben accoté, tu pouvais faire n'importe quoi, tu grimpais vite, pis t'étais pas mouvable.

L'AURORE

221 ouest, rue Saint-Paul,
Montréal
Tél.: 844-8764

500 pages grand format \$13.95

semence du peuple **défolement**

Prix \$1.00 l'exemplaire
En vente chez votre libraire OU
LES GRANDES EDITIONS DU QUEBEC INC.
3555 rue Monselet, Mt-Nord H1H 2A5

J'inclus la somme de NOM

pour les livres suivants: DEFOLEMENT \$1.00
LA PERLE DE GENE \$1.95

ARGENT COMPTEUR mandat poste ou chèque (si C.O.D.) J'accepte de payer les frais de poste

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

CARON LIBRAIRE

C'EST VRAI! CE SERA TOUTE UNE LIBRAIRIE

Voyez déjà au 2e étage les centaines de rayons de livres français neufs et d'occasion.

CARON
LIBRAIRIE
251 est, Ste-Catherine
845-5698
LA LIBRAIRIE A CONNAITRE

LE QUEBEC PRÉFACE René LEVESQUE
Président du Parti Québécois
Averti-propos Claude RYAN
Directeur du journal "Le Devoir"

L'AMERIQUE LATINE PRÉFACE Miguel-Angel ASTURIAS
Prix Nobel de littérature 1968

L'histoire de la Liberté

Des pays qui fabriquent leur liberté

S'adresser à 9670, rue Pélouquin
Montréal H2C 2J4

Nom.
Adresse.
Ville.
Profession.

A voir, à lire, à écouter

cinéma

Zagreb 74

Du 29 au 31 octobre, la Cinémathèque québécoise présentera un choix de 54 films parmi ceux qui ont été projetés aux 2es Journées mondiales du cinéma d'animation tenues à Zagreb du 10 au 15 juin dernier. En quatre séances, on verra des films hongrois, yougoslaves, américains, anglais, canadiens, soviétiques, allemands, grecs, etc... Au 1700 Saint-Denis.

Bergman au 2001

Toute la semaine, le cinéma 2001 (855 Décarie nord) présente des films du grand cinéaste suédois. On verra entre autres "Les visages sauvages", "Le visage", "La source" et "A travers le miroir". A ne pas manquer.

André Delvaux à l'Outremont

Dimanche et lundi, les 27 et 28 octobre, la chance de voir deux films du meilleur cinéaste belge: "Un soir, un train", réalisé en 68 avec Yves Montand et Anouk Aimée - et "Rendez-vous à Bray", réalisé en 71 avec Anna Karina et Mathieu Carrière. Un cinéaste des plus particuliers.

"Les ordres"

Le film de Michel Brault a soulevé d'enthousiasme toute la critique québécoise. Ce regard intime sur un aspect de la crise d'octobre 70, les emprisonnements injustifiés, possède une force étonnante. Un très grand film qui consacre Michel Brault comme l'un des premiers cinéastes québécois. A ne pas manquer, au Pigalle, au Rivoli, au Charlot (à Longueuil), au Laval et au Versailles.

théâtre

"Woof woof"

La pièce d'Yves Hébert-Sauvageau prend l'affiche du Gesù les jeudis, vendredis et samedis à minuit. 24 comédiens, dont Gilles Renaud, Jean-Louis Millet-



LOS CALCHAQUIS, un groupe de musique folklorique sud-américaine, seront les invités de Vedettes en direct le mardi 29 octobre à 20h.30.

te et Mirielle Lachance, sont dirigés par André Montmorency, dans un décor de Michel Catudal et une chorégraphie de Jack Ketchum. Une production de la Nouvelle Compagnie théâtrale.

"Dis-moi qu'y fait beau, Méo!"

La revue de Jacqueline Barrette remporte un succès tel que la direction du Patriote a décidé d'en prolonger les représentations jusqu'à la fin de novembre. On dit que c'est le meilleur Barrette.

"A toi pour toujours, ta Marie-Lou"

La meilleure pièce de Michel Tremblay dans une mise en scène de Brassard revue et corrigée pour la Nouvelle Compagnie théâtrale. Décor de Guy Neveu. Béatrice Picard et Gilles Pelletier, Dorothee Berryman et Ginette Morin prennent la relève de Loïse, Villeneuve, Lafontaine et Guilbault. Au Gesù.

"Le Dybbuk"

Le Manitoba Theatre Centre commence à Ottawa, au Centre National des arts, une série de représentations d'un conte du folklore juif adapté pour le théâtre par Sholem Ansky. John Hirsch a signé la mise en scène. La troupe viendra à Montréal, au Saidye Bronfman.

télévision

Los Calchaquis

A Vedettes en direct (Radio-Canada, le mardi 29 octobre à 20h30), on entendra la musique folklorique sud-améri-

caine du groupe Los Calchaquis. Trois Argentins, un Paraguayen et un Chilien qui jouent merveilleusement de la flûte indienne.

Bébés éprouvettes

Une émission de Femme d'aujourd'hui sera consacrée, le mardi 29 octobre à 13h30, à la question de l'insémination artificielle. Réalisée par Jac Ségard, cette émission réunira toute les informations sur le phénomène des "bébés éprouvettes". Côté scientifique et côté humain. Avec des médecins et des avocats, et avec des couples.

La Presse et Radio-Canada

Monsieur B, cette émission animée par l'ex-Boubou Jacques Boulanger, fêtera le 90e anniversaire de fondation du "plus grand quotidien français d'Amérique". Maurice Dubois a réuni une pléiade de vedettes, de Patsy Gallant à Monique Leyrac. On ne sait pas si M. Roger Lemelin viendra faire son petit numéro...

"Désirs humains"

Pour ceux qui reçoivent les émissions de Radio-Québec, il ne faudra pas manquer la projection d'un film réalisé par Fritz Lang aux Etats-Unis avec Glenn Ford, Gloria Graham et Broderick Crawford. Le film sera suivi d'une table ronde en studio.

"I.F. Stone's Weekly"

Le film de Jerry Bruck Jr., que l'on peut voir depuis quelque temps à l'Outremont, sera projeté au canal 6,

le dimanche 27 octobre à 22 heures. Il s'agit d'un documentaire sur le plus original et le plus sympathique des journalistes américains.

spectacles

Serge Lama

En février dernier, il a triomphé à l'Olympia, cette salle qui fait ou défait des carrières. Serge Lama a subjugué ses compatriotes et il essaiera d'en faire autant avec les Québécois. Il leur amène une trentaine de chansons, au théâtre Maisonneuve, les 29, 30 et 31 octobre.



SERGE LAMA, la nouvelle vedette de la chanson française, à Maisonneuve, les 29, 30 et 31 octobre.

Octobre

A l'Outremont (1248 ouest, Bernard), le jeudi soir 31 octobre, on a rendez-vous pour fêter l'Halloween avec le groupe Octobre. Aux percussions: Pierre Hébert. Aux guitares: Jean Dorais. Au clavier: Pierre Flynn et à la basse: Mario Légraré. A 19h30. Le groupe en profitera pour lancer son deuxième microsillon.

Edith Butler

En 64, à la télévision d'Halifax dans une émission intitulée "Sing Along Jubilee", il y avait deux débutantes: Anne Murray et Edith Butler. La première est devenue une grande vedette au Canada. Pour



EDITH BUTLER à Maisonneuve: un rendez-vous avec la chanson et l'Acadie.

la seconde, la route est plus longue. Après des détours par Vancouver, la Louisiane, le Japon et le festival de Mariposa (où elle a chanté aux côtés de Dylan), Edith Butler a retenu l'attention du Québec avec une très belle chanson: "Avant d'être dépaycée". C'est l'Acadie, sa patrie, que nous irons entendre au Maisonneuve, les 2 et 3 novembre.

Bruce Cockburn

Au Maisonneuve pour un seul soir, le 1er novembre, un chanteur canadien-anglais qui a beaucoup de talent: Bruce Cockburn.

La Relève-Québec au Plateau

Le samedi 2 novembre, les jeunes artistes de la Relève-Québec envahiront la scène du Plateau pour une nuit de musique. On y verra Beau Dommage, les Mimes Electriques, Contraction, le comédien Reynald Bouchard, Gilles Garant le violoneux découvert au "Son des Français d'Amérique" et le Capitaine No.

galeries

Maillol à la Place Ville-Marie

Le Musée des Beaux-arts de Montréal a prêté à la Banque Royale du Canada un bronze d'Aristide Maillol, le maître sculpteur du nu féminin. "Torse de jeune femme" est exposé à la succursale de la banque à la Place Ville-Marie. Le Musée en avait fait l'acquisition en 49, cinq ans après la mort de Maillol.

Coup d'oeil

Une nouvelle galerie, Coup d'oeil, ouvre ses portes au 3443 Saint-Denis. Dix-huit artistes y exposent actuellement leurs travaux. La galerie est dirigée par Raymonde Lorrain et Claudette Lamoureux.

Dumouchel et Dorais

La Maison des arts

(La Sauvegarde) présente jusqu'au 10 novembre des gravures récentes de Suzanne Dumouchel et des oeuvres en macramé d'Huguette Dorais. Au 160 est rue Notre-Dame.

Art 74

Soixante-quatre artistes canadiens et 111 oeuvres: voilà "Art 74", une exposition-vente organisée par le comité bénévole du musée des Beaux-Arts de Montréal aux Galeries d'Anjou du 31 octobre au 9 novembre.

livres

Les îles de la Madeleine en photos

Kéro, photographe-portraitiste de profession, a passé un été aux îles de la Madeleine. Ce fut le coup de foudre. Elle en a ramené des trésors de photos. On trouvera les meilleures dans un album intitulé "Les îles de la Madeleine, souvenirs d'un été". Publié à l'Étincelle.

Le café Saint-Vincent

"Je t'attends au café Saint-Vincent". Il s'agit du premier recueil de chansons de Pierre Rochette publié aux éditions Go-rébec.

"Les Francémoyens"

Des nouveaux dessins de Charmoz, "Les Francémoyens", édités chez Dargaud. Un album consacré aux manies des Français.

"La grande peur d'octobre 70"

Les éditions de l'Aurore lançaient la semaine dernière un ouvrage consacré à la crise d'octobre 1970, signé Jean Provencher. Un peu dans la même veine, ils proposent maintenant "Police et Politique au Québec" de Guy Tardif. Voici un court extrait: "J'ai eu de mes policiers... qui étaient des organisateurs d'élections... des fiers-à-bras qui allaient faire des élections un peu partout au Québec."

QUEBEC-PRESSE 381-1385
9670, rue Pélouquin,
Montréal, P.Q.

A toutes les associations ou groupements coopératifs.

Vous êtes invités à participer à notre supplément

5e anniversaire

Remplissez le coupon ci-dessous:

NOS TARIFS

1 page:	\$360.00
3/4 page:	\$270.00
2/3 page:	\$240.00
1/2 page:	\$180.00
1/3 page:	\$120.00
1/4 page:	\$ 90.00
1/5 page:	\$ 72.00
1/8 page:	\$ 45.00
1/16 page:	\$ 25.00
1/32 page:	\$ 15.00

1,248,850 «culs su'l bord du Cap Diamant ... on a jaser un p'tit bout d'temps avec le grand...

- Jean-Benoit Gerkens (Belgique)
- Gervais Bumako (Burundi)
- Evele Hamadou (Cameroun)
- Karidia Coulibaly (Côte d'Ivoire)
- Barnabé Bio (Dahomey)
- Adèle Mengue (Gabon)
- Brierre Mars (Haïti)
- Dramane Traore (Haute-Volta)
- Geneviève Clarenc (Ile Maurice)
- Mabil Saleh (Liban)
- Josy Polfer (Luxembourg)
- Oumou Soulake (Mali)
- Roger Favarel (Monaco)
- Idé Barmou (Niger)
- Timothé Gbandbandimba (République Centrafricaine)
- Célinstin Karorero (Rwanda)
- Mberfoloum-Mekonodsi (Tchad)
- Dieudonné Katanga (Togo)
- Jean Razafimahifa (Madagascar)
- Ali Memmi (Tunisie)
- Vuong Tuan Phong (Vietnam)
- Denise Titley (Canada)
- Claude Ferragne (Québec)
- Danielle Notot (France)
- Fatou Sissokho (Sénégal) et

Jos MontFerrand»

Félicitations à toute l'équipe rassemblée autour de M. Richard Drouin, président et M. Pierre Lefrançois, directeur général de la Société d'Accueil du Festival International de la Jeunesse Francophone.

Merci à tous les Québécois qui ont répondu chaleureusement à notre appel.

L'agence de publicité de la Super Franco Fête

 **COSSETTE ASSOCIÉS COMMUNICATION-MARKETING**



Vos cartes
d'affaires
et les
petites
annonces

Michèle
Simard

381-1385

A ceux qui sont intéressés d'encourager Québec-Pressé et un coopérateur: vendrait pour un besoin monétaire 10 parts sociales de Québec-Pressé pour une valeur de \$250.00.
L. Desrochers
524-2607.

AUX LECTEURS DE QUEBEC PRESSE

"Afin de mieux vous servir"

Québec Presse est-il disponible ou en quantité suffisante chez votre dépositaire habituel;

Aidez-nous à ajuster notre distribution en remplissant le coupon ci-dessous et faites le nous parvenir à:

Québec-Pressé,
9670, rue Pélouquin,
Montréal 358.

NOM DU DEPOSITAIRE

ADRESSE:

TEL.: VILLE:

QUANTITE INSUFFISANTE

NOUVEAU DEPOSITAIRE

REMARQUES:



Les Enseignants sont dans l'vent!
je m'abonne au journal

Les Enseignants

mensuel d'information pédagogique
siège social: 767, rue Demers, Saint-Jean, Q.F.

«LES ENSEIGNANTS»
un auxiliaire pédagogique
fidèle
paraissant 10 fois, par an,
de septembre à juin,
pour seulement \$3.50 par
année.

Abonnement par la poste à 767, Demers, Saint-Jean, Q.

Ci-joint mon chèque au montant de \$3.50 pour

mon abonnement

mon renouvellement

Mon nom

Adresse

Ville Code postal

Etat ou Province Tél:

La chasse aux chevreuils

Allons dans l'île...

par **Gérald Godin**

ANTICOSTI: 65,000 chevreuils environ. Quinze cents (1500) chasseurs par année y récoltent environ 3,000 bêtes. La rumeur veut qu'à Anticosti il y ait tellement de chevreuils qu'on les choisit. La rumeur veut aussi qu'on chasse juché sur un camion, comme un cardinal en vacances, qu'on n'ait qu'à appuyer sur un bouton pour faire surgir un gros "buck" sur le bord de la route et qu'il suffise alors d'épauler, de viser et de tirer pour se retrouver en possession d'un trophée à dix ou douze pointes.

Foutaises que tout cela! Après deux voyages de chasse dans l'île d'Anticosti, une seule chose est certaine: il y a du chevreuil là-dedans! J'en ai vu cette année et l'an dernier une bonne trentaine, tandis qu'en six ans de chasse au Québec je n'en avais vu que deux, dont un seul tirable, probablement manqué à cause de la célèbre "fièvre du chevreuil".

Toutefois, il faut préciser que sur les soixante (60) chevreuils vus à Anticosti en deux semaines, seulement neuf (9) d'entre eux étaient "tirables", les cinquante-et-un (51) autres étaient "sur le fly". Et sur les neuf (9) tirables il s'agissait dans tous les cas de femelles, tandis que sur le total de soixante, (60) un seul était un mâle empanaché.

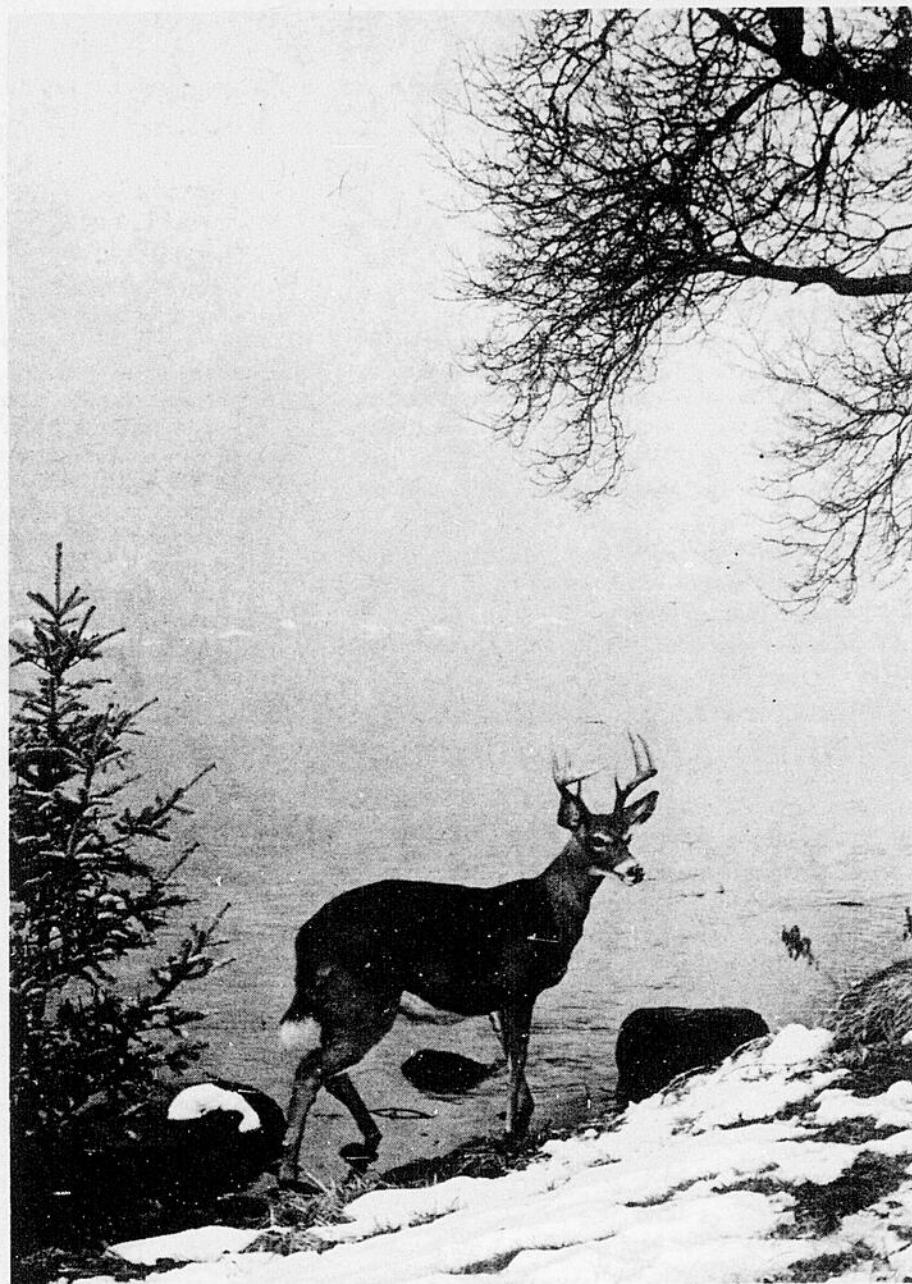
L'an dernier, j'avais fait ma chasse les trois premiers jours: deux (2) femelles de poids moyen. Cette année, à la recherche du "gros buck", comme on dit, j'ai décliné de tirer sur quatre (4) chevreuils et je n'en ai tué qu'un seul. Grossière erreur de ma part, par conséquent.

La réalité est plutôt celle-ci: de deux choses l'une: ou vous chassez du haut du camion, ou vous faites de la chasse fine assez profondément dans le bois.

Si vous chassez au camion, vous verrez plus souvent qu'autrement, un chevreuil traverser le chemin devant vous. Vous descendrez sur la pointe des pieds dans le bord du bois pour le voir s'enfuir dans les bosquets épais de résineux qui recouvrent la majeure partie de l'île. Si vous êtes très chanceux, il s'immobilisera sous le couvert des arbres, à environ 50 ou 100 pieds de la route, tablant sur son camouflage naturel, et vous le verrez bien arrêté, poigné par le fixe pendant une vingtaine de secondes. Ceux-là sont les plus faciles.

Si vous chassez dans le sous-bois, à la chasse fine, vous pourrez marcher pendant six heures, voir six chevreuils à la course et ne pouvoir en tirer aucun. Si vous voulez les surprendre, il faut que soient réunies un certain nombre de conditions: vous devez être d'une patience extrême, avoir de très bons yeux, l'habitude de distinguer dans le sous-bois un morceau de pelage de chevreuil, savoir marcher sans faire du bruit malgré le tapis de branchettes qui recouvrent toute l'île et bénéficier d'un terrain détrempé par une bonne pluie ou recouvert d'une neige humide qui vous permettra de circuler sans bruit. Si toutes ces conditions sont réunies, vous aurez probablement la chance de surprendre dans son propre habitat une des plus belles bêtes de toute la création: un chevreuil.

J'ai eu cette chance cette année, après une marche de deux heures sous la pluie et dans les fondrières inondées, lorsque, rampant presque sur la butte où les traces récentes de chevreuil étaient nombreuses, une femelle surprise m'a fixé pendant une longue demi-minute avant de partir comme une flèche dans le couvert le plus près. Je n'ai pas tiré. Ma chasse se trouvait faite et mon plaisir aussi



grand que si j'avais dégusté la bête à souper.

Anticosti, c'est donc ça. La chasse, comparativement au Québec, y est simplifiée du fait qu'on y trouve quand même du chevreuil. On sait qu'il y en a. Il faut donc toujours être aux aguets, car il est souvent là où on ne l'attend pas et il surprend autant qu'il est surpris. Quand après 4 heures de chasse, vous n'en avez vu aucun et que vous maudissez le ciel et la terre, vous pouvez être sûr qu'au moment même où votre attention tombe, il vous en surgira un dans

la face. Et dans le quart d'heure qui suit, vous risquez d'en voir une douzaine. Puis plus rien pour un autre quatre heures.

Ce mélange constant de tension et de surprises, c'est probablement la cause première de la fièvre du chevreuil. Le docteur Selye devrait étudier ce stress-là. Quand la bête miraculeuse apparaît, la patate se met à sauter en démon.

Ceux à qui ce stress arrive ne peuvent plus s'en passer. Ils en rêvent avant l'ouverture de la chasse l'année suivante. C'est la grâce que je vous souhaite, ainsi soit-il. ●



L'équipement sportif au Québec Un piètre tableau

Le comité d'enquête sur la condition physique des Québécois fournissait dans son rapport un inventaire des équipements qui existent actuellement au Québec pour la pratique des activités de sport et de loisir. M. Phaneuf dans son discours citait ces chiffres qui sont révélateurs du piètre état dans lequel on se trouve en ce domaine.

Nous disposons de 2.000 parcs urbains, soit un par 3,388 habitants.

Les 1,050 centres de loisir donnent un taux d'accessibilité de un par 2,282 habitants, si l'on retient seulement la population des 10 à 30 ans.

Ainsi l'on dispose d'une seule aréna par 19,306 habitants.

Au sujet des piscines, une par 50,000 habitants, soit pour tout le Québec 135.

Pour ce qui est des pistes d'athlétisme, en ne s'adressant qu'aux gens de 10 à 50 ans, il n'y a qu'une piste par 32,742 habitants.

C'est le secteur plein air qui est le plus défavorisé. Nous ne disposons que d'une base de plein air par 677,692 habitants.

Une projection pour 1981 nous permet de voir qu'il faudrait 1600 colonies de vacances pour permettre aux 502, 355 enfants de 10 à 16 ans d'y séjourner. En maintenant le nombre actuel de pistes de ski de randonnée et de raquette il y aurait en 1981 une piste par 25,429 personnes âgées de 5 à 64 ans.

4e symposium de la médecine et du sport

Le sport: un curieux malade

C.L. - La médecine s'est découverte un autre rôle avec l'apparition de ce nouveau concept de vie qu'est le conditionnement physique. Les médecins plus que quiconque sont probablement les mieux placés pour se rendre compte des effets de la baisse de l'effort physique dans nos vies quotidiennes. Et c'est à partir de cette situation que les réflexions faites par les participants au symposium sur la médecine et le sport ne sont pas sans être d'une grande portée sociale.

Tout au long de la rencontre on se sera penché surtout sur la valeur de la compétition en soi sous ses différents aspects et le rôle que la médecine peut y jouer. Que ce soit au sujet des athlètes en période de croissance et les sports que les jeunes doivent pratiquer ou des blessures qu'entraîne la compétition sportive, il ressort fondamentalement que l'entraînement excessif ou la compétition pure sans autre objectif que de gagner des médailles devrait être banni de la pratique des sports.

De nombreux conférenciers nous auront démontré lors du symposium les dangers que la situation actuelle nous amène. Aux participants à la rencontre M. Tutko, psychologue à San José en Californie, demandait: "Ne nous suivez surtout pas, ne prenez pas modèle sur nous, essayez plutôt de faire quelque chose qui vous appartienne, parce que nous sommes rendus à un point tel qu'il serait surprenant qu'on s'en sorte." L'allusion était directement reliée à l'étrange situation du sport amateur et professionnel aux Etats-Unis. Situation où l'on construit de toutes pièces des champions comme des voitures à l'encontre même des besoins réels de la population et des athlètes.

Un fait qui n'est pas passé inaperçu des gens qui assistaient aux conférences, c'est la démonstration faite par M. Garrick de l'Université de Washington au sujet des équipements sportifs dont on se sert un peu partout aux Etats-Unis. Dans de nombreux stades, aux pistes artificielles en tartan se rajoutent maintenant les pelouses artificielles, qui ne

font qu'augmenter les risques des blessures. Au moment où l'on parle ici d'installer de ces pelouses entre autres au parc Jarry, il faudrait peut-être y réfléchir deux fois.

"Le sport est sorti de son contexte réel. On en fait une grosse bête docile, religieuse, politique, patriotique qui est censée développer les qualités essentielles (sic) d'un honnête citoyen. Entre autres, le courage, la loyauté, le caractère, l'agressivité (sic). Pratiquement du militantisme." Tutko.

"La drogue dans ce contexte-là n'est que la résultante d'une situation d'ensemble. Si l'on demande aux athlètes de se maintenir au faite de la pyramide, dans un contexte social où sous toutes ses formes, la consommation des drogues est encouragée, il devient presque normal que l'athlète en utilise." Tutko.

"On va jusqu'à faire nager 12 milles par jour à des nageurs qui se dirigent vers la compétition. Certains poissons n'en font pas autant."

"Le jeune qui veut pratiquer un sport, qu'est-ce qu'il peut faire s'il ne joue pas dans les ligues mineures de baseball, de hockey?" Ces mêmes jeunes passent leur enfance et leur adolescence à pratiquer des sports de compétition, mais après qu'est-ce qu'il font? Ou, en fait, qu'est-ce que la société leur offre pour qu'ils puissent continuer à pratiquer des sports?"

Voilà que quelques-unes des réflexions qui ont été faites à cette rencontre internationale.

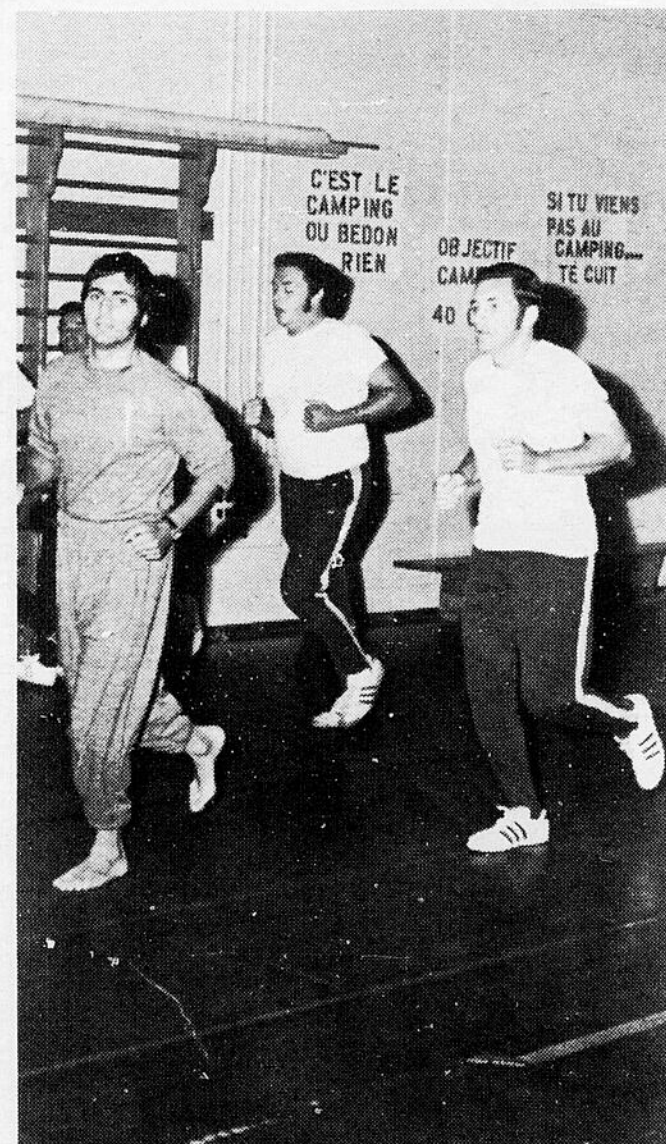
Ce symposium, qui est en soi une expérience heureuse par la multitude des sujets qui sont abordés n'est pas sans certaines contradictions. Il nous apparaît utopique de faire étudier des sujets aussi diversifiés et qui méritent une plus grande analyse en quelques jours. Il devrait être envisagé par les organisateurs du symposium que dans l'avenir la rencontre se fasse autour de sujets précis et bien délimités. Tous y gagneraient, les participants, les invités et le public en général. Un problème comme la violence dans le sport mériterait d'être analysé beaucoup plus en profondeur.

Le temps M. le

par Christian Lambert

"Il faut à tout prix ouvrir les gymnases des écoles. C'est à se demander si nous ne serons pas obligés de donner des ordres bientôt pour forcer les commissions scolaires à bouger." Cette affirmation maintes fois répétées nous aura été servie de nouveau cette semaine par le ministre responsable du Haut Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, Paul Phaneuf. Invité d'honneur au 4e symposium international sur la médecine et le sport, le ministre a demandé aux participants de lui fournir les moyens pour encourager la population à pratiquer plus de sports, à se maintenir en forme. Il ne s'agirait plus, selon le ministre, de s'occuper de la prévention des maladies mais de la promotion de la santé par le bien-être physique. "L'obésité, l'usage du tabac, le stress, le manque d'exercice et les régimes à haute teneur en matières grasses sont de toutes évidences les plus dangereux provocateurs des décès prématurés."

L'allocution du ministre ne nous aura pas apporté grand-chose de neuf, si ce n'est de nous rappeler que le comité d'étude sur la condition physique des Québécois a fait un travail qui jette les jalons d'une politique cohérente du loisir et du sport. Le ministre se pose des questions maintenant. "Ainsi, je m'interroge sur la véritable obligation de définir une politique du loisir. Avant de prendre des initiatives visant à profiter du temps libre au maximum, je me demande s'il est vraiment nécessaire, avant de promouvoir la santé, d'attendre que soit définie la condition physique dans un contexte global."



Il faut rendre la pratique de l'activité sportive attrayante en organisant des groupes, en faire une rencontre amicale.

presse, ministre

"L'on se doit de passer résolument à l'action" et là-dessus tout le monde s'entend.

Mais sur les moyens à prendre c'est loin d'être aussi clair, et les politiques qui permettraient d'y voir un peu plus clair tardent à venir.

Au sujet de l'éducation physique dans les écoles, M. Phaneuf se dit surpris de voir que la motivation a baissé. "A l'élémentaire nous ne sommes pas plus avancés qu'il y a dix ans. Et c'est là que le travail doit se faire. Nous ne sommes pas allés assez loin maintenant. Si l'on ne fait pas bientôt attention, on se retrouvera dans une situation comme en Ontario où l'éducation physique est optionnelle." Le ministre a poursuivi en soulignant que, de toute façon, dans de nombreuses écoles il ne se donne même pas de cours. Voilà une claque, plutôt un soufflet bien dirigé à Cloutier, celui qui a rendu l'enseignement de l'histoire facultatif. Mais le Haut Commissariat n'est-il pas relié au ministère de l'Éducation? Ne serait-il pas possible que la concertation commence là?

Cet exposé de Paul Phaneuf, comme tous ceux qu'il a fait précédemment, ne nous aura que rappelé que la situation du sport et loisir au Québec est loin d'être en santé. Paradoxalement cela aura été dit en un symposium de la médecine. Le malade est loin d'être bien-portant, et ce ne sont pas, si l'on tarde trop, les comités, les rapports et les vœux presque pieux du ministre qui vont le sauver. Le diagnostic n'est même pas clairement établi pour certains. Dans l'état actuel des choses c'est un moribond que nous aurons bientôt à couvrir. Le temps presse.

Un Suédois nous dit: vingt minutes suffi.

Une brève rencontre avec les frères Erikson nous fait voir un des aspects les plus positifs de la médecine sportive. C'est-à-dire le rôle qu'elle peut jouer dans l'organisation d'une structure vivante au bien-être physique de la population. En Suède non seulement les équipements sportifs semblent répondre aux besoins immédiats, mais l'usage qui en est fait est poussé au maximum.

Mais depuis quelque temps la motivation à l'activité semble baisser là aussi. Ce phénomène serait pour ces deux spécialistes dû aux nouveaux conditionnements faits aux gens par la société industrielle, de consommation. La facilité, slogan principal d'une société au faite de son développement, nous apporte dans le quotidien des habitudes qui vont à l'encontre de notre épanouissement physique.

"Il y a trop de gens assis. Il faut à tout prix rendre la pratique sportive intéressante, en faire une rencontre amicale devenant ainsi une entreprise sociale, ce qui n'est pas sans aller à l'encontre des principes de la compétition."

"Par la pratique sportive, on ne vit peut-être pas plus vieux mais mieux."

"L'important n'est pas ce que tu fais mais c'est de le faire qui compte car il n'est pas prouvé que l'activité physique diminue le risque d'attaque cardiaque mais tu es plus fort pour y faire face. L'essentiel est de faire au moins 20 minutes de conditionnement physique et ceci trois fois par semaine pour être en forme." ●

vite

Le village olympique

Les jeux olympiques de 1976 à Montréal nous ont apporté depuis quelques jours un certain nombre de rebondissements qui ne sont pas de nature à aider la situation peu populaire de ces jeux. Malgré tout il est bon de rappeler quelques-unes de ses informations qui nous sont parvenues surtout à cause de la réunion annuelle du Comité international olympique où le COJO et la ville ont eu à répondre à certaines questions relatives à l'organisation des Jeux.

La première d'importance est sans nul doute cette étrange transaction par laquelle la ville remet au COJO le dossier de la construction du village olympique. Le CIO a accepté à la majorité la proposition de la ville. Mais il faut voir de plus près ce que cache cette "passe". La ville ne peut assumer, surtout dans le climat politique actuel, seule la construction du village et les entrepreneurs non plus. Les gouvernements sont très tièdes devant le projet de financement du village. Un autre Habitat 67 est si vite arrivé! Le COJO par ses campagnes de financement serait dans une meilleure situation financière que prévu, les loteries olympiques se vendent bien, la monnaie aussi et les contrats d'exclusivités donnés par le COJO pour différents produits rapportent beaucoup. Alors on refille la patate chaude au petit frère plus riche. Nous y reviendrons.

Les billets

Toujours que le COJO nous apprend que le prix des billets s'échelonne de 2 à 40 dollars. Ne vous faites pas d'illusions, ce n'est pas pour les distribuer selon les couches sociales de la population mais bien pour tirer le maximum des événements les plus intéressants.

Ainsi le prix varie selon les différentes manifestations sportives, l'heure de la compétition, la catégorie de l'épreuve, la popularité du sport, etc. Et il faut le dire selon aussi les journaux qui ont diffusé la nouvelle. En effet, pour certains quotidiens du matin les variantes sont entre 3 et 6 dollars, et d'autres quotidiens plus gros nous disent que les prix seront, et c'est beaucoup plus plausible, de 2 à 40 dollars.

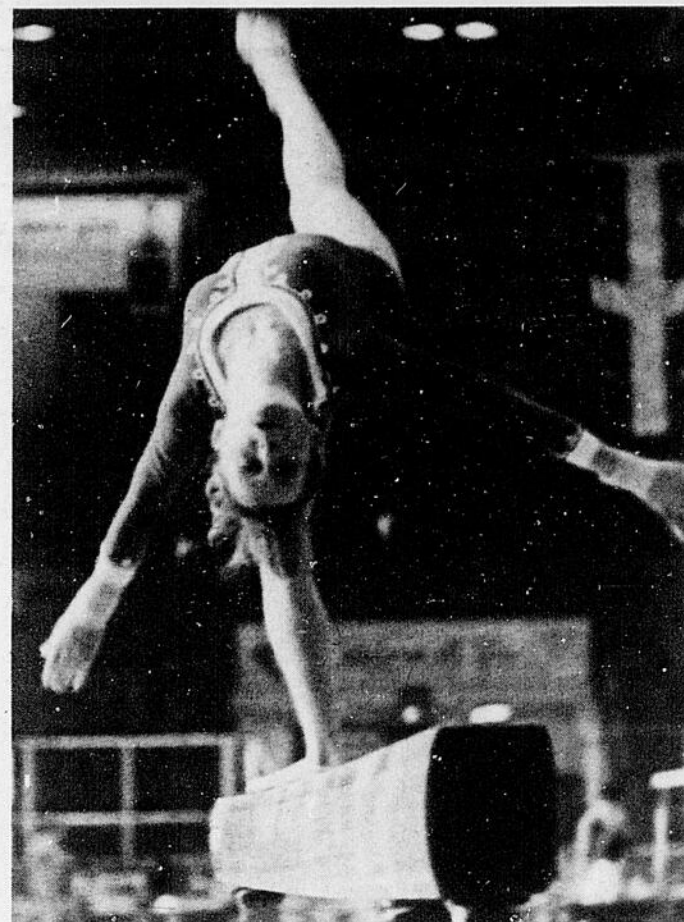
La conférence de Vienne

Moscou, sera de toute évidence le site des olympiques en 1980. Aucun pays communiste n'a encore reçu les jeux et la ville russe est de fait sans aucun rival. Il faut se rappeler que Moscou n'aura pratiquement rien à construire pour recevoir les Jeux.

Les athlètes pourront recevoir des sommes d'argent pour s'entraîner c'est ainsi qu'en a décidé la conférence de Vienne, en rendant plus souple la fameuse règle 26 qui régit les critères d'admissibilité pour les athlètes aux Jeux. Ces sommes d'argent que les athlètes peuvent maintenant recevoir serviront à compenser dans l'esprit des membres du CIO le manque à gagner dû à l'entraînement intensif que se doit de poursuivre un athlète de niveau international.

Les championnats mondiaux de gymnastique se déroulaient cette semaine à Varna en Yougoslavie. Les favoris de cette rencontre où nos représentants sont presque absents tout en y étant, étaient les japonais chez les hommes et les russes chez les femmes. La photo nous montre une des participantes à l'équipe soviétique lors de la rencontre Canada-URSS de gymnastique le printemps dernier.

Au football, Montréal fait signer un contrat au flaqueur Edesel Garrison (Southern Cal.) et réembauche l'ailier défensif Junior Ah You (Arizona State) dont le nom était inscrit sur la liste des blessés. L'équipe montréalaise plaque les noms du flaqueur



Christian Lambert

Briam Baima, du demi défensif Marv Luster et du secondeur Gary Chown sur la liste des blessés. - Ottawa embauche le demi à l'attaque Kerry Marbury (West Virginia), le secondeur Billy Palmer (Bowling Green) et le demi défensif Merv Visneskie, antérieurement à l'alignement des Ottawa Sooner. Ottawa place les noms de flaqueur Hugh Oldham, du demi à l'attaque Terry Wellesley et du secondeur Wayne Giardino sur la liste des blessés.

Le C.R.L. Rive-Sud en collaboration avec la municipalité de St-Bruno et l'Association Provinciale de Badminton organise une clinique de structuration le 26 novembre 1974 (19:00 hres) à l'école Mgr Gervais située au 1435, Château-guay à St-Bruno.

Lors de cette soirée, MM. Paré et Boucher parleront de la technique, la stratégie et l'organisation du badminton dans la Province de Québec. C'est aussi l'occasion pour tous les adeptes de ce sport de se rencontrer et de préparer des structures régionales pour la Rive-Sud afin de coordonner les énergies et évaluer les besoins actuels d'information, de perfectionnement et autres.

Tous les joueurs, entraîneurs et adeptes du badminton et aussi intéressés à se perfectionner dans cette discipline sont cordialement invités à cette soirée (la tenue et l'équipement de jeu sont recommandés).

Pour informations: Jack Ligneau au numéro 677-5244.

:cooprix:::

FEDERATION DES MAGASINS CO-OP

La Fédération des Magasins Co-op continuera de respecter l'engagement pris devant le public Québécois d'assurer la promotion des intérêts du consommateur à titre de responsabilité sociale de la coopérative dans son milieu.

A sa réunion du 17 octobre 1974, le conseil d'administration de la Fédération a autorisé le comité exécutif à prendre les dispositions et les mesures adéquates en vue de poursuivre l'objectif visé, soit la promotion des intérêts du consommateur.



Le quotidien national des Québécois

ABONNEMENTS PAR LA POSTE	ABONNEMENTS PAR CAMELOTS (S1.25 par semaine)	
Ci-joint mon chèque d'abonnement <input type="checkbox"/>	MONTREAL Rive-Sud Laval Sorel St-Jean 331-8961 COTE NORD Baie Comeau Haute-rixe Sept-Iles Port Cartier 589-5017	QUEBEC 658-8920 LAC ST-JEAN - SAGUENAY Chicoutimi Jonquiere Alma et les environs 513-5377 RIMOUSKI 723-5616
de \$15.00 pour 3 mois <input type="checkbox"/> de \$30.00 pour 6 mois <input type="checkbox"/> de \$52.00 pour 12 mois <input type="checkbox"/> Edition du samedi seulement \$12.00 pour 12 mois <input type="checkbox"/>	Les garçons et filles ages de 10 ans et plus qui desirent devenir CAMELOTS n'ont qu'a telephoner aux numeros ci-dessus.	
NOM _____ ADRESSE _____ VILLE _____ TEL: _____ _____ _____		
POUR RENSEIGNEMENTS COMPOSEZ - 331-8961		

LE JOUR

387, boul. Lebeau Montréal 379

331-8961